

Mémoire de licence présenté à la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg (CH)

Un journal anarchiste en Suisse romande :

« La Pilule » de Narcisse Praz. 1970-1975

Gilles MAURON
(Fribourg)2011

Gilles Mauron naît à Sion le 13 octobre 1979. Il effectue ses classes primaires et secondaires dans les écoles de la commune d'Ayent (VS). De septembre 1995 à juin 2000, il fréquente le collège et Lycée de St Guérin, où il obtient une maturité de type E (socio-économique). En septembre 2001, il débute sa carrière universitaire à Fribourg. En 2004 il part en « libre échange » à Grenade (E). En 2005 il privilégie l'Histoire contemporaine et l'Histoire moderne dans son cursus, et débute une troisième branche en littérature et langue espagnole. En 2008 il commence son mémoire de Licence sous la direction d'Alain Clavien. En 2011 il termine ce présent travail et le dépose.

« Je déclare sur mon honneur que j'ai accompli mon mémoire de licence seul et sans aide extérieure non autorisée »

Gilles Mauron

17.2.2011

0 Table des matières

0	<u>TABLE DES MATIERES</u>	<u>3</u>
1	<u>INTRODUCTION</u>	<u>6</u>
2	<u>PARCOURS DE NARCISSE PRAZ</u>	<u>9</u>
2.1	ENFANCE VALAISANNE	9
2.2	DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET ECONOMIQUE EN VALAIS	10
2.3	CURE !	11
2.4	LA RECHERCHE D'UN FUTUR	13
2.5	NARCISSE PRAZ ET LES HORLOGES	15
2.5.1	ENTRACTE CINEMA	15
2.5.2	RETOUR AUX AFFAIRES	16
2.5.3	DES SOUCIS AVEC LA JUSTICE	17
2.6	PARIS	19
2.6.1	MAI 68 ?	21
3	<u>MATAPUEBLOS</u>	<u>22</u>
3.1	APARTE LITTERAIRE	23
3.2	ANARCHISTE	25
4	<u>GENEVE ALTERNATIVE, 1970</u>	<u>27</u>
4.1	LA PRESSE ALTERNATIVE EN SUISSE ROMANDE DANS LES ANNEES SOIXANTE-DIX	28
4.2	<i>LA POMME</i> , ANTICHAMBRE DE <i>LA PILULE</i>	30
5	<u>LA PILULE</u>	<u>34</u>
5.1	FICHE TECHNIQUE	34
5.2	VIE ECONOMIQUE	36
5.2.1	DEUX SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE	36
5.2.2	COUT DE PRODUCTION	37
5.2.3	ABONNEMENTS	39
5.3	UN JOURNAL POUR UNE EPOQUE	42
5.3.1	LECTORAT	42
5.3.2	PAS UN JOURNAL REGIONAL	44

5.3.3	COLLABORATIONS.....	49
6	<u>DES CHEVAUX, DES BATAILLES.....</u>	53
6.1	ANTIMILITARISME	55
6.1.1	L'ARMEE COMME UN CANCER : UNE INITIATIVE PROVOCATRICE.....	55
6.1.2	OBJECTION !.....	59
6.1.3	CONTRE LES ARMES SUISSES	62
6.1.4	LE PETIT LIVRE VERT-DE-GRIS.....	64
6.2	LA LIBERTÉ DE PRESSE : UNE LIBERTÉ LIMITÉE ?.....	69
6.2.1	LES CENSURES	69
6.2.2	UN EXEMPLE DE CENSURE : L'AFFAIRE TVR.....	70
6.3	L'AFFAIRE DU SHAH D'IRAN.....	74
6.3.1	LA PRESSE S'EMPAIRE DE L'AFFAIRE.....	75
6.3.2	REACTIONS DANS LA PILULE	76
6.3.3	UNE DEUXIEME PLAINTÉ	77
6.3.4	SOLIDARITE EXEMPLAIRE.....	79
6.3.5	UN FORT ECHO DANS LA PRESSE.....	81
6.3.6	UNE AFFAIRE A REBONDISSEMENTS	82
6.3.7	PORTEE DU PROCES	86
6.4	UNE PERIODE DE MATURITE	87
6.4.1	LA REVOLUTION, UNE ENVIE COMMUNE.....	87
6.4.2	REVEILLER LES ESCLAVES.....	92
6.5	UNE LUTTE FINALE : <i>LA PILULE</i> CONTRE LA POLICE	107
6.5.1	UN CLIMAT DE SURVEILLANCE RENFORCE.....	108
6.5.2	LA POLICE DOUTE.....	109
6.5.3	APPEL A TEMOIN	112
6.5.4	UN SOUTIEN PRESENT	115
6.5.5	PORTEE DU PROCES	116
6.6	EPILOGUE.....	118
7	<u>CONCLUSION</u>	120
8	<u>ANNEXES.....</u>	124
8.1	COURBE DES ABONNEMENTS.....	124
8.2	VIE DU JOURNAL	125
8.3	PETIT LIVRE VERT-DE-GRIS.....	126

8.3.1	LETTRE ADRESSEE A SES LECTEURS.....	126
8.3.2	RAPPORT FAIT PAR LA POLICE FEDERALE.....	127
8.4	AFFAIRE DU SHAH D'IRAN	128
8.4.1	UNE DEUXIEME PLAINTÉ	128
8.4.2	FEUILLE D'AVIS DE LAUSANNE.....	129
8.4.3	LA PRINCESSE ASHRAF	130
8.4.4	HASSAN GORESCHI	134
8.4.5	F.L.E.A.U.	137
8.4.6	LETTRE TVB.....	138
9	<u>TABLE DES ILLUSTRATIONS.....</u>	139
10	<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	140
10.1	OUVRAGES DES REFERENCES	140
10.2	MEMOIRES	141
10.3	ARTICLES	141
10.4	JOURNAUX.....	142
10.5	SITE INTERNET	142
10.6	DOCUMENTS AUDIOVISUELS	142
10.7	SOURCES.....	143
10.8	DIVERS	143

1 Introduction

Ce travail a pour objet un journal satirique romand, *La Pilule*, édité à Genève entre 1970 et 1975. Son fondateur et principal rédacteur est Narcisse Praz. Il jouit d'une petite célébrité, tant en Suisse romande que dans son canton d'origine, le Valais, grâce à cette aventure éditoriale et à la pensée anarchiste qu'il défend depuis lors. Avant de nous plonger dans l'étude même du journal, nous suivrons le parcours qui a modelé la personnalité et les convictions de cet homme au verbe fort et au sens aigu de la provocation. Ce passage biographique a cela d'intéressant qu'il permet de poser un cadre, non seulement à un journal dont l'étude n'a pas été facilitée par le style lapidaire et provocateur de leur auteur, mais encore à toute une période. Né en 1929 dans le canton alpin du Valais, sa destinée traverse un séminaire catholique fribourgeois duquel il se fait exclure, puis, en pleine période croissance économique, par le marché de l'horlogerie où il fera sa fortune en tant qu'exportateur. Son sens développé des affaires et des « bonnes combines » a son importance dans l'aventure du journal, tant il en financera les fortes dépenses. Aux suites de démêlés avec la justice pour des questions de contrebande, Praz part pour Paris où il rêve de s'introduire dans le monde des Lettres et des célébrités. Car Praz écrit. Il a déjà plusieurs romans à son actif lorsqu'il monte dans la capitale française au milieu des années soixante. Mais son séjour prend une allure catastrophée : divorce, escroqueries et infarctus. Il rentrera de Paris changé, avec le projet de semer la révolution au travers d'un journal satirique et d'une initiative contre l'armée. Ce sont là les débuts de *La Pilule*.

Pour l'étude du journal et de son impact, nous avons croisé plusieurs sources et témoignages : *La Pilule* elle-même bien évidemment, mais aussi les écrits autobiographiques de Praz, ses témoignages oraux et ses fiches de police. Ce travail, bien qu'enrichissant le nombre de données nécessaires à l'étude, ne l'a pas toujours facilité tant il est difficile quelquefois d'intégrer une nouvelle donnée à celle que l'on possède déjà, ou qu'elle ne concorde pas à ces dernières. Mais ces différentes études nous ont permis d'extraire du contenu du journal, d'une première apparence désordonnée, des thématiques précises qui définissent la pensée et le combat de leur auteur. Par exemple, l'importance que prenait une affaire dans les fiches de police de Praz nous a

motivé à l'observer de plus près et à en faire l'histoire. En symbiose avec les valeurs antiautoritaires de ce début des années soixante-dix, Narcisse Praz a en plus un sens inné de la provocation et de la communication. C'est pourquoi il connaît rapidement un certain succès populaire. Son coup magistral est le procès qui l'oppose en 1971 au Shah d'Iran. En ce temps de questionnement des valeurs d'une société, on ne pouvait rêver mieux comme publicité ! Le Conseil fédéral, qui a donné son aval pour ce procès, en est le seul responsable. Un grand élan de solidarité a alors lieu. *La Pilule* se retrouve propulsée aux devants de la scène : quelques 6'000 abonnés soutiennent alors Praz qui acquiert une jolie notoriété. Différents organismes, parmi lesquelles la LMR et Amnesty International, le soutiennent. Mais le fond de l'air va changer, les militants font progressivement le deuil d'une révolution en profondeur. Les chocs pétroliers rappellent la réalité économique. On se recentre sur l'action au niveau du quotidien et les changements que l'on pourrait y apporter. Praz lui ne démord pas. Il diffuse plus que jamais ses analyses anarchistes, défend l'utopie révolutionnaire, condamne les actions politiques, provoque la police, crée un parti abstentionniste... Il essaye de faire survivre cet idéal révolutionnaire et utopique qui a fait sa gloire. Il réussit encore quelques coups bien sentis, comme la publication du *Petit livre vert-de-gris* dans lequel il présente l'armée suisse comme une armée de caste, avec photo et revenus de son Etat major à l'appui. Malgré ses tentatives de regrouper ses lecteurs autour de lui et un imaginaire militant, débordant Praz s'isole progressivement. Ses provocations, sa dérision poussée à l'extrême, son militantisme anarchiste ne trouvent plus l'écho d'hier dans le monde contestataire. Son style lapidaire, ses plaisanteries grivoises et ses quelquefois longues analyses ont sans doute desservi sa cause. L'apparition d'un nouveau journal de la contre-information à la fin de l'année 1972, *Tout va bien*, plus sérieux, avec des enquêtes d'investigation, va aussi arracher à *La Pilule* quelques abonnements nécessaires. Attaquée finalement pour dommage et intérêt par différents corps de police, *La Pilule* met la clé sous le paillason en janvier 1975.

La Pilule aura vécu quatre années pleines de parution hebdomadaire, 199 numéros, ce qui constitue un petit record en soi. Nous étudierons en détail comment cette longévité a été possible. Puis, au travers des différentes thématiques que nous avons dégagées, nous pourrions observer le discours et la pensée anarchiste de Praz à proprement parler. Ses actions satiriques trouveront fréquemment des réponses

auprès des autorités de l'époque. L'étude minutieuse des fiches de police de Praz nous ont apportés alors bien des renseignements précieux quant au sérieux avec lequel étaient prises ses flèches provocatrices. Loin d'être un travail sur les mouvements anarchistes de ces années soixante-dix, ce travail suit le parcours, le militantisme et la pensée d'un anarchiste de ces année-ci, dont les soucis de visibilité a laissé une trace tant dans le souvenir de cette époque que dans les archives de papier.

2 Parcours de Narcisse Praz

2.1 Enfance valaisanne

Narcisse René Praz naît le 5 septembre de l'an 1929 dans le village valaisan de Beuson (Nendaz), situé à une heure à pied de la plaine du Rhône et de la capitale, Sion. Il est le second fils d'Innocente et d'Adrien Praz. Deux sœurs cadettes complètent la photo de famille. Le père est mineur. Au début des années vingt, les mines valaisannes jouissent d'un essor provoqué par la première guerre mondiale. Mais dès 1924, elles vont à nouveau restreindre, puis cesser, leurs activités.¹ Adrien Praz participe alors à divers chantiers, dont celui de la Dixence, ouvert en 1929. Il se déplace ensuite jusqu'à Vallorbe pour travailler à l'érection des fameux « toblerones », les barrières anti-char en dent de dragon, dans les années trente. Adrien Praz fait partie des premiers ouvriers de la vallée de Nendaz. Il est également un des premiers socialistes à cette époque. Seules trois familles de la commune se revendiquent alors comme tel,² et lorsque Charles Dellberg³ se rend sur la commune de Nendaz pour y prononcer un discours, c'est chez les Praz qu'il s'arrête pour se restaurer.⁴ L'attache socialiste à Beuson semble solide. Un article du journal *Travail*⁵ paru en mai 1948, s'exprime en ces mots au sujet d'un discours donné par Dellberg à Beuson :

« Toute la population avait tenu à assister et à encourager notre président cantonal. Nous espérons que cela permettra à nos vaillants camarades de Beuson de travailler dans de meilleures conditions. Vive le bastion rouge de Beuson ! »⁶

Le même journal nous apprend que Nestor Praz, frère aîné de Narcisse, fait partie du comité fondateur de la Jeunesse socialiste de Nendaz en 1948.⁷

¹ PAPILLOUD, 2004.

² PRAZ 83^a, p70. Le parti socialiste valaisan est fondé en 1919. En 1947, un premier conseiller socialiste est élu à Aproz (commune de Nendaz), Florian Michelet.

³ En 1921, il est le premier député socialiste élu au Grand-Conseil valaisan ; il y siégera 36 ans. Dès 1935, il est élu au Conseil National. Dellberg est un phénomène de la politique suisse et valaisanne.

⁴ Témoignage oral.

⁵ Travail est un hebdomadaire socialiste édité par le parti socialiste Fribourgeois entre 1946 et 1952. Il regroupait les informations et activités des divers sections du Valais et de Fribourg.

⁶ Travail n°19, 14.08.1948.

2.2 Développement industriel et économique en Valais

Les premiers travaux d'intérêts généraux ont lieu dans la deuxième partie du XIX^{ème} siècle. L'endiguement du Rhône, la construction du chemin de fer, le développement du réseau routier et la création d'une école d'agriculture du côté d'Ecône préparent au développement économique de la fin du XIX^{ème} siècle. Ces travaux favorisent l'installation de quelques industries dans la vallée du Rhône et permet au tourisme de commencer son développement. A la veille de la première guerre mondiale, le Valais semble prêt à entrer dans une ère moderne.⁸ Un premier boom économique confirme cette affirmation.⁹ La Première Guerre mondiale met un frein à ce développement, puis la période d'entre deux-guerres, entrecoupée de deux crises financières mondiales, ne permet pas au Valais de reprendre sa marche en avant.¹⁰

Malgré ces développements prometteurs, l'économie fonctionne principalement sur le secteur primaire. Les conditions de vie en Valais sont difficiles, et de nombreux habitants choisissent de s'exiler. Une première vague met cap alors vers les lointaines Amériques. Ce mouvement culmine en 1890. Il faut attendre 1910 pour que le premier boom économique ne stoppe ces départs.¹¹ Les efforts entrepris ne permettent pas de supprimer la misère, qui se trouve alors renforcée par la Première Guerre mondiale et deux crises économiques. L'émigration lointaine ne fait ensuite que se déplacer vers les villes de Suisse romande, principalement Genève. L'industrialisation et le développement urbain que l'on y trouve offrent du travail aux ouvriers non qualifiés que sont les Valaisans.

Comme beaucoup d'enfants de sa génération, Narcisse Praz connaît une enfance pauvre sans être pour autant misérable. L'école les occupe de l'âge de 7 à 15 ans, de novembre à mai.¹² Rapidement ils sont poussés à prendre part aux activités de la vie alpine. Narcisse Praz passe ses étés à garder chèvres et brebis puis, à partir de

⁷ Travail n°5, 6.02.1948.

⁸ Histoire du Valais, Annales valaisannes 2000-2001, Sion, 2002.

⁹ ARLETTAZ, 1976.

¹⁰ 6% de chômage en 1936.

¹¹ ARLETTAZ, 1976.

¹² PRAZ 2010, pp7, 9.

l'âge de 10 ans, il est jugé suffisamment responsable pour monter tout l'été à l'alpage et devenir *bubo ü modzoni* : aide du garde génisse, et veiller sur quelques 180 têtes de bétail.¹³

2.3 Curé !

A l'école, le petit Narcisse est plutôt bon élève. L'instituteur va attirer l'attention du père Henri Fournier sur ce fait.¹⁴ Le père Fournier est ce que l'on pourrait appeler un « recruteur de vocations » pour le Juvénat de Beaulieu à Fribourg, régi par les pères de Saint François de Sales.¹⁵ Il se charge de repérer les bons élèves et de les recruter pour rejoindre les rangs de l'Eglise. Avec le métier d'instituteur, celui de curé est le principal débouché qui permettait à un enfant issu d'une famille de basse condition, de sortir de sa condition de paysan.

Lorsque le père Fournier approche la famille Praz pour leur annoncer que leur deuxième fils a la vocation, et qu'il a la possibilité de partir au petit séminaire à Fribourg, nous sommes en 1940. Narcisse Praz a alors onze ans. Son père Adrien a été victime d'une paralysie lors de la mobilisation, en début de la Deuxième Guerre mondiale. Le drame est double car l'armée n'accepte de leur verser aucune pension pour leur venir en aide. En effet, le règlement des indemnités de l'armée prévoit de verser une rente aux familles des victimes pour tout accident ayant lieu à partir du 3^{ème} jour de service.¹⁶ Or l'accident d'Adrien Praz eu lieu lors du 2^{ème} jour de son recrutement.¹⁷ Innocente, la mère, va alors trouver de l'embauche auprès des mines de Chandoline, près de Sion, la nuit.¹⁸ Les enfants ne peuvent pas encore rapporter de salaire à la maison. Nestor, l'aîné, est âgé alors de 14 ans, Narcisse de 11, et les sœurs cadettes respectivement de 6 et 4 ans.¹⁹ La proposition du père Fournier arrive donc à

¹³ *Ibid* p13-15.

¹⁴ Témoignage oral.

¹⁵ PRAZ 2010, p7.

¹⁶ Témoignage oral.

¹⁷ *Idem*

¹⁸ Les mines désaffectées ont été rouvertes en raison des pénuries de charbon en Europe provoquées par la guerre. Cf PAPILLOUD 2004.

¹⁹ *Ibid* p7.

point nommé. Mais plus qu'une bouche de moins à nourrir,²⁰ cette vocation semble prendre une dimension supplémentaire pour la mère du petit Narcisse : la promesse d'avoir un curé dans sa famille et de pouvoir jouir de son prestige social et des quelques faveurs dues à son rang est importante, surtout lorsque le sort semble s'acharner sur soi.²¹

A partir de 1940 donc, ce sont les Pères de Saint-François de Sales à Fribourg qui se chargent de l'éducation du futur « Père Narcisse ». Ce dernier fait tout son possible pour plaire à sa mère, et ne pas la décevoir. Brillant élève, il est premier de sa volée. Et tout se passe comme Dieu le mande. Mais Narcisse se fait renvoyer à la maison avec effet immédiat en 1946. Le renvoi a lieu très peu de temps avant la fin de ses études. Que s'est-il passé ? Les témoignages divergent. Les Pères motivent ce renvoi par le fait d'avoir surpris Praz train de lire une hagiographie de Staline.²² Praz avoue que, s'il restait bon élève, il mettrait en doute, de part ses questions posées lors de cours, l'enseignement des Pères. Mais il apporte une autre explication, plus complexe et plus délicate. Il déclare avoir été victime, depuis l'âge de 12 ans, d'abus sexuel de la part d'un Père salésien. Selon lui, plusieurs camarades du juvénat ont été renvoyés pour des motifs mineurs, comme d'avoir fumé une cigarette en cachette, qui n'auraient été que des prétextes destinés à masquer des agissements et disfonctionnements bien plus graves. Chacun des élèves renvoyés se sont, selon Praz, rapprochés à un moment ou un autre de la « protection » d'un père. Alertée par la confession de ceux-ci, la direction du juvénat déciderait alors l'expulsion de ces jeunes hommes.²³

Narcisse Praz n'a pas été le seul de sa génération à avoir été recruté par l'Eglise, pas le seul non plus à avoir été victime d'abus sexuel et à avoir ensuite été renvoyé à sa famille. L'on imagine l'accueil réservé au village à ces curés ratés.

²⁰ Selon Narcisse Praz, les Pères salésiens demandent aux familles quelques 400.- francs par an de frais d'écologie. Selon l'évolution de l'IPC en Suisse, cette somme représenterait aujourd'hui quelques 2'800 de nos francs.

²¹ PRAZ 2010, p10.

²² *Ibid*, p114.

²³ Au sujet de ces cas de pédophilie chez les Pères salésiens de Fribourg, des mécanismes qui les provoquent, le lecteur est prié de se reporter au livre de Narcisse Praz « Gare au gorille », livre dont vient l'essentiel des informations concernant ces abus. (Cf bibliographie)

Délaissés par une Eglise peu regardante de l'avenir de ses rejetons, puis par une famille déçue à laquelle il est difficile d'expliquer les causes de son renvoi, quelles sont les difficultés morales et psychiques que ces jeunes adultes ont eu à affronter pour retrouver des repères et des valeurs qui leurs soient propres ? Le parcours de Narcisse Praz doit être aussi observé de ce point de vue.

2.4 La recherche d'un futur

De retour à Beuson en début d'été 1946, la vie n'est pas des plus agréables pour lui : sa mère est furieuse qu'il n'ait terminé ses études, et il se sent exclu du village. De plus, il peut difficilement parler des raisons de son exclusion. « J'avais perdu le sens des réalités et je ne voulais être une charge pour ma famille » analyse-t-il aujourd'hui.²⁴ Il prend alors la décision de trouver de l'embauche du côté du chantier du barrage de Cleuson. N'ayant pas atteint sa majorité, il a alors 17 ans, il doit tromper les embaucheurs. Il y travaille jusqu'en 1948. Durant cette période, Praz atteint l'âge de servir dans l'armée suisse. Souffrant de tachycardie, il se verra relevé de cette obligation. De cette période date le premier écrit de Narcisse Praz. Il s'agit d'un papier que le journal *Travail* a publié, à la grande fierté de son père. Dans cet article datant du début de l'année 1948, teinté d'idéalisme et de théories sociales, nous retrouvons déjà deux caractéristiques de la pensée de Narcisse Praz, que nous retrouverons tant dans ses premières romances que dans son militantisme anarchiste : la libération des individus face à un formatage et la défense de l'innocent ou de la victime. Nous pouvons également observer le style soigné et classique que son jeune auteur de 19 ans a hérité de son passage chez les Pères salésiens :

« Parmi les armes les plus agissantes des partis bourgeois au pouvoir, il en est une qui, de tout temps, fut particulièrement efficace quoique insoupçonnée : l'instruction primaire. En effet, pour assurer la perpétuité d'une opinion, et par conséquent d'un parti politique, il n'est pas meilleur moyen que d'inculquer à l'enfant les idées de ce parti, de façonner son intelligence d'après les principes qui lui sont propres. Or l'enfant n'oublie pas ! Tout au long de sa vie, s'il ne cherche pas à se libérer des idées qu'on lui impose s'il n'apprend pas à se faire une opinion personnelle, il marchera aveuglément dans le chemin tout tracé qui s'ouvre devant lui, persuadé de ne point se fourvoyer. [...] »

²⁴ Témoignage oral.

Et on les habituera si bien à croire sans comprendre qu'ils finiront par voir d'un mauvais œil toute réforme, quels que soient les avantages qu'elle présente. Ils deviennent ainsi leur propre bourreau, se faisant les appuis inconscients du capital. De sorte que ce souverain dictateur ne se contente pas de subordonner les corps des gueux, il veut aussi leurs intelligences, sinon leurs cœurs.

Mais s'il est un parti qui peut se glorifier de posséder les cœurs de ses adhérents, c'est bien le nôtre ! En effet, alors que les autres naissent bourgeois ou le deviennent par la force des choses, les socialistes le sont sciemment et volontairement. Alors que les membres des partis bourgeois apprennent leurs théories dès leur enfance, les socialistes doivent s'arracher d'eux-mêmes des griffes de cette idéologie erronée qui est à la base de tout parti capitaliste.

Comment remédier à cette situation ? Par une instruction où, sans préjugé aucun, on ouvre les yeux de l'enfant à la lumière de la vérité pure et simple, par une instruction basée sur la raison et la démonstration concrète des vérités et des faits. Le jour où chacune de nos communes tant à la ville qu'à la campagne possèdera une école de ce genre, nous verrons grossir nos rangs au détriment des partis bourgeois. [...] »²⁵

Sur le chantier de Cleuson, une rencontre signale au jeune homme la possibilité de réaliser une formation commerciale auprès de l'école Thélér à Sion. Grâce à son niveau d'étude, il peut envisager reprendre une formation. Il connaîtra dès lors un parcours tout différent de ses camarades ouvriers. Il emprunte alors la somme nécessaire aux frais d'écologie auprès de la banque Raiffeisen et, en 6 mois, il acquiert son papier qui lui permet de trouver de l'embauche du côté de Langenthal. Il y reste un an, apprenant le suisse allemand. Il se familiarise également avec l'italien en fréquentant les cercles d'ouvriers émigrés. Il dévore également toute l'œuvre de Zola, la seule disponible en français à la bibliothèque de la ville. Mais Praz ne trouve pas son compte dans cette petite ville. Il dirige alors ses valises vers Lucerne au début de l'année 1949. Il y suit des cours de langues auprès de l'école Tamé. Il apprend l'anglais, l'allemand et l'italien. En 6 mois, à l'aube de ses 20 ans, Narcisse Praz devient professeur de langues. Et c'est ensuite à Bellinzone qu'il trouve une place auprès des mêmes écoles Tamé. Il y passera une année, puis il fonde avec un ami sa propre école

²⁵ *Travail* n°17, 30 avril/ 1^{er} mai 1948.

de langue. Le succès n'est pas au rendez-vous, mais nous pouvons déjà noter l'esprit entrepreneur de Praz. Il quitte le Tessin au début de l'été 1951 et rejoint sa commune.

2.5 Narcisse Praz et les horloges

A la fin de l'été 1951, Praz quitte Beuson pour partir chercher embauche dans le secteur de l'horlogerie. A partir de ce moment-ci, son histoire va subir un coup d'accélérateur. En quelques années, il obtient un travail de cadre dans une entreprise horlogère, écrit un premier roman qui est publié et qui lui ouvre les portes de l'industrie cinématographique, et rencontre sa première femme ! Voyons ce parcours plus calmement. En automne 1951, Praz décroche un premier poste de commis de bureau auprès de la Beltex Watch SA à Tramelan. Il obtient ensuite une place de responsable du département des exportations auprès de la Nicolet Watch SA, à Tramelan également. Parallèlement à son travail, il s'adonne au théâtre et à l'écriture. Son premier roman, *L'Intrus*, sort en 1954. Praz reste quatre années à Tramelan. Alors qu'il est responsable du département des ventes, il rencontre celle qui sera sa première femme. Elle est son apprentie, mais aussi la fille du patron. Ils se marient en mai 1957. De cette union naissent une fille en 1958, puis un garçon un an plus tard, en 1959. Narcisse et sa femme installent leur foyer à Bienne. L'ascension sociale de Praz est alors vertigineuse. Au milieu de ses affaires commerciales, Praz fait un détour de quelques années du côté du cinéma, grâce à son roman *L'intrus*.

2.5.1 Entracte cinéma

Avant de rejoindre Bienne et ses succès d'entrepreneurs, Praz connaît un succès littéraire. Ecrit en 1952, le manuscrit de *L'intrus* remporte le concours littéraire organisé par L'illustré et la Guilde du cinéma. Il sera ensuite publié sous forme de feuilleton dans le journal tramelot *Le progrès*, puis édité par le même journal en 1954. En 1955, la Gamma Film achète les droits d'auteur du livre pour 3'000.-, une fortune pour Narcisse Praz, et lui propose de travailler pour elle à son antenne lausannoise. Praz accepte, contre l'avis de sa future belle-famille, et y travaillera de 1955 à 1957.²⁶ Mais la Gamma Film connaît des difficultés financières à cause du dépassement de

²⁶ Praz se marie en 1957.

budget d'une de ses productions,²⁷ et la succursale de Lausanne doit fermer ses portes. Les employés ont le choix entre quitter l'entreprise ou rejoindre la maison mère de Paris ou de Rome.

2.5.2 Retour aux affaires

Ce sera ni l'une ni l'autre de ces deux villes. Praz est engagé auprès de sa fiancée : « Entre Paris et la parole donnée, j'ai donc choisi ma fiancée. Hélas. Et le mariage. C'est là que j'ai raté ma vie : je voulais gagner du fric pour assurer ma liberté et ne plus être tributaire de personne ».²⁸ La famille Praz rejoint donc la ville de Bienne. Il est employé comme chef de vente à partir de 1958 auprès de la Colgor Watch SA. Durant cette période, il est amené à beaucoup voyager : Hong Kong, Singapour, le Japon, Bombay, Karachi, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande, les pays d'Amérique latine. Ayant intégré le marché de l'horlogerie, il se met à son compte et devient exportateur de montre en 1959, en fondant sa première entreprise, la International Purchase Office SA. Simultanément, il dépose sa marque de fabrique de montres : IPO SA. Cette marque sert à de nombreux fabricants de montres suisses de devanture pour exporter leur marchandise à travers le monde. Une année plus tard, en 1960, il ouvre sa propre fabrique de montres, la DUX SA.²⁹ Le succès des entreprises de Narcisse Praz est dû essentiellement à la vente de ses montres à des contrebandiers venant principalement d'Italie et de Turquie, mais aussi des affaires courantes avec l'Argentine, le Brésil. Il a aussi fraudé l'embargo protectionniste de la Suisse en exportant des mouvements horlogers vers Tokyo et Hong Kong.

Le développement d'un marché de contrebande de montres suisses date des années trente et est principalement dû aux lois de protection que la Confédération a alors mise en place. Contre l'important chômage qui est né de la crise des années trente, la Confédération cherchait un moyen de protéger le monde horloger. Le 15 mars 1934 sont publiés les «Arrêtés du Conseil Fédéral tendant à protéger l'industrie

²⁷ « Lola Montès » de Max Ophüls, considéré aujourd'hui comme un chef d'œuvre mais qui connut un échec commercial lors de sa sortie en 1955. Ressuscité depuis peu, « Lola Montès » a été présenté lors du 62^{ème} Festival de Cannes et a été salué par la critique française.

²⁸ Témoignage oral.

²⁹ La DUX SA existe toujours. Elle est située à Corgémont et a été vendue à son associé d'alors.

horlogère suisse».³⁰ Désormais il sera interdit d'ouvrir sans permis de nouvelles entreprises horlogères, ainsi que d'exporter des mouvements de montre vers les pays qui étaient alors susceptibles de concurrencer les industries horlogères suisses, principalement la Chine et le Japon. Ces conditions favorisèrent alors la création d'un marché parallèle. C'est dans ce créneau-ci que Narcisse Praz va faire sa fortune. Comment cela fonctionne-il ? Pour les pays voisins, le transport de marchandises se fait au moyen de caches aménagées dans les voitures. Pour les exportations par avion, la méthode est simple : on affrète un avion avec de la marchandise destinée à un client fictif habitant un pays qui ne tombe pas sous le joug de l'interdiction d'exportation. Lorsque l'avion fait escale dans un aéroport de transit, chose dont on se sera préoccupé auparavant, il suffit d'annuler la commande et de faire stocker la marchandise dans un entrepôt jusqu'à nouvel ordre. La marchandise entre alors sous la juridiction du pays où elle se trouve. Par l'intermédiaire d'une entreprise fictive établie dans le pays où est stockée la marchandise, il devient alors aisé de l'expédier vers son véritable commanditaire, la juridiction suisse n'ayant plus cours.

2.5.3 Des soucis avec la justice

L'affaire de Praz fonctionne à merveille durant plusieurs années. Il exporte des dizaines de milliers de montres par voie de contrebande. Sa fortune est faite. Selon Praz, il n'est pas le seul à faire ses affaires de la sorte. Entre les années 1958 et 1966, 90% des exportations d'horlogerie vers l'Italie et les pays européens accessibles en voiture se faisaient par voie de contrebande.³¹ Ce fait va cependant éveiller le contrôle de l'administration fédérale. Ses fiches de police révèlent que deux procédures pour concurrence déloyale et complicité avaient été ouvertes par « UR-Amt Biel » contre l'entreprise de Praz, respectivement en 1960 et 1962.³² « Das Geschäftgebahren des P. ist etwas undurchsichtig und zweideutig » précisent les mêmes fiches.³³ Toutes deux

³⁰ Les Ebauches, deux siècles d'histoire horlogère, par Philippe de Coulon, Editions de la Baconnière, 1951.

Une entreprise horlogère du Val de Travers : Fleurier Watch Co. S.A., par François Jequier, Editions de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Neuchâtel, 1972.

³¹ Témoignage oral.

³² E 4320-01 (C), 1996/203, Bd.424.

³³ *Idem*

ont été levées. Cette affaire entraîne toutefois une perquisition au domicile familiale.³⁴ Dans son autobiographie, Narcisse Praz parle d'usurpation de marque et de coup monté par les entreprises auxquelles il « arrache » des parts de marché :

« Et voilà une réputation bien assise pour toi : te voici promu Margoulin. Prince des Margoulins. Le petit truc, grossier, a bien fonctionné. On voulait ta peau, on a eu ta réputation. (...) Tu as enfin compris que tout l'argent que peut gagner un prolo de cœur devra être arraché à la Forteresse des possédants et à l'Etat par la ruse. De par ta naissance tu es condamné à tricher. Et cela ne te déplaît qu'à demi. »³⁵

La découverte de marchandises dans une carrière près de Bienne par la police est également mise en relation avec le commerce de l'IPSO SA, sans que rien ne soit jamais prouvé.³⁶ Praz explique aujourd'hui que des contrebandiers turcs avaient sorti la marchandise de leur carton d'origine afin de mieux les escamoter dans leurs voitures. Ils avaient ensuite abandonnés ces cartons sur lesquels figurait l'adresse de son entreprise...

En 1964,³⁷ la police des douanes découvre l'existence d'une fraude à la douane de Mendrisio. Praz y est impliqué. Le domicile d'Evilard va être à nouveau sujet à une perquisition. Un procès a lieu en septembre 1965. Praz et quelques 22 autres exportateurs se retrouvent sur le banc des accusés.³⁸ Cette affaire revêt une importance toute particulière car elle va précipiter le départ de Praz et de sa famille hors du territoire suisse et attiser en lui de la haine et de la rancœur à l'encontre de l'administration fédérale.³⁹ L'affaire a lieu alors que Praz réalise la majorité de ses affaires avec des contrebandiers italiens et turques. Ses acheteurs venaient chercher dans son entreprise la marchandise et se chargeaient alors de la rapatrier chez leur commanditaire. L'administration admettait cette marchandise comme exportée et donc non soumise à l'impôt sur le chiffre d'affaires (Icha). Mais pour justifier l'exportation, encore fallait-il déclarer la marchandise à la douane, chose que les

³⁴ *Idem*

³⁵ PRAZ, 1983^b, pp48-50.

³⁶ *Idem*

³⁷ La date exacte est inconnue. Le *Journal de Genève* ne fait aucune allusion à cette affaire.

³⁸ Concernant les détails du procès : témoignage oral. Les premières inscriptions sur ses fiches remontent à cette date, ainsi que les détails de l'enquête de police.

³⁹ Témoignage oral.

contrebandiers ne faisaient bien entendu pas. Sans cette déclaration de douane, les marchandises étaient soumises à une taxe de 5,4%.⁴⁰ Pour Praz, ce fait était contradictoire, car la même administration reconnaissait la marchandise comme exportée. Commença alors une fraude autour du formulaire 19HO qui, dûment timbré, atteste l'exportation des marchandises et l'exonérait de taxe. L'affaire est découverte. Selon Praz, deux procès entachent le monde de l'horlogerie. Un premier à Bâle regroupant quelques 43 fabricants, et celui de Mendrisio dans lequel il est impliqué aux côtés de 22 autres accusés.⁴¹ Selon son souvenir, Praz est condamné pour usage de faux à dix mois de prison avec sursis et à une amende.⁴² Ses fiches de police mentionnent la corruption de fonctionnaire et la fraude fiscale.⁴³ Cette condamnation éveille un sentiment de vengeance contre l'administration fédérale chez Praz. Pour lui, l'administration était au courant de ces pratiques très répandues dans le monde de l'horlogerie, et son action de justice était injustement dirigée contre les exportateurs de montres, car elle jugeait une pratique courante qu'elle tolérait. L'administration a-t-elle voulu remplir les caisses de l'Icha de manière abusive ou a-t-elle renforcé ses mesures de douane pour contrer et diminuer la contrebande de montre ? Nous n'avons pas retrouvé d'archives de presse qui relatent ces différentes affaires.

2.6 Paris

Praz se dit « outré et révolté » par ce procès qui a conçu en lui « une rancune tenace à l'endroit de la Suisse ». Cette période éprouve durement la famille. Sa femme, dont le père est également dans la branche, comment vit-elle les accusations portées à l'encontre de son mari ? Praz voit la situation se dégrader. La hantise de l'échec refait surface. Durant cette période, Narcisse Praz écrit « Lorsqu'un centre vital d'intérêt vire à l'échec, tu le rejettes dans le fatras des choses sans importances, puis tu crées un autre centre d'intérêt vital auquel tu voues toute ton énergie ».⁴⁴ Ce nouveau centre d'intérêt, c'est l'écriture. Durant sa période de condamnation, Praz écrit un nouveau roman, *Les Renégats*, qu'il publie en 1965 chez Boillat. Il entame l'écriture de *Peau de*

⁴⁰ *Idem*

⁴¹ Témoignage oral.

⁴² Témoignage oral.

⁴³ « WUST-Hinterziehung » : fraude sur l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires (Icha) ou Warenumsatzsteuer (Wust). Cf. E 4320-01 (C), 1996/203, Bd.424.

⁴⁴ PRAZ 1983^b, p83.

moine, publié en 1966 aux Editions de la Baconnière à Neuchâtel. Praz renoue contact avec un ancien collègue de la Gamma film, Jacques Doniol-Valcroze.⁴⁵ Ils entament ensemble un projet de film. Praz tire un scénario de son dernier roman, et va le défendre avec Doniol-Valcroze à Paris devant divers maisons de production : refus. Praz réécrit le scénario : refus toujours.

Il passe alors à l'écriture de théâtre. Il envoie son texte à diverses compagnies et salles parisiennes. Cette fois-ci, son audace fait mouche. La directrice du Théâtre du Tertre de Montmartre lui répond et propose de monter son *Clock-City*.⁴⁶ Praz fait de nombreux allers-retours entre la Suisse et Paris. La pièce est jouée, mais c'est un four.⁴⁷ Tout semble cependant l'appeler vers Paris, ville dans laquelle semblent se cristalliser ses ambitions. Paris qu'il aurait déjà pu rejoindre il y a dix ans de cela, mais qu'il a repoussée pour sa femme et sa fortune qui aujourd'hui sont remis en question.⁴⁸ Il convainc dès alors sa femme de le suivre vers la capitale française. Ils abandonnent ainsi leur vie bourgeoise et partent, avec armes, bagages et enfants, se construire une nouvelle vie. La vente de la maison et des actions de son entreprise florissante leur permet d'entamer cette nouvelle vie avec une certaine sérénité financière. Nous sommes en 1965, Praz a 36 ans.

Riche d'une fortune d'un demi million de francs suisses,⁴⁹ Praz va se créer l'illusion d'appartenir à un monde. En 1966, il entreprend la construction d'une maison dans la cossue commune de Montfort-L'amaury en Yvelines. Il côtoie les maisons de Jacques Charrier – acteur, producteur et fraîchement ex-mari de Brigitte Bardot, ou encore Charles Aznavour. Cette lubie va lui coûter très cher. Il va être victime d'escroqueries successives autour de son chantier, et doit renouer, à partir de 1967, avec la contrebande horlogère pour assurer ses arrières. Il ouvre donc un nouveau bureau d'exportation de montres dans le 3^{ème} arrondissement. L'affaire marche : douze représentants sillonnent la France à son service. Lui-même se rend régulièrement en Suisse avec une voiture dont les ailes ont été vidées pour acheminer

⁴⁵ Réalisateur, acteur, scénariste français, fondateur de la revue Les Cahiers du cinéma. Témoignage oral.

⁴⁶ Pièce jamais publiée.

⁴⁷ PRAZ 1983^b, pp99-100.

⁴⁸ Cf « Entracte cinéma », p16.

⁴⁹ Témoignage oral.

la marchandise qu'il écoulera ensuite sur le territoire français.⁵⁰ Ce problème de liquidité résolu, la maison est rapidement achevée, ce sont alors les ennuis familiaux qui surgissent. Sa femme s'éloigne et le quitte cette même année 1967.⁵¹ Il réorganise alors sa vie de famille, car les enfants sont en garde partagée. Pour couronner cette année 1967, Praz est terrassé par un infarctus. Alors qu'il voulait s'épanouir comme auteur, Praz se retrouve dans des situations qui le poussent au bout de sa résistance tant physique que morale. Il tient cependant le coup, poursuit son commerce et y engage même son ex-femme comme secrétaire. Et pendant qu'il se démène, les rues de Paris s'emplissent en mai 1968.

2.6.1 Mai 68 ?

Praz ne participe pas aux événements, tout occupé qu'il est à se remettre de son année 1967. Les manifestations lui paraissent alors comme *infantiles*.⁵² Ce qu'il entend autour de lui ne lui semble pas légitime : « Les gens pensaient plus à l'amnistie fiscale qu'entraîneront les grèves et manifestations. »⁵³ Questionné par Alex Décotte lors de la série d'émissions faites par *Zig Zag Café*, Praz ajoute encore :

« J'ai vécu mai 68 dans la panique parce que j'étais en instance de divorce. J'avais également peur de me faire expulser. Comme étranger là-bas, si on se faisait prendre dans une manifestation, l'on se faisait expulser. Et j'avais deux enfants. J'étais avec eux, mais je ne pouvais pas. »⁵⁴

Mai 1968 ne le convainc pas. C'est pourtant en cette fin de décennie qu'un changement dans sa manière de vivre s'opère. Les zones d'ombres qui entourent ces années parisiennes ne nous permettent pas de comprendre le changement qui se passe en lui. A-t-il eu des influences ? Des rencontres déterminantes ? Met-il alors la ruine de sa vie sur le compte du procès de Mendrisio ? Qu'est-ce qui fait qu'à son retour en Suisse, Praz est un homme aux préoccupations différentes, centrées sur le militantisme anarchiste ?

⁵⁰ Témoignage oral.

⁵¹ Le divorce est également prononcé en 1967.

⁵² Témoignage oral.

⁵³ *Idem*

⁵⁴ Émission *Zig Zag Café* de J.-P. Rapp et Alex Décotte, 31.01-03.02.2000.

3 Matapueblos

En 1969, Praz se marie une seconde fois. Sa nouvelle femme a-t-elle joué un rôle dans cette métamorphose ? Narcisse Praz ne le mentionne en aucun moment. Selon lui, c'est son infarctus qui en est le détonateur :

« Ce ne sont pas les leçons du destin et le fait d'avoir tout perdu qui ont modifié ma manière de vivre, mais l'infarctus dont j'ai été victime. M'étant retrouvé au bord de la mort, au moins en pensée, je me suis dit : ta vie, tu n'en as rien fait de bon, alors maintenant tu vas en faire quelque chose ! »⁵⁵

Lors de son retour en Suisse, au printemps de l'année 1970, Praz a 41 ans. Il a toujours à sa charge ses enfants et partage sa vie avec sa nouvelle femme. Côté argent, nous savons qu'il est capable d'en faire au travers de l'exportation de montres. Il a cependant un projet bien précis qui deviendra, pour les 4 années à venir, son principal centre d'intérêt :

« J'avais dans la tête de revenir en Suisse, mais pas n'importe comment. Je connaissais l'existence du droit d'initiative fédérale et je me disais : comment se fait-il que dans un pays comme la Suisse personne n'en profite ? L'on peut faire une révolution pacifique avec un droit d'initiative : en changeant la mentalité des gens l'on peut changer toutes les lois ! Plus naïf que moi tu meurs ! Je suis parti alors avec cette idée de lancer simultanément un journal pour défendre l'initiative et une initiative qui se serait nourrie du journal »⁵⁶

« Quand j'ai commencé *La Pilule*, je n'avais pas conscience de ce à quoi j'allais aboutir. Du 1^{er} numéro au dernier, *La Pilule* a été pour moi une prise de conscience quotidienne de ce qui m'entravait. Pour remplir les pages de mon journal, je parcourais la presse et le courrier de mes lecteurs. J'écrivais alors des articles en réactions à tout cela. *La Pilule* était une sorte d'exutoire auquel je dois mon évolution personnelle et qui m'a révélé ce que je suis resté : un anarchiste »⁵⁷

⁵⁵ Zig Zag Café, op. cit..

⁵⁶ Idem

⁵⁷ Témoignage oral.

Lorsque l'on interroge Narcisse Praz au sujet des rencontres déterminantes qu'il aurait pu faire à Paris, aucune ne revêt d'importance signifiante. Seul *Le Canard enchaîné* semble avoir révélé aux yeux du future *satire sans chef ni subordonné* de *La Pilule* la vérité. Aux *Hara-kiri*, *L'Enragé* ou encore *Action*, Praz préfère la sobriété de son hebdomadaire fétiche :

« On est contre, mais. Mais on ménage certaines susceptibilités : ainsi, il serait de fort mauvais goût de recourir au langage brut de la jeunesse actuelle [...]. N'est-ce pas, après tout, le moyen de pénétrer des milieux à jamais fermés aux journaux marginaux au choquant langage ? *La Pilule* sera donc un journal « bien écrit », sans grossièretés, sans vulgarité. »⁵⁸

Son futur journal satirique n'atteindra pas l'ampleur du journal français, ni dans contenu ni dans sa réputation. *La Pilule* ne peut pas être un journal d'investigation comme l'est le *Canard* qui est en soi une institution. L'admiration que Praz porte aux activités de *Canard Enchaîné* et les ambitions qu'elle engendre se reflètent dans un petit livre publié en 1975 par Praz, *Le pied-à-lune*. Bien que publiée tardivement, cette comédie en 5 actes, écrite en alexandrins, a cependant été composée à Paris en 1969.⁵⁹ Un homme, épuisé par le système capitaliste, *Matapueblos*, se rebelle et renverse le gouvernement d'un pays par les vérités et les scandales qu'il livre aux lecteurs de son journal *Contre*. Les convictions anarchistes du personnage central, sa volonté de s'opposer au système capitaliste par voie de presse sont une sorte de prélude théâtral aux activités futures de Praz. Ce dernier retient donc de ses lectures la puissance que la presse peut avoir grâce à la liberté d'expression garantie par les constitutions des pays démocratiques. A défaut de pouvoir rivaliser avec son journal fétiche, Praz prendra l'arme de la provocation, et à ce jeu-ci, il se révélera un élève doué.

3.1 Aparté littéraire

L'écriture donne à Narcisse Praz une précieuse force de renouvellement et de détachement. Nous avons vu comment il a redirigé sa vie, entraînant femme et enfants, autour de l'espoir de devenir un écrivain dans la vie des arts parisiens en 1965. L'aventure de *La Pilule* est une suite à ses ambitions artistiques avortées. A

⁵⁸ Praz 1984, p16.

⁵⁹ Cf. bibliographie.

partir de ce moment, l'écriture devient pour Praz un moyen de lutte et d'attaque. Sa grande capacité de rédaction, sorte d'exutoire, rend possible l'existence même de *La Pilule*. En effet, la majorité des textes qui remplissent les pages de l'hebdomadaire seront de sa plume. L'étude des écrits de Narcisse Praz révèle le passage du romantisme à la révolte.

Les quatre premiers romans, respectivement *L'Intrus* (1954), *Tu ne tueras point...* (1956), *Les Renégats* (1965) et *Peau de Moine* (1966), forment une entité à part de son œuvre. Ces quatre livres sont des drames amoureux, de la « guimauve » [sic].⁶⁰ Ils ne sont pas dépourvus de revendications sociales, mais tous parlent de héros victimes d'un système. Le héros de *L'Intrus* est victime de sa propre honnêteté. Un personnage mal intentionné lui tend un piège : il profite de la naïveté du héros pour se hisser socialement et le précipiter dans les pires affres. Un autre personnage puissant abuse de son pouvoir et de son rang pour effacer le héros de *Tu ne Tueras Point...* Un autre encore fait condamner à sa place le héros de *Peau de Moine*. Jamais la justice humaine n'est capable de sauver les héros de Narcisse Praz. Elle est plutôt la roue d'un engrenage le conduisant encore plus profondément dans l'injustice. De ses derniers romans, il n'est pas possible d'observer la trace d'un changement. Ses thématiques sont romantiques et romancées.

Un changement radical a lieu entre *Peau de Moine* et les écrits qui suivent. *Le pied-à-Lune*, publié tardivement en 1975, mais datant de 1969, raconte comment faire la révolution au travers d'un journal satirique. *Le Petit Livre Vert de Gris*, pamphlet antimilitariste dont nous étudierons le contenu,⁶¹ paraît en 1973. *L'archipel des Goulus* (1976), théâtre politique dont le titre fait référence à Alexandre Soljenitsyne, raconte comment les habitants d'un petit pays, manipulés par une télévision, se retrouvent à devoir payer une redevance pour l'air qu'ils respirent, les rayons de soleil qui les réchauffent et l'eau qu'ils boivent. Suite à ces écrits, Praz publiera dans les années 80 une autobiographie en trois volumes, ainsi qu'une tétralogie sur l'athéisme, les religions et la croyance en général. Par la suite, il publiera des théâtres en franco-provençal et des poèmes, puis reviendra à une production romanesque à partir des

⁶⁰ Zig Zag Café, op. cit.

⁶¹ Cf. « Le Petit livre vert-de-gris », p69.

années nonante. Il est resté plus actif que jamais, publiant des pamphlets (*Gare au Gorille*), des romans historiques militants (*Un si charmant village*, *Elle s'appelait Marie-Thérèse Seppey*, *La mésange charbonnière*, *Torrents*). Il est très engagé encore dans la survie des patois du Valais, écrivant régulièrement des pièces comiques pour les troupes régionales, ou des recueils à fin pédagogique (*Au temps où les animaux causaient en patois*). Plusieurs de ses livres ont été adaptés pour la télévision.

3.2 Anarchiste

Avant d'étudier le contexte genevois que Praz intègre en 1970, nous aimerions terminer cette biographie par un dernier éclairage concernant l'anarchisme de Narcisse Praz. *Le Canard Enchaîné* est la seule source qu'il revendique. Son livre *Le pied-à-lune* montre qu'en 1969 déjà il a des convictions révolutionnaires et anarchistes. Praz se défend toutefois d'avoir voulu lancer un journal anarchiste.⁶² Une rencontre semble alors déterminante. Lorsque le premier numéro de *La Pilule* sort en kiosque, un premier lecteur enthousiaste l'appelle à son bureau pour le féliciter de son journal et lui assurer son soutien. Il s'agit de George Eperon. Né en 1922, Eperon est une figure du militantisme libertaire de Genève. Son trajet d'orphelin l'a poussé à assumer son indépendance et à se faire respecter. Il a commencé à lutter au travers de son travail de peintre en bâtiment, défendant les droits de ses collègues étrangers que les patrons veulent léser en profitant de leur mauvaise maîtrise du français et des mathématiques. Grand lecteur, George Eperon est aux côtés de Praz depuis le début du journal, et le reste aujourd'hui encore. « Je n'ai pas créé *La Pilule* dans l'idée de faire un journal anarchiste. C'est Georges Eperon qui me l'a révélé ».⁶³

Homme de plume, Praz n'est cependant pas un théoricien. Antisocial, homme de marge, il déclare que la révolte est pour lui *quelque chose de personnel et d'individuel*.⁶⁴ Plus qu'une vision politique, l'anarchisme de Praz est une défense contre les entraves à sa liberté personnelle qu'il étend à celle des Hommes. Exploitants et exploités forment deux castes, les uns profitant des autres. Praz dénonce les moyens permettant de maintenir l'ordre et la sécurité dans la société :

⁶² *Zig Zag Café*, op. cit.

⁶³ *Idem*

⁶⁴ Cf p24.

police, armée, propriété, capital, justice et morale. Il est contre la démocratie parlementaire, qu'il considère comme une façade masquant les enjeux véritables du pouvoir. Voter ne sert à rien sinon faire le jeu des exploitants, entrer dans le jeu électoral est une capitalisation. Il n'y a qu'un moyen donc pour rétablir la justice : faire la révolution afin supprimer l'Etat et la domination de ses élites. Pour la faire, il prend sa plume et défie les valeurs mêmes de la démocratie : liberté d'expression, de presse, droit d'initiative, représentation parlementaire, le paradoxe entre volonté pacifiste et le monde militaire, la fabrication d'armes...

Sur l'échiquier politique des mouvements de la gauche protestataire, Praz sera tantôt l'allié, puis l'ennemi. Il deviendra très critique envers la politique de la Ligue Marxiste Révolutionnaire, et il finit par se désolidariser de la cause commune qui les unissait :

« Eux ont lu, ils ont le pouvoir de récupérer et de diriger les gens. Lors de manifs, on les entendait crier : *Allez les anars ! Cassez des vitrines !* Ils ont répété à Genève, à petite échelle, ce qu'ils avaient fait subir aux anarchistes à Kronstadt. Je n'ai jamais lu de théories anarchistes, quelques textes de Bakounine seulement. Elles sont utopiques ou seulement applicables en petits groupes, par des gens déterminés à modifier l'Histoire. Mon anarchisme n'est rien d'autre que de la défense »⁶⁵

Selon Marianne Enckell, du Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (CIRA) de Lausanne, dans les années soixante-dix, à Genève, les anarchistes s'introduisaient dans différents groupes d'action, selon leur propre sensibilité, et participaient à leur vie et à leur organisation. Narcisse Praz, selon elle, n'agissait pas ainsi. Ce sont plutôt les gens qui se regroupaient autour de lui et formaient « la bande à Narcisse » [sic].⁶⁶

⁶⁵ Témoignage oral.

⁶⁶ *Idem*

4 Genève alternative, 1970

Au moment où Narcisse Praz rejoint les rives du Léman, en mai 1970, il est en rupture avec les schémas de vie dans lesquels il a évolué jusqu'à présent. Il s'installe à Buchillon (VD) où il partage une villa avec sa seconde épouse et les deux enfants dont il a la charge.⁶⁷ Il renoue cependant immédiatement, besoin de liquidité oblige, avec ses activités d'import-export de montres. Ses bureaux sont installés à Genève. A cette époque, Genève vit une petite révolution d'ordre culturelle et morale. En septembre 1970, un groupe regroupant plusieurs artistes remet un manifeste au département des Beaux-arts et de la Culture de la ville. Les signataires veulent se voir attribuer une partie du budget annuel, ainsi qu'un lieu où ils pourraient travailler et présenter leurs résultats. En avril 1971, les mouvements se radicalisent, refusant d'attendre plus longtemps une réaction des autorités qui semblent temporiser et attendre que cela se calme. La communauté théâtrale *Les Tréteaux Libres* va occuper le temple désaffecté du quartier de la Servette pour y répéter et se produire.⁶⁸ S'ensuivent alors des expulsions, des manifestations et d'autres actions qui voient les forces de l'ordre s'opposer aux manifestants. Le 15 juin, la police reçoit l'ordre de disperser toute manifestation dès son début. Mais les mouvements ont tendance à diminuer en même temps que la température augmente. Un groupe va cependant occuper le bâtiment du Prieuré, dans le quartier des Pâquis, et poursuivre ainsi la revendication d'un espace libre à Genève. Cette occupation dure jusqu'au mois de septembre. La police y effectue alors une descente et fait évacuer les lieux. Le bâtiment reste toutefois occupé jusqu'à une ultime intervention des forces de l'ordre, le 20 décembre 1972.⁶⁹

Entre 1969 et 1973, Dominique Gros a recensé pas moins de 72 nouveaux groupements ou comités d'action de citoyens qui militent pour changer la société.⁷⁰ On met en avant le besoin de fonctionner différemment et de briser la chaîne de consommation et on met en question le principe d'autorité qui régit la société. On parle d'autogestion, de solidarité. Voici quelques sujets de revendications qui avaient

⁶⁷ E 4320 (C), 1995/390, Bd.68, Dossier (0) 210.2. Le premier rapport de police concernant les activités de Praz en Suisse est établi par la police vaudoise en date du 7 décembre 1970.

⁶⁸ GROS 1987, pp21-37.

⁶⁹ *Idem*

⁷⁰ *Idem*

cours alors à Genève : combat pour l'objection de conscience, contre l'armée ; émancipation de la femme ; défense de quartier face aux projets immobiliers, demande de création d'espaces autonomes ; solidarité avec le Tiers-monde et les peuples qui souffrent de dictature, de pillage économique, de guerre ; écologie, contre-culture ou consommation.⁷¹ Souvent, les participants sont membres de plusieurs de ces mouvements. Si ces revendications veulent briser le fonctionnement des sociétés capitalistes et chercher de nouvelles voies, peu nombreux sont les participants qui soient réellement politisés. Les mouvements politiques comme les trotskistes, qui eux ont une organisation interne et définie, gravitent au milieu de ces associations. Ils ont relativement peu d'infrastructures et de moyens.

4.1 La presse alternative en Suisse romande dans les années soixante-dix

Au milieu de ce laboratoire d'idées, certains se consacrent à l'information. Entre les années 1968 et 1974, Dominique Gros répertorie pas moins de 26 journaux alternatifs. Trois d'entre eux occuperont une place prépondérante sur la scène genevoise : *Œuf* (1970), *La Pilule* (1970), *Information & Contacts* (1971) et *Tout Va Bien* (1972). *Œuf* fera paraître, entre 70 et 73, quinze numéros. Les articles qui y paraissent traitent essentiellement d'art et de culture. De manière non systématique, seront publiés des sujets sur la politique, locale ou étrangère. En 1972, suite à la publication d'une bande dessinée intitulée *Anita la baiseuse, une sale histoire sociale*, le journal est saisi et son rédacteur responsable inculpé de « publication obscène et atteinte à la moralité ».⁷² Une année plus tard, un ultime numéro paraît. *Œuf* semble avoir joué un rôle important d'information lors de l'année 1971 et des actions visant la création du centre autonome à Genève. En dehors de Genève, il était difficile de trouver le journal *Œuf* qui ne connaissait une distribution que locale et non commerciale. *Information & Contacts* paraît entre la fin de l'année 1971 et novembre 1977. Ce sont 26 numéros qui passeront en revue des informations concernant la vie sociale et alternative, les luttes historiques ou en cours, l'écologie, ses propres activités, le socialisme libertaire et l'anarchie, le nucléaire. Son tirage oscille entre 500

⁷¹ *Idem*

⁷² GROS, *op.cit.*, pp159-160, *La Pilule* n°117, 29.06.1973.

et 1200 exemplaires. Le collectif qui le publie effectue un véritable travail commun pour arriver à le faire distribuer.⁷³

Enfin, le seul mensuel qui, outre *La Pilule*, connaît une distribution à l'échelle de la Suisse romande est le *mensuel suisse de contre information et de lutte Tout Va Bien*. *Tout Va Bien* paraît entre novembre 1972 et avril 1983, passant de la cadence mensuelle à hebdomadaire en 1978. Ce journal propose à ses lecteurs de larges articles d'investigation. L'information qui compose les pages de *TVB* veut proposer une lecture critique de la société et de sa politique. Si *TVB* n'affiche pas de couleur politique, ses objectifs sont clairement révolutionnaires et anticapitalistes. Le premier numéro de *TVB* annonce les buts suivants :

« 1. Produire une contre-information en rupture avec le discours polluant et mystifiant de la presse asservie et des médias. 2. Démonter les mécanismes par lesquels la société capitaliste se reproduit quotidiennement. 3. Populariser et décloisonner les luttes locales et nationales et faire ressortir leurs potentialités révolutionnaires »⁷⁴

TVB est distribué au niveau de la Suisse romande. Mais ses sujets demeurent nationaux et internationaux.

Dans ces années soixante-dix, seuls *Tout Va Bien* et *La Pilule* se sont imposés au niveau romand. Ceci grâce au bénévolat des collaborateurs du premier et à l'indépendance financière de l'unique rédacteur du deuxième. Avec *TVB*, *La Pilule* est le journal contestataire le plus important en Suisse romande. Ce qui n'empêcha pas une foule de petites feuilles de se faire éditer et d'être lues. Elles ne trouvaient qu'un rayonnement restreint. Parmi elles, citons *Boule de Neige*, *Ca Ira* (comité de soldats de Genève), *Maquis* (contre information édité à Lausanne), *Le Passe-Muraille* (journal des prisonniers), *La Plume à Poils* (journal satirique), *Le Pied* (journal des apprentis) *La Gueule ouverte...* Jusqu'à dans les années 80, la Suisse romande verra naître de nombreuses publications éditées entre Genève, Lausanne, Yverdon, Neuchâtel ou La-Chaux-de-Fonds.⁷⁵

⁷³ *Ibid*, pp160-161.

⁷⁴ PORRET, 2004.

⁷⁵ *Idem*

4.2 *La Pomme*, antichambre de *La Pilule*

La rédaction du journal satirique vaudois *La Pomme* est située à Yverdon. Ce fascicule voit le jour plus ou moins en même temps que Praz arrive en Suisse, c'est à dire approximativement durant le printemps 1970.⁷⁶ *La Pomme, pourri et véreux* est lancée par trois comparses : Rolf Kesserling, les dessinateurs Jean-Marc Elzingre⁷⁷ et Cloro. D'autres se joindront à eux : Popof, Brandu, Bobac, Rolli, Aeschlimann... Certains collaborateurs occasionnels ont contribué également à l'aventure : les dessinateurs, aujourd'hui reconnus, Martial Leiter et Poussins, les poètes Michel Bühler et Emile Gardaz.

Les différents numéros de *La Pomme* proposent tous une thématique autour de laquelle tournent textes et dessins alors majoritaires. Le numéro 0⁷⁸ prend pour cible James Schwarzenbach,⁷⁹ le n°1 : la pornographie ; n°2 : l'armée ; n°3 : la religion ; n°4 : la Pollution ; n°5 : le logement... Le journal cesse une première fois son activité en début d'année de l'an 1971 (numéro 22). La même équipe tentera de le relancer en 1973, le temps de trois numéros. Un total de 26 numéros est paru entre les années 1970 et 1973. Rolf Kesserling avance un chiffre de tirage de 14'000 exemplaires pour certains numéros.⁸⁰

Narcisse Praz va faire ses premières armes de journaliste satirique dans ce journal. Cette collaboration durera quelques mois et, frustrante pour Narcisse Praz, elle engendre au final un nouveau-né sur la scène satirique romande : *La Pilule*. Le premier article de Praz paraît dans le n°13 de *La Pomme*.⁸¹ Les exemplaires suivants comporteront tous un article de lui. Ses différents articles sont déjà significatifs du ton et de l'esprit futurs de *La Pilule*. Praz traite successivement de thèmes qui feront le succès de *La Pilule* : l'armée suisse, les religions, les organismes caritatifs qui ne

⁷⁶ Les exemplaires n'étant pas numérotés, cette date n'est qu'approximative. Un article du premier numéro réagissant à l'actualité, nous avons décidé de situer le début de l'aventure de *La Pomme* à mai 1970.

⁷⁷ Ou Zinzin. Futur collaborateur de *L'Express* et *L'Impartial*.

⁷⁸ Praz reprend cette numérotation pour *La Pilule*.

⁷⁹ Figure de proue du parti d'extrême droite Action Nationale. James Schwarzenbach, est alors député au Conseil National.

⁸⁰ Rolf Kesserling, 28 juillet 2007,

<http://www.swissinfo.ch/fre/archive.html?siteSect=883&sid=8053164&ty=st>

⁸¹ Ce qui nous permet de le situer à environ la moitié de septembre 1970.

condamnent pas la guerre, mais s'en nourrissent... Le numéro 20 comporte une page « spécial Valais ». *La Pomme* y vante la qualité de son *encyclopédie du sexe en Valais*.⁸² Praz règlera encore son compte à André Luisier, rédacteur en chef du *Nouvelliste*, que Praz nomme *Nouvelliste & feuille de chou & bulletin paroissial du Valais*, qui demande au Conseil Fédéral d'être ferme envers les pirates de l'air du FPLP qui, selon lui, insultent la Suisse et ses institutions.⁸³

« En réclamant la fermeté vous vous comportez publiquement en personnage d'opérette. (...) Vous vous êtes distingués en démontrant votre valeur morale : pas un mot de compassion pour les victimes du détournement. Nous parlons des victimes « physiques », pas du fric de la compagnie d'assurance dont nous nous foutons éperdument ! »⁸⁴

Et dans *La Pomme* déjà, Praz parle de son *île d'anarchie*, à propos de la question jurassienne :

« J'avais rêvé d'un Jura vraiment libre, d'une sorte de Monaco, de San Marino, d'Andorre. (...) J'avais imaginé l'étang de la Gruère plaque tournant des contrebandiers (...) Au lieu de cela, voici ce qu'il adviendra demain : les gendarmes changeront d'uniforme et arrêteront des jurassiens qu'ils jetteront dans des prisons jurassiennes ; les juges changeront de toque et condamneront des Jurassiens (...) : celui qui est votre frère aujourd'hui deviendra votre accusateur ou votre gardien de prison demain. (...) Ce n'est vraiment pas la peine de se battre contre le Tribunal Fédéral pour en arriver là ! Vous aviez votre chance. Vous l'avez gâchée. Tant pis pour vous. Moi je reste avec mon rêve : mon île d'anarchie... »⁸⁵

⁸² La justice valaisanne saisissait alors encore nombre de revues de caractère pornographique et insidieux. (Cf p.58)

⁸³ Le 6 septembre 1970, en l'espace de quelques heures, quatre avions de ligne, appartenant aux compagnies Swissair, Pan Am, TWA et El Al, sont détournés en vol. Trois jours plus tard, un cinquième avion, appartenant à la compagnie anglaise BOAC, est détourné à son tour. Les militants du Front Palestinien de Libération de la Palestine (FPLP) revendiquent l'ensemble de ces actions de piraterie aérienne. Ils ont improvisé une piste d'atterrissage, qui prend le nom d' « Aéroport de la Révolution », quelque part dans le désert jordanien. Des cinq avions, trois atterrissent effectivement en Jordanie, un autre, au Caire où les militants le font exploser au sol. L'équipage d'un seul de ces avions parvient à maîtriser ses assaillants et à éviter le détournement.

⁸⁴ *La Pomme*, n°14, 1970

⁸⁵ *La Pomme* n°17, 1970.

La dernière participation de Praz dans *La Pomme* se situe dans les deux premières semaines du mois de novembre 1970.⁸⁶ Selon ses propres dires, il se serait fâché d'avoir vu un de ses articles, une lettre ouverte au Pape, censurée par l'équipe de *La Pomme* :

« Leur *Poire*⁸⁷ fait les beaux jours de la jeunesse contestataire avec ses personnages outranciers, ses bandes-dessinées où les quatre branches des crucifix sont autant de pénis en érection éjaculant du vin de messe : Zarp [sic], comprends-les donc ! Mets-toi donc à leur place : ta prose fait un peu trop sérieux là-dedans [...]. »⁸⁸

Frustré de ne pouvoir s'exprimer à sa guise, et visiblement en désaccord avec leur politique, Praz décide alors de lancer son propre journal : « J'ai de la révolte pleins mes viscères et j'entends bien l'exprimer ! Ils m'ont traité de Don Quichotte ! ». ⁸⁹ Le numéro 0 de *La Pilule* sort en kiosque le 23 novembre 1970 déjà. Depuis son dernier numéro (n°20) *La Pomme* cesse sa parution. Elle revient en début d'année 1971. Les journalistes du journal saluent à leur manière la naissance de *La Pilule* :

« Malgré les insinuations perfides de quelques « pilulards » dans les bistrots de Romandie, nous sommes de retour. Au complet M'sieur dame ! Au complet et en forme pour vous faire hurler de plaisir ou de rage : au choix ! Et puis, je vais vous dire la vérité sur les torchons humoristiques sortis, en terre romande, ces dernières semaines. Narcisse-René Praz (*La Pilule*) : un transfuge de *La Pomme* ! »⁹⁰

Comme dit précédemment, *La Pomme* cesse son activité au numéro 23. Perte de vitesse et de lectorat due à la sortie de *La Pilule* ? Division des troupes ? Rolf Kesserling, fondateur du journal, parle aujourd'hui en ces mots de la collaboration avec Praz :

« L'auteur, Narcisse-René Praz, je l'ai connu. C'était au temps où je défrayais la chronique avec un petit journal satirique intitulé *La Pomme*. Un petit homme était venu nous trouver à la rédaction et nous proposer des textes incendiaires, anarchisants à souhait. On avait décidé de les publier. Pas tous ! Il y en avait des tonnes ! Du coup

⁸⁶ *La Pomme* n°20, 1970.

⁸⁷ Praz, dans le troisième tome de son autobiographie, nomme le journal *La Pomme : Poire* ; il parle également de lui-même à la troisième personne, se nommant *Zarp*.

⁸⁸ Praz 1984, p.8.

⁸⁹ *Idem*

⁹⁰ *La Pomme* n°21, 1971.

Narcisse, ne trouvant pas notre chaussure à son pied, s'était décidé à se publier tout seul, comme un grand. Cela avait donné un journal qui ressemblait au nôtre, et qui s'appelait *La Pilule*... Ainsi va la vie des officines chez les éditeurs marginaux». ⁹¹

⁹¹ Rolf Kesserling, 14 septembre 2008,
www.swissinfo.ch/fre/infos/culture/La_mesange_de_Narcisse.html?siteSect=201&sid=9687027&rss=true&ty=st

5 *La Pilule*

Le premier numéro de *La Pilule* apparaît dans les kiosques de Suisse romande le 23 novembre 1970. Simultanément, Praz lance sur la scène publique une initiative *Pour la lutte contre le cancer*, initiative demandant à la Confédération de prélever une partie du budget militaire pour la reverser à la recherche sur le cancer, ceci tant qu'aucune guerre ne menace l'intégrité territoriale de la Suisse et de ses habitants. Le journal *La Voix Ouvrière* annonce dans son édition du 24 novembre le lancement simultané de *La Pilule* et de l'initiative. Les deux vont donc de paire et se nourrissent l'une de l'autre : « L'idée était de lancer simultanément un journal pour défendre l'initiative et une initiative qui se serait nourrie du journal ».⁹²

5.1 Fiche technique

Les treize premiers numéros du journal (n°0 à 12) paraissent de manière bimensuelle. Chaque numéro de *La Pilule* indique en première page l'adresse du journal, route du Valais 11 à Genève, ainsi que les numéros de téléphone où joindre le rédacteur en chef. En dernière page, la date de parution de la prochaine Pilule. Le fascicule se compose tout d'abord de douze pages de format A4 (trois pages A3 pliées en deux et assemblées). À partir du numéro treize, le journal se transforme en hebdomadaire⁹³ et modifie son format (une page A2 pliée en deux), rendant ainsi sa lecture plus aisée tout en améliorant sa rentabilité. Le prix passe donc de 1,30CHF à 1CHF. La surface effective de papier est certes diminuée. Praz annonce immédiatement son désir d'ajouter une page dès que les finances le permettront, projet qui ne pourra pas être mené à bien. Malgré tout raisonnement logique, le nouvelle Pilule ne compte pas 4 pages comme son format semble l'imposer, mais 36 pages, *les pages 3 à 34 qui, dans les autres journaux, contiennent de la publicité pour tout ce qui est contre et contre tout ce qui est pour, ont été supprimées.*

Le texte est réparti sur trois colonnes et, à partir du numéro 54, sur cinq. Le papier est de qualités diverses et dépend des imprimeurs avec qui Praz travaille. Un

⁹² *Zig Zag Café, op. cit.*

⁹³ Cadence tenue et respectée jusqu'à son dernier numéro 28 janvier 1975 (n° 198).

papier plus épais est utilisé à partir du numéro 153.⁹⁴ Depuis ce numéro également, le typographe qui s'occupe d'imprimer *La Pilule* utilise et joue avec différents jeux et tailles de police, rendant ainsi le journal plus attractif. Ces modifications correspondent à un changement d'imprimeur. Praz fait tirer ses premières Pilules sur les presses de la Coopérative d'imprimerie à Genève. Il travaille ensuite avec l'Imprimerie Montfort de Martigny et imprime les derniers numéros de manière artisanale.⁹⁵ Aucune d'entre elles ne possède d'archives connues et exploitables, et Praz n'a non plus tenu de registre à ce sujet.

La première page du journal est composée du titre *La Pilule*,⁹⁶ du slogan *pour tout ce qui est contre, pour ceux qui sont contre, contre tout ce qui est pour, contre ceux qui sont pour*⁹⁷ et d'un dessin de Jean Leffel, dessinateur au Canard Enchaîné.⁹⁸ D'autres dessinateurs plus ou moins connus collaborent également à *La Pilule*. Chaque numéro contient une moyenne de quatre dessins. Praz a recours régulièrement également au procédé de photomontage. À partir du numéro 79, Praz publie, en exergue au titre, une contrepèterie généralement chargée d'un humour grivois :

« L'abbé devint fou entre deux messes »

« La vieille nourrisse réussit à se nicher dans ses torchons »

« La belle enfant revient de la ferme pleine d'espoir »

« Nu il se révéla un ministre sale »

Le texte *Une seule pollution : la révolution* [sic] prend place sous le titre à partir du numéro 135.⁹⁹ Dans les derniers numéros de *La Pilule*, les mots de Brassens *Mais il y a peu de chances qu'on détrône le roi des cons* soulignent le titre du journal. La banque à qui il faut verser le montant de son abonnement est celle du Sain d'Esprit.

⁹⁴ *La Pilule* n°153, 5.2.1973.

⁹⁵ Du n°190, 5.11.1974 au n°198, 28.1.1975.

⁹⁶ Chaque semaine d'une couleur différente. A partir du numéro 51 (22.2.1972), le titre reste fixé au rouge. « A partir de ce numéro, le titre de *LA PILULE* sera toutes les semaines de la même couleur rouge. Ne vous fiez donc plus aux apparences... »

⁹⁷ Reprenant et complétant le slogan du journal satirique parisien *L'os à moelle : contre tout ce qui est pour, pour tout ce qui est contre*.

⁹⁸ La place qu'occupe le dessin sur la première page va varier au cours de la vie de *La Pilule*. D'abord prédominant, il va ensuite diminuer selon les besoins de chaque édition.

⁹⁹ *La Pilule* n°135, 2.10.1973.

Narcisse Praz délègue à la société Naville le soin de distribuer son journal dans tous les kiosques de Suisse Romande, offrant ainsi à *La Pilule* une visibilité peu commune pour un journal anarchiste et contestataire. D'habitude, ces feuilles sont cantonnées à une distribution locale ou ne sont délivrées que dans certaines librairies ou sur abonnement. La différence est que Praz fait de l'argent avec son entreprise, et le réinjecte dans son journal. Ce qui lui donne la possibilité d'user des canaux de distributions généralement réservés aux journaux ayant le financement (lecteurs, publicités) suffisant pour s'offrir les services du groupe Naville. Praz fait également imprimer des manchettes que les marchands de journaux doivent d'exposer à leur devanture.

5.2 Vie économique

5.2.1 Deux sociétés à responsabilité limitée

Praz crée simultanément deux sociétés à responsabilité limitée : *La Pilule*, et la Bourse Internationale de Montres (BIM). C'est sous le nom cette dernière société que Praz renoue avec ses activités de contrebande dans le monde horloger. Sa société *La Pilule* déclare avoir pour but de publier *toutes sortes d'écrits, et plus spécifiquement le journal La Pilule*.¹⁰⁰ Praz emprunte à une banque de crédit Procrédit le montant de 10'000CHF pour mettre ses sociétés sur rail. Et commence alors une aventure de quatre années. Cette longévité assez extraordinaire pour un journal de cette sorte en Suisse romande s'explique par la volonté et la persévérance de son rédacteur en chef, mais aussi par sa capacité à faire de l'argent au travers de son commerce. Argent sans lequel il n'aurait pas été possible de résister de la sorte. Si *La Pilule* a connu un certain succès populaire, elle n'a toutefois pas réussi à passer le cap de son autofinancement par les abonnements. Praz parle d'une perte effective lors de chaque édition située entre sept et huit cents francs suisses,¹⁰¹ soit environ trois mille francs par mois. Ce chiffre n'est pas vérifiable, mais il semble probable que Praz ait investi de grandes sommes dans son journal. *La Pilule* représente tant une charge financière qu'un investissement en temps. Afin de réduire les frais fixes au maximum, Narcisse Praz réalise seul la majorité du travail rédactionnel et de composition du journal. *La Pilule*

¹⁰⁰ E 4320 (C), 1995/390, Bd.68, Dossier (0) 210.2.

¹⁰¹ PRAZ 1984, p59.

connait diverses collaborations et soutiens qui allègent le travail de Praz, mais celles-ci ne sont pas réguliers. C'est donc principalement seul que Praz confectionne sa *Pilule*. Son activité de vendeur occupant la majeure partie de ses journées, il n'a guère à accorder à *La Pilule* que ses soirées et les fins de semaine.¹⁰² La maquette du journal doit être prête le dimanche soir pour être livrée à l'imprimeur le lundi. Le mardi, une partie des exemplaires tirés parviennent au distributeur Naville qui en assure la distribution dans les kiosques à partir du mercredi. L'autre partie est envoyée par la poste aux membres abonnés.

5.2.2 Coût de production

Ne disposant pas de comptabilité précise, il est difficile de déterminer le prix de revient d'une *Pilule*. Une information parue dans *La Pilule* à propos d'une page supplémentaire au journal nous permet toutefois d'estimer le prix de revient d'une édition du journal : « vous voulez une page supplémentaire ? Nous aussi ! Elle nous coûte 1'000 CHF par semaine. Autrement dit, 2'000 abonnés de plus. Donc, abonnez-vous ! ». ¹⁰³ Ainsi, si une page A3 recto verso vaut 1'000CHF, la page A2 qui compose généralement *La Pilule* vaudra approximativement le double. Estimons-la donc à 2'000CHF. En comptant qu'une année comporte quelque 53 semaines, le coût d'impression du journal par année devait avoisiner les 106'000CHF. L'abonnement annuel valant 48CHF. Il aurait donc fallu à Praz quelques 2'200 abonnés pour couvrir ses frais d'impression.

Au niveau des frais, Praz effectue tout le travail qu'il peut lui-même afin de les réduire un maximum. Hormis le dessinateur Leffel qui se fait payer pour chaque dessin, aucun autre des collaborateurs occasionnels à *La Pilule* ne touche de rémunération pour son travail. Il faut y ajouter les frais d'envois des *Pilules* aux abonnés. Concernant les frais de distribution en kiosques, Naville prélève directement le 50% du chiffre des ventes.¹⁰⁴ En plus de ces frais directs, Praz imprime des tracts, des feuilles pour la récolte de signatures et autres affiches. Rien que pour l'initiative

¹⁰² Praz a la garde des enfants, de commun accord avec sa première femme, la semaine. Il a donc ses week-ends de libre.

¹⁰³ *La Pilule* n°27, 7.09.1971.

¹⁰⁴ PORRET 2004, pp.43-72.

contre le cancer, Praz dit avoir dépensé 60'000CHF.¹⁰⁵ Additionnés frais d'impression et frais annexes, sans prendre en compte les dépenses extraordinaires de Praz, nous pouvons estimer à 3'000 le nombre moyen d'abonnés qui permettraient au journal de s'en sortir financièrement.

Intéressons-nous à présent au chiffre de tirage du journal. Les données à ce sujet sont issues du journal même. Narcisse Praz parle aujourd'hui, de mémoire, d'une moyenne de 5000 exemplaires. Le journal connaît une période de succès grâce à l'affaire du Shah d'Iran.¹⁰⁶ A cause d'un texte dans lequel Praz qualifiait le Shah d'Iran d'« assassin », l'ambassadeur iranien en Suisse déposa une plainte auprès du Conseil fédéral pour insulte à chef d'Etat étranger. Les autorités suisses ont donné suite à cette affaire et conduit Praz jusque devant le tribunal. L'affaire fait grand bruit et *La Pilule* voit le nombre de ses abonnés augmenter, au point de tirer à 12'500 exemplaires le jour du procès. Mais il s'agit-là d'une exception. Le premier numéro est également tiré de manière optimiste à douze mille exemplaires.¹⁰⁷ Le 5 novembre 1972, un officier de la Police Cantonale Valaisanne effectue une enquête sur les activités de Praz.¹⁰⁸ Son enquête l'a amené à interroger l'imprimerie Montfort de Martigny. Ce rapport affirme que l'imprimeur remettait chaque semaine à Praz 6'000 exemplaires du journal, chiffre sur lequel nous pouvons nous baser pour les premières années de parution du journal. Une année plus tard, Praz affirme que *La Pilule* est tirée provisoirement à dix mille exemplaires. Chiffre qui nous semble surestimé.¹⁰⁹ La société Naville qui assure la distribution de *La Pilule* ne dispose plus d'aucun chiffres, et les imprimeries avec lesquelles Praz a travaillé n'existent plus ou n'ont plus de chiffres non plus. Au vu de l'absence de données réelles, nous nous rattacherons à l'estimation de 5'000 exemplaires avancée par Narcisse Praz. Mais le chiffre des abonnements va préciser quelque peu ce chiffre et montrer la popularité du journal.

¹⁰⁵ PRAZ 1984b, p187.

¹⁰⁶ Cf. « L'affaire du Shah d'Iran » p89.

¹⁰⁷ PRAZ 1984b, p17.

¹⁰⁸ E 4320 (C), 1995/391, Bd.440, Dossier 960.0/317.

¹⁰⁹ *La Pilule* n°142, 20.11.1973.

5.2.3 Abonnements

Praz ne dispose d'aucune archive à ce sujet non plus. Son autobiographie ainsi que les exemplaires mêmes de *La Pilule* sont à même de nous fournir toutefois certains renseignements à ce sujet. Après six numéros, en février 1971, Praz affirme avoir reçu deux mille abonnements.¹¹⁰ Huit mois plus tard, à la fin de l'année, il annonce recevoir dix abonnements par jour, ce qui équivaldrait à 300 nouveaux abonnés par mois.¹¹¹ Six mois plus tard encore, Praz annonce une « moyenne de croisière » de 20 abonnements par semaine, donc 600 nouveaux abonnés/mois.¹¹² Les affaires semblent marcher à belle allure. À la fin de l'année 1972, Praz avance le chiffre de 5'000 abonnés,¹¹³ ce qui correspond au chiffre de 6'000 exemplaires de tirage qui figure sur le rapport de l'officier de police valaisanne fait à la même époque. Au mois d'avril 1973, Praz publie ceci : « On peut dire maintenant que vous me payez mon imprimeur. Oui, mais... il y a le secrétariat. [...] Pour que tout soit parfait dans le plus parfait des mondes, il nous manque encore six cents abonnés. »¹¹⁴

La Pilule rencontre un succès étonnant qui lui garantit, à quelque chose près, son autofinancement. Pour comprendre ce succès, il faut évoquer ici l'élan de solidarité qu'a provoqué l'affaire du Shah d'Iran. Cette affaire explose à la fin de l'année 1970 déjà. Praz traite dans son journal le Shah d'Iran « d'assassin ». Piqué au vif, l'Ambassade impériale d'Iran demande au Conseil fédéral de poursuivre l'instigateur de ces accusations pour outrage à chef d'état étranger. Et le Conseil fédéral suit son partenaire économique dans cette aventure. L'ATS annoncera la mise en accusation du rédacteur d'un journal satirique genevois fin mars 1971. Le procès a lieu en décembre de la même année à Genève. Entre temps, la presse relaye l'affaire à plusieurs occasions et fait, du même coup, une belle publicité à l'hebdomadaire satirique. Praz était, en cette période, sous les feux de la rampe en quelque sorte, et nul doute que cette publicité a poussé plus d'un à acheter le journal, voire à s'y abonner. Le climat de contestation règne alors dans les principales grandes villes de Suisse (Genève, Berne Zurich et Lausanne) joue également dans le succès de *La Pilule*.

¹¹⁰ PRAZ 1984b, p31.

¹¹¹ *La Pilule* n°30, 28.09.1971.

¹¹² *La Pilule* n°59, 18 avril 1972.

¹¹³ *La Pilule* n°89, 14.11.1972.

¹¹⁴ *La Pilule* n°110, 10.04.1973.

Avant le procès, plusieurs associations comme la Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty ou la Ligue Marxiste Révolutionnaire, ont exprimé leur solidarité envers Praz, faisant connaître ainsi à leurs membres l'existence du journal. Suite au procès, la tension ne retombe que lentement. Le Shah continue à faire parler de lui : il vient en vacances à St Moritz ; la ville de Genève le reçoit, ce qui provoque une grande manifestation ; un proche de son entourage se fait arrêter avec de l'héroïne dans ses valises. Praz joue avec ces informations et les relaye, faisant ainsi perdurer l'affaire. Il est probable que, depuis la mise en accusation de Praz en mars 71 et jusqu'à la fin de l'année 72, nombres de personnes aient souscrit à un abonnement, de six mois ou d'une année.

Cette bouffée d'air retombe ensuite. Au printemps 1973, Praz annonce que le nombre d'abonnés a chuté à mille cinq cent.¹¹⁵ Comment expliquer une différence de plus de 3'500 abonnés en six petits mois ? Pour expliquer ceci, plusieurs pistes peuvent être évoquées. Tout d'abord, il faut observer l'évolution même de la scène contestataire en Suisse romande. En 1973, nombreux sont ceux qui se rendent compte que la révolution n'est pas possible et décident alors de s'occuper à changer le quotidien : on crée alors des espaces autogérer, des lieux de cultures alternatifs, des squats. Praz lui ne démord pas, il se radicalise plutôt. Il se met à juger le comportement politique de ses camarades de combat. *La Pilule* ne fait donc plus l'unanimité. Le ton de Praz, volontiers grivois, amateur de calambours, se ternit également ; il se fait plus amer. Si en 1970, Praz était dans l'air du temps, en 1973, il semble qu'il ne le soit plus. L'apparition en 1972 sur la scène de la presse romande du journal *Tout Va Bien*, plus sérieux, plus fouillé, peut également jouer un rôle dans la perte d'abonnements que connaît *La Pilule* à partir de 1973. Quoiqu'il en soit, plusieurs lecteurs annoncent à Praz leur mécontentement et le fait qu'ils résilient leur abonnement :

« Bref, en un mot comme en cent, depuis bientôt trois ans que ça dure, cette pilulomanie, je m'y suis fait: je sais, en écrivant chaque article, s'il me vaudra oui ou non des défections. Et ça ne rate jamais. Je suis même devenu, en la matière, vaguement prophète: je parie sur cinq «désabonnements», puis-je annoncer sans grand risque de

¹¹⁵ *La Pilule* n°116, 22.05.1973.

me tromper. Chaque jour nous recevons un nombre déterminé de Pilules en retour avec la mention «parti sans laisser d'adresse», «quitté», «refusé»... Et chaque jour, heureusement, nous recevons un nombre supérieur de nouveaux abonnés. Ce qui fait que, malgré défections et désaveux, nous surnageons » (*La Pilule* n°139, 30.10.1973)

La Pilule a connu un rapide succès. Nous observons qu'à partir du deuxième trimestre de 1973, la majorité des abonnés semblent avoir quitté le navire. En reste un nombre que nous pouvons fixer à 1'500. C'est insuffisant pour couvrir les frais généraux, et Praz va devoir alors lutter pour garder le cap jusqu'au dernier numéro, en janvier 1975. C'est à partir de ce moment-là que Praz va tenter diverses manœuvres pour intégrer ses lecteurs à son journal : mise en autogestion, pages dédiée entièrement à l'opinion des lecteurs, *Opinion Publique*. Cela ne fonctionne pas. Praz parvient toutefois à se décharger quelque peu de l'édition de *La Pilule* en créant le *Front de Libération des Esclaves de l'Abrutissement Universel* (F.L.E.A.U.). Ce dernier, composé d'une dizaine de personnes engagées, participe activement au travail d'édition des dernières Pilules.

Nous pouvons donc conclure, suite à l'étude de ces chiffres, que *La Pilule* a connu une rentabilité approximative jusqu'à la moitié de sa course, c'est à dire au printemps 1973. Les messages destinés à inviter les gens à souscrire un abonnement, *S.O.S. L'indépendance de La Pilule est dans les abonnements*, les différentes tentatives d'attractivité : un concours permettant de gagner une montre en or, ou encore les offres diverses du genre *souscrivez un abonnement pour un ennemi à moitié prix !*,¹¹⁶ ou *un abonnement gratuit à qui trouverait six abonnés*,¹¹⁷ *bénéficiez d'un abonnement à La Pilule à vie en trouvant 50 nouveaux abonnés*, apparaissent dès les premiers moments de la vie du journal. Praz n'a-t-il pas encore imaginé transformer *La Pilule* en coopérative où chacun pourrait acheter des parts sociales proposées à 40CHF ?¹¹⁸ L'affaire ne prend pas, du moins ne donne-t-il pas de suite. Il remercie aussi dans son

¹¹⁶ *La Pilule* n°30, 28.9.1971.

¹¹⁷ *La Pilule* n°23, 10.8.1971.

¹¹⁸ Il aurait ainsi amassé un capital d'environ 8'000CHF, soit 200 souscription. (*La Pilule* n° n°141, 13.11.1973)

journal des personnes lui ayant versé anonymement de l'argent.¹¹⁹ Ces petites actions isolées apportent une moindre contribution en comparaison du coût global du journal. Quand bien même les frais de *La Pilule* auraient été couverts sur une certaine période par des abonnements issus d'un succès populaire, ce succès n'est pas une constante. La longévité de *La Pilule* est due principalement à l'indépendance financière que Praz acquérait au travers de ses affaires d'horlogerie et au travail de rédaction qu'il effectuait seul. Aux suites de diverses aventures et procédures que nous étudierons dans le détail, Praz est obligé de dissoudre ses deux sociétés et en présenter les bilans respectifs. Chose impossible au vu de l'état de ses comptabilités. Pour contrer les huissiers dans leur enquête, il délocalise la liquidation de ses sociétés dans sa caravane, et entasse pêle-mêle toutes ses comptabilités à même le sol sous la caravane.¹²⁰ Il évite la mise en faillite en appelant chacun de ses divers fournisseurs, et en leur promettant le paiement à cent pour cent de ses dettes dans un délai de cinq ans. Il lance alors la chaîne de magasins de montres discount *Au Fou !* qui compteront des succursales dans toute la Suisse.

5.3 Un journal pour une époque

Si la publicité provoquée par le procès contre le Shah d'Iran a offert à *La Pilule* une visibilité pour le moins intéressante, elle n'est pas l'unique explication de son succès. *La Pilule* n'a pas attendu ce procès pour chercher à se faire connaître. Son expérience, sa détermination et sa capacité à se créer de la publicité, ajouté à son sens des affaires sont les principales clefs de ce succès. Son sens inné de la provocation est également un atout redoutable qui fait qu'il vise juste et rend son action d'autant plus intéressante. Le nombre d'abonnements du début et de la fin de l'épopée de *La Pilule* est approximativement identique, ce qui prouve l'existence d'un lectorat fidèle.

5.3.1 Lectorat

Il n'est pas possible de dresser un portrait-type du lecteur de *La Pilule* étant donné qu'elle était distribuée tant en ville que dans les régions de périphéries. Si l'hypothèse que son lectorat est formé principalement de personnes âgées entre 16 à

¹¹⁹ *La Pilule* n°42, 21.12.1971. Nous avons également trouvé des traces de ces dons dans la correspondance de Narcisse Praz conservée dans le Fond BVC Narcisse Praz, en cours de traitement.

¹²⁰ Il loge au camping de Conche jouxtant Genève avec ses enfants. PRAZ 1984, pp183-184.

25 est attractive, nous n'en avons aucune preuve. Au contraire, la somme du courrier reçu au journal montre la diversité dans son lectorat, tant au niveau de l'âge, que du sexe ou encore de leur activité.¹²¹ Les militaires la lisent pour provoquer leurs supérieurs, les Valaisans parce qu'on s'y moque régulièrement du *Nouvelliste*, les adolescents pour provoquer leur père, les femmes leur mari, les politiciens sans doute pour voir s'ils y figuraient, ainsi que les policiers pour la surveiller... On achète *La Pilule* pour voir quelle est la dernière invention de Praz, et qui il aura trouvé à épingler dans sa collection de têtes mises à prix. *La Pilule* est avant tout un journal populaire. Et s'il est clair qu'elle n'est pas un journal intellectuel, elle n'est pas dénuée d'ambitions politiques. Le succès populaire du journal est dû avant tout au ton talent provocateur et générateur de petits scandales de leur auteur. Mais ses ambitions vont au-delà de la simple provocation. Son action est militante.

Un important combat mené dans les pages de *La Pilule* est celui de la liberté d'expression. Praz est très critique à l'égard de celle qu'il nomme la *presse mercantile*, et il veut que son journal reste libre. Il se considère comme un défenseur de l'opinion publique, au contraire des autres journaux qui, selon lui, défendent et exposent les intérêts des classes dirigeantes. Dans ce sens il publie énormément de courriers de ses lecteurs.¹²² Si une faible partie de ce courrier l'insulte, nombreux sont les messages d'encouragement. Plus nombreux encore sont les écrits qui demandent à être publiés. Praz trouve alors à son journal une fonction de *voix du peuple* qui se traduit au travers de fréquentes rubriques nommées *nous avons reçu*, *nous publions*, ou *vous avez quelque chose à dire*. *La Pilule* se targue de publier les opinions et messages de toute personne qui désirerait s'exprimer, mais qui généralement ne trouvent de tribune pour le faire : prisonniers, prostituées, apprentis et toutes les *victimes du système*. Cette politique populaire se renforce encore lorsque *La Pilule* augmente son édition d'une page nommée *Opinion Publique*, sorte de tribune libre destinée à accueillir les textes et articles que ses lecteurs peuvent utiliser pour se faire entendre.

¹²¹ Fond BVC Narcisse Praz, *op. cit.*

¹²² *Idem*

5.3.2 Pas un journal régional

De part ses origines valaisannes et son siège genevois, *La Pilule* traite plus facilement d'affaires qui ont une relation avec ces endroits. Néanmoins elle essaiera de ne pas s'y cantonner. Praz publie toutes les *affaires* et injustices que ses lecteurs peuvent lui envoyer, chacun peut écrire et dénoncer les absurdités d'un système. La critique d'une Suisse fasciste est un leitmotiv du journal qui en fait la démonstration au travers de différents cas régionaux et nationaux. *La Pilule* se fait un plaisir d'épingler les stars de la politique nationale. Elle maltraite volontiers les différents Conseillers fédéraux en place, et accorde une attention toute particulière à la figure de proue de l'Action Nationale,¹²³ James Schwarzenbach, alors député au Conseil national. Ce parti est à l'origine de l'initiative dite *contre l'emprise étrangère* contre laquelle le peuple s'est prononcé en juin 1970.¹²⁴

« Il invente la légende selon laquelle la Suisse allait manquer d'air et qu'il est donc urgent de renvoyer chez eux les étrangers. Entre nous, il fallait y penser. Et il faut s'appeler Schwarzenplouk pour avoir cette idée de génie : l'étranger accaparant l'air que nous respirons ! Et cela sans rire. Sans sourire. Il n'y a qu'un Teuton raciste pour faire ce coup-là sans rire. » (*La Pilule* n°7, 2.3.1971)

La Pilule commente -et y prendra même activement part,¹²⁵ la politique genevoise. Elle se focalise rapidement sur celui avec qui la scène alternative genevoise a le plus affaire, Henry Schmitt, chef du Département de justice et police. A plusieurs reprises, Henry Schmitt permettra au chef de la police cantonale genevoise, André Leyvraz, d'intervenir par la force dans différentes occasions. L'évacuation du Prieuré, l'un des premiers squats genevois, est un exemple parmi d'autres. Sa politique de répression choque les esprits, et Praz n'hésite alors pas à le comparer alors à Adolf Hitler.¹²⁶

¹²³Actuel parti Démocrates Suisses, conservateur et isolationniste, situé à l'extrême droite de l'échiquier politique.

¹²⁴ Cette initiative demandait d'abaisser la population étrangère dans chaque canton à 10% de la population suisse, à l'exception du canton de Genève qui bénéficierait d'un traitement spécial. Cela signifiait le renvoi de la moitié des étrangers, soit 300 000 personnes. Les villes la refusèrent alors que les campagnes y furent favorables. En 1971, le Mouvement Républicain, aile détachée de l'Action Nationale sous l'impulsion de Schwarzenbach, obtiendra 7 sièges au Conseil National, tandis que l'Action Nationale en obtient 4.

¹²⁵ Cf « Le Parti Sans Payer », p113.

¹²⁶ *La Pilule* n°96, 02.01.1973.



Figure 1. Photo montage associant Henry Schmitt à Adolf Hitler, *La Pilule* n°145, 11.12.1973

La Pilule dénonce encore les mesures d'interdictions prises à Genève à l'encontre de la récolte de signatures dans les rues :

« A Genève, l'Henry Schmitt se distingue de nouveau : non content d'envoyer ses sbires déchirer les listes d'initiative que des « récolteuses » bien intentionnées avaient fait signer en ville de Genève — malgré l'interdiction du Schmitt que vous savez de récolter des signatures dans la rue ! — il se lance dans des explications dont on vous fait juges [...] : « On oblige le Conseil d'Etat à préjuger des conséquences d'une telle récolte. Si nous donnons une autorisation, il est bien évident que les adversaires de l'initiative devront avoir, eux aussi, le droit de récolter des signatures sur la voie publique. On courra ainsi le risque d'assister à des bagarres... »

Voilà le langage même du fascisme ou nous n'y entendons que pouic ! Ainsi donc, le mauvais prétexte que le Sieur Schmitt avance pour justifier son opposition personnelle à l'Initiative pour l'avortement légal se résume à ça : on pourrait assister à des bagarres ! Parole, Schmitt, vous confondez les braves gens avec vos flics ! [...] Henry Schmitt, tu prends les gens pour des imbéciles. Ils te le rendront bientôt au centuple. Comme de juste. On va l'engager pour trier les signatures « intelligentes » et les autres... » (*La Pilule* n°31, 5.10.1971)



Figure 2: Récolte de signatures par Leffel, *La Pilule* n°32, 12.10.1971

Ces entraves à la récolte de signatures semblent être monnaie courante à cette époque. Praz et ses camarades y sont également confrontés à Neuchâtel, alors qu'ils militent en faveur de l'initiative *pour la lutte contre le cancer* : « La police neuchâteloise a empêché des citoyens de signer notre initiative et nous a empêchés, nous, d'exercer notre droit de citoyen ». ¹²⁷ A la suite de cette affaire, Praz pose une plainte pénale contre la police neuchâteloise, invoquant l'article 280 du code pénal suisse ¹²⁸ garantissant le droit d'initiative. ¹²⁹

La lutte de *La Pilule* contre le fascisme ambiant qui règnerait alors en Suisse se cristallise sur la personne du journaliste Max-Marc Thomas, connu par les lecteurs du journal *La Suisse* sous le pseudonyme d'Heurtebise. Praz cite volontiers ses prises de positions sous le titre *Heurtepèteries*, et les commente alors :

¹²⁷ *La Pilule* n°32, 12.10.1971.

¹²⁸ CP, Art. 280. Atteinte au droit de vote. Celui qui, par la violence ou par la menace d'un dommage sérieux, aura empêché un électeur d'exercer son droit de vote, ou de signer une demande de référendum ou d'initiative, Celui qui, par la violence ou par la menace d'un dommage sérieux, aura contraint un électeur à exercer un de ces droits, ou à l'exercer dans un sens déterminé, Sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

¹²⁹ *La Pilule*, op.cit..

« Le revoici, le Heurtepet de service. Vendredi 20 août, journée historique pour *La Suisse* et pour la Suisse. Historique, vous dit-on! Parce que dans son papier « Au jour le jour », le Heurtepet en question part en guerre... contre M. Gnaegi, Président de la Confédération et chef du Département militaire fédéral (DMF, alias Département des massacreurs forcenés).

Sans blague. Et savez-vous pourquoi ? Parce que le Gnaegi est, aux yeux de l'impayable Heurtepet, trop mou... trop tendre... Songez donc : Gnaegi et son rapport Oswald (cheveux longs, oui, mais patriotisme éculé à toute épreuve!) sont la cause de l'indiscipline dans l'Armée. Majuscule. (...) Heurtepet demande la démission de Gnaegi-le-mou. Mais qui y mettrait-on ? Heurtebise, naturellement... Et alors, alors... Et alors on verrait tout à coup les monuments à la gloire de Mussolini s'élever sur toutes les places publiques suisses... » (*La Pilule* n°18, 6.7.1971)

En Valais, *La Pilule* obtient un accueil mitigé. Se riant du pape, de l'Eglise catholique, il n'est pas étonnant qu'une partie de la population et des autorités s'en offusque. Une autre partie l'accueille toutefois comme une bouffée d'air frais.

« *Un lecteur du Nouvelliste* : « Il est inadmissible qu'un tel journal soit vendu dans notre canton. Je suis persuadé que même dans les milieux protestants de tels articles sont condamnés. »

Le Nouvelliste : « Oui, monsieur, vous avez cent fois raison. Cette feuille est cependant si méprisable qu'il est préférable de l'ignorer. »

La Pilule : « Quant à l'ignorer, c'est une bonne tactique : c'est très exactement ce que faisait votre délégué de Caritas qui distribuait des billets de banque aux Biafrais affamés et qui ne pouvaient rien acheter sinon des rats ! Il ignorait leur faim. Mais n'en avait pas plus mauvaise conscience pour autant : l'ignorance ! Ah ! L'ignorance ! On ne dira jamais assez de bien de l'ignorance ! Et de l'ignorantisme. Ce fut toujours et c'est encore l'arme par excellence de l'Eglise, hélas ! Merci de nous le rappeler. Le résultat est là : Le Nouvelliste a ses lecteurs ignorants, résolument partisans de l'ignorantisme. On ne leur en veut pas pour autant, allez. A partir du moment où ils proclament ouvertement qu'ils veulent le demeurer, on ne peut que respecter leur point de vue. Au nom de la Liberté de Presse et d'Opinion. »" (*La Pilule* n°9, 30.03.1971)

Praz provoque la censure en publiant des photos de femmes dévêtues auxquelles il masque certaines parties de leur anatomie d'un trait noir similaires à ceux utilisés par la censure. « Voyons si Monsieur le juge laisse passer cela ! » titre-t-il alors



Figure 3: Saisie en Valais d'un exemplaire de *Sexus*, *La Pilule* n°1, 8.12.1970

Les articles de *La Pilule* sont faits de réactions à l'actualité. De nombreux sujets de la politique internationale seront alors abordés, tous ayant trait avec des dérives autoritaires. *La Pilule* réagit donc aux politiques du général Franco en Espagne, de Nixon alors en pleine crise du Watergate, de Sékou Touré, dictateur de la République de Guinée, de la politique du Shah d'Iran... Les premiers numéros du journal contiennent également de nombreux articles concernant la politique française. Les critiques de Praz parviendront à s'interférer dans les relations qui lient le Shah d'Iran et la Confédération suisse.¹³⁰

¹³⁰ Cf. « L'affaire du Shah d'Iran », p.89.



Figure 4: Tableau de chasse de l'année, La Pilule n°38, 23.11.1971

5.3.3 Collaborations

Au travers de diverses collaborations plus ou moins plus ou moins régulières, *La Pilule* s'enrichit alors d'articles de fonds, s'offrant ainsi un contenu historique, éducatif ou politique. Jean-Noël Cuénod, aujourd'hui collaborateur à la *Tribune de Genève* et écrivain, fait vraisemblablement ses premières armes dans *La Pilule*. Cuénod, en plus de commentaires à propos de divers faits d'actualité, souvent genevois, écrit plusieurs articles de fond. L'un d'eux se consacre au contexte historique dans lequel ont eu lieu les événements du 9 novembre 1932.¹³¹ Il écrit également un article sur la Guinée portugaise¹³² et la prise de pouvoir d'Adolf Hitler.¹³³

Pascal Hollenweg, futur député socialiste à la ville et canton de Genève, écrit pour *La Pilule* des articles sur l'I.R.A.,¹³⁴ les cités dortoirs¹³⁵ ou encore sur les

¹³¹ *La Pilule* n°88, 7.11.1972. Le 9 novembre 1932, l'armée suisse tira sur un groupe (composé de socialistes, anarchistes et communistes principalement) qui manifestait contre la tenue d'un procès populaire organisé par le parti de l'Union National.

¹³² *La Pilule* n°101, 6.2.1973.

¹³³ *La Pilule* n°102, 13.2.1973.

¹³⁴ *La Pilule* n°106, 13.3.1973.

tribunaux militaires.¹³⁶ Notons encore la collaboration de Gérard Lucas, écrivain genevois décédé en 1999. Autre participant, l'anarchiste genevois Lucien Lacroix, avec lequel Praz avait échangé durant plusieurs numéros des points de vue énervés et divergents au sujet du... tour de France. En plus de ceux-ci, s'ajoute une longue liste de collaborateurs qui, pour la plupart d'entre eux, ne participent qu'à une seule reprise. Ce sont souvent des lecteurs qui écrivent à Praz pour signifier un fait ou apporter une contribution (poésie, mot d'humeur) à *La Pilule*.

Deux femmes participent également de manière périodique au journal. La dénommée *Micha la louve*, qui écrit de petits billets bien sentis, ayant généralement rapport à la position des femmes dans la société ou à la sexualité. Une autre femme, Irène Pasut, visiblement liée au Mouvement de Libération des Prisonniers, participe à plusieurs reprises à *La Pilule*. Elle se fait appeler durant un certain temps *La nouvelle Angélique*. *La Pilule* n'apporte que peu de soutien au combat féministe. Différents articles ou interventions montrent un désaccord sur le fond. Il accuse les membres du Mouvement de Libération de la Femme de se désolidariser de leur lutte commune :

« En d'autres termes, Mesdames du MLF, le jour où vous vous battrez non plus contre les moulins à vent de vos fantasmes mais contre le véritable ennemi qui est le nôtre, l'ennemi de classe, ce jour-là vous irez au-devant de toutes les libérations! En bloc. Tout comme la non-violence, la libération de la femme s'épanouira dans une époque postrévolutionnaire dans l'autonomie individuelle, autrement dit dans l'anarchisme » (*La Pilule* n°164, 23.4.1974).

Praz soutient en 1971 le droit de vote féminin :

« Tout d'abord, il est purement scandaleux qu'au XXe siècle votre droit de vote vous soit accordé par les mâles ! A ce titre, la votation de dimanche est un pur scandale : le fait qu'il y ait eu simplement matière à discussion sur un sujet qui n'en souffre pas, serait à lui seul un élément suffisant pour déclencher une révolution. » (*La Pilule* n°6, 16.2.1971).

Puis il devient critique et réfractaire. Lorsque le MLF ouvre un *centre femme* à Genève, il l'annonce dans ses pages, mais l'accompagne de ce commentaire :

¹³⁵ *La Pilule* n°122, 3.7.1973.

¹³⁶ *La Pilule* n°123, 10.7.1973.

« Devant la vague d'antiphallocratisme qui sévit de par les effets secondaires incalculables autant qu'imprévisibles du Mouvement de Libération de la Femme, il nous paraît urgent de fonder un MLH. (...) Avis aux amateurs. Libérer la femme, oui ! Mais de quoi ? » (*La Pilule* n°163, 16.4.1974).

Praz consacrera deux pages de sa prochaine *Pilule* pour exposer son avis au sujet de la libération de la femme. On y ressent son désaccord avec les revendications du MLF :

« Ce n'est même plus de l'agressivité: c'est d'agression pure et simple contre la liberté individuelle qu'il faut parler! Nous ne parlons même plus des égards naturellement dus à l'individu et que de bourgeoises vieilles barbes appellent politesse ou règles de bienséance: une MLF bon teint pénétrant dans un local occupé par deux hommes et une femme salue la femme et jette aux deux mâles un regard assassin! Faut l'avoir vécu pour y croire... Dès lors, libération... hein? » (*La Pilule* n°164, 23.4.1974).

La Pilule publiera la réponse claire d'un membre du MLF, confirmant le désaccord qui les sépare.¹³⁷ Le ton de son journal, sa sensibilité, l'humour grivois et des commentaires parfois misogynes ne font pas de Praz un allié par nature des féministes.

Les dessins participent indéniablement à son ton. Les dessinateurs de *La Pilule* se révèlent généralement fidèles et constants. Praz s'est offert les services du dessinateur du *Canard Enchaîné*, Jean Leffel. Ce dernier est le seul collaborateur rémunéré de *La Pilule*. Leffel vend généralement les dessins que le *Canard* n'utilise pas. Mais il est fréquent qu'il réalise des dessins uniquement pour *La Pilule*. Ses dessins font généralement la une du journal. Hormis Leffel, de nombreux dessinateurs participent à la vie de *La Pilule*, mais aucun n'a connu de carrière dans ce milieu. Parmi eux, un dénommé Delay a offert ses dessins à Praz tout au long de l'aventure du journal. Son trait caractéristique, peut-être moins talentueux que celui de Leffel, accompagne fidèlement les lecteurs de *La Pilule*. Sa collaboration est peut être plus représentative du contenu et du ton de *La Pilule* que celle de Leffel. D'autres dessinateurs, comme Zero, Ropo ou Borner, livrent également de nombreux dessins. Ropo est un jeune déserteur français que Praz hébergeait. Outre ces quelques noms, *La Pilule* publie encore des dessins dont la signature n'apparaît que quelquefois. Parmi

¹³⁷ *La Pilule* n°169, 28.5.1974.

eux, Gérald Poussin, le dessinateur genevois qui s'est fait reconnaître hors des frontières suisses. Praz récupère aussi les dessins d'autres journaux, comme ceux d'Erik, le dessinateur d'*œuf*, ou ceux du journal anticlérical *La Calotte*.

6 Des chevaux, des batailles

Ayant tracé une esquisse de *La Pilule*, nous pouvons commencer l'analyse du discours qui y est développé, et dessiner le parcours militant de Praz. S'il se peut ce dernier soit desservi par son ton, ses calambours grivois et ses textes écrits d'un coup de sang, nous pourrions constater qu'il est toutefois guidé par une pensée plus cohérente et organisée qu'il ne peut y paraître. Nous avons ainsi dégagé les thèmes principaux de l'antimilitarisme, de la liberté de presse et d'expression, de la démocratie parlementaire, du rôle de la police dans cette dernière. Ces thèmes ont-été choisis en fonction du retentissement et de l'importance qu'ils ont eu à leur époque. De nombreuses autres thématiques, comme celle de l'Eglise par exemple, chère à notre auteur, ne sont ici pas abordées pour les raisons qu'elles n'ont pas trouvé de répondant alors. Au travers des différents thèmes cités précédemment, nous allons observer les combats menés, ceux auxquels Praz s'associe, et les moyens dont il se sert. Dans chacun de ses combats, Praz défriche pêle-mêle le terrain, risquant quelquefois des amalgames et des affirmations difficiles à vérifier, mais qui renforcent la provocation, principale alliée de ce dernier. Cette provocation va toucher plus d'une fois sa cible, suscitant des réactions étonnantes de la part des autorités, mettant ainsi en relief l'esprit d'une époque, tant d'un côté que de l'autre. Il sera parfois difficile de confirmer certains des dires de Praz, de faire la part entre la dérision, la colère et la sincérité. Praz aime se placer dans un rôle de victime et provoquer ses adversaires depuis cette assise. Nous nous sommes souvent contentés de raconter, de cadrer et de citer ses actions et réactions. Afin de rendre au maximum le ton de *La Pilule*, nous avons pris le parti d'offrir aux lecteurs de larges citations du journal.

Comme tout journal satirique qui se respecte, *La Pilule* défie les limites de la liberté d'expression. Mais plus que de la mettre à l'épreuve, Praz la défend dès qu'une occasion se présente. Ses actions et prises de position, souvent radicales et provocantes, vont lui donner la preuve qu'en Suisse, en 1970, il n'est pas permis de tenir n'importe quel discours et de le publier. Il porte un regard très critique sur le travail fait par ses collègues journalistes au sein des différents périodiques de Suisse romande. A ses yeux, celle qu'il nomme *presse mercantile*, *Bonne Presse*, ou encore

presse purée – et qui forme la majorité des journaux quotidiens - est partielle, et désinforme ses lecteurs plus qu'elle ne les informe :

« Il n'y a plus de presse! Il n'y a plus que des gens qui donnent charitablement du travail à quelques scribouilleurs à la condition qu'ils n'écrivent pas ce qu'ils pensent, eux, mais ce que pense le chef de son service, lequel ne peut penser que ce que pense son supérieur hiérarchique, lequel ne peut penser que ce que pense le rédacteur en chef, lequel ne peut penser que ce que pensent ceux à qui appartient le journal, à savoir: les banques, les compagnies d'assurance, les magnats de l'Industrie et du business! » (*La Pilule* n°138, 23.10.1973)

Suite à cet article, Praz se voit retirer sa carte de journaliste par l'Association de la presse genevoise. « Il est évident que l'ensemble ne vous plaît pas et, à l'unanimité, le Comité de l'APG a décidé de vous épargner davantage de dépit; aussi êtes-vous exclu de notre association », lui écrit son président Raoul Riesen, aujourd'hui connu comme un humoriste satirique.¹³⁸ Praz y répond par une lettre ouverte qu'il insère dans son journal :

« J'ai pu faire deux voyages en avion à demi tarif grâce à votre carte. C'est tout ce qu'elle m'a procuré comme satisfaction. Et quand je l'analyse, cette satisfaction, elle me laisse un arrière-goût de lâcheté: pour voyager à demi-tarif, j'ai accepté de faire partie de la même association que votre Heurtebise, votre Aeschlimann, copain de Géo Oltramare et pilier de sa bande, de Burgel et autres personnages.¹³⁹ C'est l'un des actes les plus vils de ma « carrière journalistique » que d'avoir sollicité, puis accepté de faire partie d'une semblable association... [...] Pour le reste, je me félicite d'avoir évité le piège consistant à venir donner à vos stagiaires romands un cours sur le «Journalisme marginal»! En fait de «journalisme marginal», je leur poserai simplement cette question: marginal par rapport à quoi? A la Vérité? A la Vie réelle, des gens? A la Réalité quotidienne? Alors, je vous répondrai, stagiaires de la Presse Mercantile, que, dans ce cas, vous êtes mieux placés que moi pour donner des cours sur ce «journalisme marginal», car pour être en marge des réalités et de la simple Vérité, vos patrons en savent long...» (*La Pilule* n°142, 20.11.1973)

¹³⁸ *La Pilule* n°142, 20.11.1973.

¹³⁹ Journalistes que Praz qualifie de « fascistes » travaillant pour le journal *La Suisse*.

6.1 Antimilitarisme

L'antimilitarisme est le domaine de lutte par lequel Narcisse Praz et sa *Pilule* se font connaître à la population romande, ceci au travers de son initiative *Pour la lutte contre le cancer*. Nous aborderons ce thème autour de 4 axes. Tout d'abord, l'initiative, ensuite nous étudierons l'affaire Arthur Villard, député socialiste biennois, puis la prise de position de *La Pilule* contre la vente d'armes suisses à l'étranger, et ceci autour d'un procès qui fit jadis du bruit, celui du fabricant d'armes Dieter Bührle. Finalement nous nous attarderons sur la parution de son *Petit livre vert-de-gris*, pamphlet antimilitariste qui connaît un grand succès en Suisse romande. Sa parution intervient pendant les années de parution de *La Pilule* et doit y être attachée, faisant clairement partie du militantisme de Praz.

6.1.1 L'armée comme un cancer : une initiative provocatrice

Narcisse Praz va lancer, simultanément à son journal, une initiative intitulée *Pour la lutte contre le cancer*. Son texte demande de verser un tiers du budget accordé à l'armée suisse à la recherche contre le cancer.

« En vertu de l'article 121 de la Constitution fédérale, les citoyens soussignés demandent par la voie de l'initiative populaire que l'article 69 de la Constitution fédérale, dont la teneur est la suivante : « La Confédération peut prendre, par voie législative, des mesures destinées à lutter contre les maladies transmissibles, les maladies très répandues et les maladies particulièrement dangereuses de l'homme et des animaux » soit complété par l'alinéa 2 suivant :

Alinéa 2 : La Confédération affecte le quart de ses dépenses militaires, pendant deux ans au moins, à la lutte contre le cancer en Suisse et dans le monde, sans que ces prélèvements sur le budget militaire de la Confédération puissent faire l'objet d'une compensation quelconque. Cette mesure peut être suspendue en cas de conflit armé dans lequel la Suisse se trouverait impliquée, en cas de conflit armé aux frontières de la Suisse, en cas de conflit armé généralisé en Europe et dans le monde, autrement dit de guerre mondiale. La loi d'exécution, qui est de la compétence de la Confédération, doit être élaborée immédiatement, de manière à entrer en vigueur deux ans au plus tard après l'acceptation de l'initiative par le peuple et les cantons. (*La Pilule* n°0, 17.11.1970)

C'est autour de cette initiative que les premiers articles de *La Pilule* vont s'articuler. Chaque numéro réexplique le fondement de son initiative et appelle les lecteurs à faire signer les listes imprimées dans le journal et à les retourner au siège du journal.

Praz organise des récoltes de signatures lors de différents événements, dans différentes villes de Suisse romande, appelle sans relâche ses lecteurs à participer activement à la réussite de l'initiative en distribuant des listes de signatures. Il se déplacera jusqu'à Zurich dans le but de faire adhérer à ses côtés la Ligue Suisse contre le Cancer.¹⁴⁰ Mais c'est là peine perdue, car cet organisme ne peut, pour des raisons politiques, soutenir son initiative. Praz se verra même obligé de publier un communiqué annonçant qu'aucun lien n'existe entre *La Pilule* et la Ligue Suisse contre le Cancer.¹⁴¹

Le remue-ménage créé par Praz autour de son initiative lui offre une certaine publicité populaire, la presse de Suisse romande ne relaye que très modérément son existence. Seul Jürg Bissegger du *Journal de Genève* la présente brièvement et rappelle aux lecteurs qu'une initiative similaire avait été lancée en 1954 par M. Samuel Chevalier et le *Bon Jour de Jack Rollan*.¹⁴² Cette initiative avait également pour but de diminuer le budget de l'armée de 50% et de le redistribuer dans des œuvres humanitaires. Elle avait été rejetée par le Conseil national en 1955 pour non respect de l'unité de matière. Par ce parallèle, Bissegger met en garde le comité d'initiative de ce souci de forme. Il accuse Praz d'une « évidente mauvaise foi » à ce sujet.¹⁴³ Cet article dans son entier provoque une réponse immédiate du principal accusé qui la rédige dans son journal :

« Voyons à qui profite votre attaque. Vous êtes employé par le très distingué *Journal de Genève*. Or, le *Journal de Genève* est supposé tirer ses profits de ses quelques milliers d'exemplaires. Un calcul rapide me dit qu'il y a de quoi payer avec un tel journal une secrétaire à 800 francs par mois. Pas un franc de plus. Le journal est donc entretenu. Par qui, Monsieur Bissegger? Poser la question c'est y répondre: par ceux dont il défend

¹⁴⁰ *La Pilule* n°2, 22.12.1970.

¹⁴¹ *Idem*

¹⁴² *Journal de Genève*, 25.11.1970. Le *Bon Jour de Jack Rollan* est un journal satirique dont les 135 numéros ont été édités à Lausanne entre 1952 et 1959.

¹⁴³ *Idem*

les intérêts, pardi! [...] La vérité est que notre Initiative fait peur. Pas à tout le monde. A ceux à qui elle ne profite pas. Pourquoi? Parce que, précisément, elle a toutes les chances d'aboutir à un résultat spectaculaire, là où Samuel Chevallier échoua par la faute des élus qui ont bafoué non seulement les 80.000 signatures, mais la Constitution fédérale elle-même [...] Eh bien, dites-le franchement : vous voulez abolir le droit à l'Initiative populaire. Bravo! Vous êtes un vrai démocrate. Il est vrai que, cette fois, *La Pilule* est amère, comme vous le dites si spirituellement dans votre titre. Et vous devrez l'avaler. » (*La Pilule* n°3, 5.1.1971)

Les foudres de Praz n'empêchent pas l'initiative de souffrir effectivement d'un vice de forme. L'initiative *Pour la lutte contre le cancer* n'était pas recevable par les autorités compétentes pour non respect de l'unité de matière. Quoiqu'il en soit, les avertissements de Jürg Bissegger n'empêchent pas Praz de continuer sa lutte au travers de son initiative. *La Pilule* en donnera régulièrement des nouvelles. Des listes continuent d'être publiées et on s'organise pour récolter dans la rue des signatures. Jusqu'au mois d'août 1971, *La Pilule* publie dans chaque numéro le texte de l'initiative.



Figure 5: L'initiative *pour la lutte contre le cancer* vue par Jean Leffel, *La Pilule* n°9, 30.3.1971

Praz veut atteindre les 50'000 signatures exigées. Après une année de récolte, en novembre 1971, 25'000 signatures ont déjà été récoltées.¹⁴⁴ En mars 1972, le chiffre se monte à 35'000 signatures.¹⁴⁵ Mais la ferveur retombe, les efforts diminuent, et le nombre de signatures ne dépassera jamais ce chiffre. Les nouvelles concernant l'initiative se font de plus en plus rares, et disparaissent du journal pendant plusieurs semaines. En avril 1973, 2 ans et demi après le lancement de l'initiative, Praz interpelle ses lecteurs :

« Oh! Hé! Hein? Bon! Merci à vous tous qui avez entendu mon dernier appel au secours et m'avez envoyé une multitude de listes. Plus de 3000 signatures sont rentrées en 15 jours. C'est assez bien, bonnes gens. Mais il faut bien vous dire ceci: l'Initiative pour la Lutte contre le Cancer, c'est votre affaire, pas seulement la mienne. Nous voulons qu'elle aboutisse, soit. Mais je pense que certains parmi vous ne sont pas conscients de la portée véritable de cette Initiative. Il s'agit, bien sûr, de tenter de contraindre l'Etat à prendre de l'argent destiné à tuer pour l'employer à guérir . . . si possible. Oui, mais ce n'est pas tout: le cancer, qu'est-ce? On sait maintenant que parmi les causes du cancer il y a les conditions de vie moderne, l'environnement pollué, la nourriture... Pour nous, il s'agit donc d'aller plus loin: de changer la vie! Cet argent de la Défense Nationale, nous voulons qu'il soit employé autant sinon davantage pour changer la vie que pour la recherche sur le cancer et la lutte! Car enfin, à quoi cela servirait-il de trouver le remède tout en entretenant le mal sciemment, volontairement? A quoi? Or, le mal nous le connaissons: c'est la Société de Production-Consommation-Aliénation! C'est ça, le vrai cancer. Et c'est cela qu'il faut changer. Après quoi le cancer disparaîtra de lui-même . . . avec ceux qui auront survécu! » (*La Pilule* n°109, 3.4.1973)

Praz donne encore d'occasionnelles nouvelles au cours de l'année 1973, puis l'initiative disparaît complètement des pages de *La Pilule* à partir de juin 1974. Entre temps, les appels désespérés se sont vu remplacés par la désillusion de l'entreprise et la dénonciation d'un système : à moins de ne posséder des moyens de propagande importants, le défi de récolter les 50'000 signatures nécessaires est impossible.¹⁴⁶

¹⁴⁴ *La Pilule* n°38, 23.11.1971.

¹⁴⁵ *La Pilule* n°56, 28.3.1972.

¹⁴⁶ *La Pilule* n°102 ; n°161.

Interrogé aujourd'hui à ce sujet, Praz se défend avoir jamais cru en la réussite de son initiative.¹⁴⁷

6.1.2 Objection !

Arthur Villard, député national du PSS biennois, est de ceux qui renouent avec les idéaux pacifistes des socialistes d'avant-guerre. En 1965, par solidarité avec les objecteurs de conscience emprisonnés, il refuse d'accomplir ses derniers jours de service militaire. Pour cela, il sera condamné par le tribunal militaire à 45 jours de détention en 1966. En avril 1969 est organisée une manifestation contre la venue sur territoire helvétique du général de l'Armée de Terre américaine William Westmoreland.¹⁴⁸ A cette occasion, Arthur Villard prononce un discours contre le service militaire obligatoire en Suisse. Cette prise de parole lui vaudra un procès en janvier 1971. La justice militaire le condamnera alors à 100 jours de prison et à 1000CHF d'amende pour violation du code civil en incitant à l'objection de conscience.¹⁴⁹ En 1969, Friedrich Durrenmatt dédie à Arthur Villard, ainsi qu'à deux autres personnes, le *Grand prix de Littérature* que la ville de Berne lui remet, et leur alloue la somme d'argent qui l'accompagne.¹⁵⁰

La Pilule fait écho à ses lecteurs des démêlés entre Arthur Villard et la justice militaire. Praz leur présente également son opinion à ce sujet :

« Justice Militaire. Ne trouvez-vous pas qu'il y a dans cette juxtaposition quelque chose de gênant? Pour le bon sens. Pour la logique du langage même? On ne dit pas: humide sécheresse. On ne dit pas « obscure clarté » — si ce n'est lorsqu'on s'appelle Corneille. On ne dit pas ténébreuse lumière. On ne dit pas froide chaleur. Ni glace bouillante. Pourquoi dit-on « justice militaire »? [...] Ce choix d'une salle très exiguë est symptomatique : c'est sinon la preuve d'un peu de mauvaise conscience — si tant est que l'on puisse parler de conscience lorsqu'on a affaire à des militaires, donc à des tueurs d'hommes — du moins celle d'une certaine exigüité... du cerveau. Ainsi donc, il

¹⁴⁷ Témoignage oral.

¹⁴⁸ Commandant des opérations militaires américaines dans les Viêt Nam entre 1964 et 1968

¹⁴⁹ M.J. LUISIER, «Sept jours dans la presse fribourgeoise et romande », éditions universitaires, Fribourg, 1973.

¹⁵⁰ Ainsi qu'au journaliste Paul Ignaz Vogel ainsi qu'à l'écrivain et artiste Sergius Golowin. <http://findmittel.ch/Archive/archWeb/Ar133frameset.htm> (juillet 2009).

suffit, pour étouffer une affaire, aux yeux des juges déguisés en autruches, de limiter le nombre des présents? » (*La Pilule* n°5, 2.2.1971)

Plus loin :

« Le fait que Villard soit député est, en l'occurrence, une circonstance aggravante, parce qu'il est chargé de défendre la démocratie... Eh bien, Monsieur Junker (*ndla* le juge chargé de l'affaire), vous avez une étrange notion de la démocratie, vous! Parce que, selon vous, ce n'est pas défendre la démocratie, c'est-à-dire les droits du peuple, que de se faire condamner délibérément, tout député qu'on soit, à une peine de prison pour que soit enfin accordé à ceux que l'odeur du sang humain indispose le droit de ne pas en répandre? Selon vous, ce n'est pas défendre les droits du peuple que de protester véhémentement contre les honneurs faits à celui qui a sur la conscience la mort de milliers d'enfants au Vietnam? Mais si le peuple n'a plus le droit de protester contre l'assassinat collectif, que lui reste-t-il? » (*La Pilule* n°5, 2.2.1971)

Praz profite de l'occasion pour parler de l'information transmise dans la presse romande à ce sujet :

« L'ensemble de la presse romande a relaté le procès en termes sobres et respectueux à l'endroit de M. Villard (sans aller jusqu'à se compromettre en condamnant les méthodes de M. Junker, en les relevant, tout au plus), à l'exception de l'inévitable, de l'ineffable, de l'incurable Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais qui n'a pu s'empêcher de reproduire la photographie [...] de M. Villars sous un titre grand comme le clocher de la cathédrale de Sion: *Arthur Villard justement condamné...* Toujours cette Sainte Charité. » (*La Pilule* n°5, 2.2.1971)

Quelques mois plus tard, *La Pilule* transmet l'information sur le recours de Villard auprès du Tribunal fédéral :

« Mais comme vous êtes vous-mêmes du clan de ceux qui dominant et jugent, donc de ceux qui donnent des ordres, vous ne pouvez pas... Comme on vous comprend, braves juges du T.F. A propos, T. F. qu'est-ce que ça veut dire ? Nous laissons à l'imagination de nos lecteurs le soin de broder sur ces initiales... Et si un jour nous parvenions, nous autres — et nous sommes plus nombreux qu'il n'y paraît, Messieurs les Tabous du T.F. — à instaurer notre Tribunal ? Etes-vous bien sûrs que vous ne serez pas condamnés pour « incitation à violation des devoirs humanitaires ? » C'est tout le bien que nous vous souhaitons. » (*La Pilule* n°17, 29.06.1971)

Débouté par le Tribunal fédéral, Arthur Villard se voit contraint de purger une peine de prison. Praz encourage ses lecteurs à lui écrire et publie son adresse. 3 mois plus tard, il invite ses lecteurs à faire le déplacement pour accueillir le « juste parmi les justes » lors de sa sortie de prison.¹⁵¹ Fort de ces soutiens, Arthur Villard rédige une lettre qu'il adresse à *La Pilule*.

«Je souscris deux parts sociales, sur les économies réalisées en taule, grâce à ce cher M. Walder-Gessler. Merci. Et avis aux amateurs de vacances gratuites : s'adresser à M. Von Moos et à ses sbires. Et tous, le 1^{er} août, chassons nos baillis ! Arthur Villard » (*La Pilule* n°25, 24 août 71)

6.1.2.1 Soutien aux objecteurs

A l'instar d'Arthur Villard, de nombreux Suisses se trouvent en prison pour avoir refusé le service militaire en se déclarant objecteur de conscience. Pour les soutenir, Praz décide de publier le nom et le jugement des objecteurs de conscience condamnés.¹⁵² Il publie également les noms de toutes les personnes ayant participé au jugement. Dans un esprit de solidarité, il publie encore le communiqué du Groupe de refus à la taxe militaire qui se propose de créer une caisse où les objecteurs et les réformés pourraient verser le montant de leur taxe due au DMF, afin de « prouver la bonne volonté de payer une somme équivalente à une société ».¹⁵³ *La Pilule* publie encore différents témoignages et destinées d'objecteurs de conscience suisses et français.¹⁵⁴ Antimilitariste, pacifiste, Praz met toutefois en doute la bonne réussite d'une révolution pacifique face à un système maître des instruments de répression. Il conseille alors aux objecteurs de conscience d'effectuer leur service militaire et de pénétrer ainsi l'armée pour l'affaiblir de l'intérieur. Révolutionnaire, anarchiste, mais jamais Praz n'appellera à la lutte armée.

¹⁵¹ *La Pilule* n°20, 20.07.71.

¹⁵² *La Pilule* n°35, 2.11.71.

¹⁵³ *La Pilule* n°70, 4.7.72

¹⁵⁴ *La Pilule* n°70, 4.7.72 ; n°124, 17.7.73.

6.1.3 Contre les armes suisses

6.1.3.1 L'affaire Bührle

En 1968, le producteur et exportateur d'armes Dieter Bührle est soupçonné d'avoir livré, par commerce triangulaire, des Pilatus à des pays en conflit visés par l'interdiction d'exportation. Sur fond de guerre du Viêt Nam, l'affaire Bührle est alors reprise par les milieux pacifistes qui déposent une initiative exigeant la cessation des livraisons d'armes, sauf aux pays neutres.¹⁵⁵ Le procès Bührle a lieu à la fin de l'année 1970.

6.1.3.2 Praz et les autruches

Pour Praz, les activités criminelles de Dieter Bührle ne sont que la conséquence de la légalité à construire et à exporter des armes en Suisse. Si des embargos ont été mis en place pour interdire l'exportation d'armes vers certains pays, il existe selon lui des procédés simples pour les contourner. Moyens qu'il connaît pour les avoir pratiqués pour exporter des montres vers des pays sujets à embargo économique. Selon lui encore, les autorités suisses ne peuvent ignorer ces faits et pratiquent la politique de l'autruche :

« Le procès Bührle ? Une fumisterie ! Les accusés ne sont pas les vrais accusés et les accusateurs devraient être les accusés. Drôle de procès ! [...] Le fait est que les trafics les plus payants sont parfaitement organisés dans le monde entier : les montres, l'or et produits similaires, la drogue et les armes. Or, cela, le Conseil fédéral le sait parfaitement. Voilà pourquoi j'affirme que l'accusé du Tribunal fédéral de Lausanne devait être le Conseil fédéral *in corpore*. Il n'y a qu'une manière de ne pas livrer d'armes aux pays en guerre : c'est d'abolir l'exportation des armes. » (*La Pilule* n°1, 8.12.70)

« À quoi sert-il d'exporter des armes qui sont destinées à ne pas servir ? » Le culte de sainte Hypocrisie, patronne de l'Helvétie, n'est pas près de toucher à sa fin. Le Conseil Fédéral fait tout ce qu'il faut pour que ce culte se perpétue. On dit même que M. Gnaegi envisagerait de passer commande d'une statue gigantesque de la Sainte, statue que l'on dresserait à l'entrée des usines du Bührle d'Oerlikon, pas si (oerli)kon que ça ! Une réplique de la statue trouverait tout naturellement sa place devant le Palais fédéral. La Sainte sera à califourchon sur un affût de canon, naturellement. Et chaque matin, avant

¹⁵⁵ PELLAUX 2008.

d'entre au Palais fédéral, les Conseillers fédéraux ranimeront la flamme entre les cuisses de la Sainte. Avec une torche, évidemment. Qu'alliez-vous penser là ? » (*La Pilule* n°6, 16.2.71)

Le Conseil fédéral hypocrite, Bührle bouc émissaire... qui d'autre ?

« Il est brûlé, le Bührle. Foutu. Scié. Depuis qu'il a honteusement été condamné à Lausanne, ses anciens copains se détournent de lui. L'U.B.S. (Union de Banque Suisse) l'a exclu de son Conseil d'administration. Et ceci grâce à l'intervention «courageuse» (mais si, mais si : c'est la Tribune de Genève qui nous le dit) d'un jeune député (PICS) genevois, Jean-Pierre Jacquemoud (pas si mou que ça !). Gageons que l'UBS va aussi refuser l'argent de M. Bührle ? Mais où va-t-il donc le planquer, son fric, le pauvre homme, si toutes les banques suisses le refusent ? Où ? Où ? Terre des Hommes a une idée là-dessus... » (*La Pilule* n°10, 13.4.71)

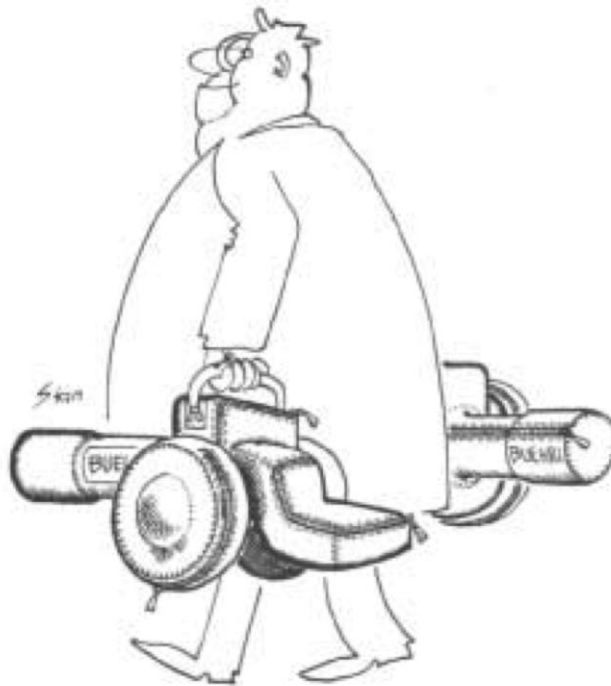


Figure 6: Le dur métier de représentant par Stan, *La Pilule* n°2, 22.12.1970

6.1.3.3 Irresponsabilité collective en démocratie ?

Pour Narcisse Praz, tout semble lié. La vision qu'il existe une minorité dominant une majorité exploitée peut conduire à la vision d'un complot sévissant à l'échelle d'une société. Ce constat de « cohésion d'intérêts » amène Praz sur le principe même de la démocratie parlementaire et de son système électoral :

« Grâce à qui ? Grâce à vous, imbéciles qui élisez des gouvernements. Des gouvernements qui décident que la guerre est un sport comme un autre. N'accusez pas les USA plus qu'un autre pays. Ce n'est pas la peine. Accusez-vous vous-mêmes, vous qui votez pour les salauds qui sont au pouvoir là comme ici, ici comme ailleurs. Le jour où les crapules élues décideront de vous faire pleuvoir de la crotte plein la bouche vous ne l'aurez pas volé. Car enfin, peuples crétins, vous qui vous gargarisez de mots « démocratie, droits populaires, républiques », les USA, les Etats-Unis d'Amérique, qu'est-ce d'autre qu'une république et une démocratie? Et alors ? N'avez vous pas là l'exemple le plus convaincant que la Politique est une autre putain au service du fric ? Eh bien, continuez donc de vivre en république, allez voter et faites-vous tuer sous la pluie aux acides! Et quand vous croisez un anarchiste, faites un signe de la croix : il est dangereux... » (*La Pilule* n°76, 15.8.72)

6.1.4 Le Petit livre vert-de-gris

Le combat antimilitariste de Praz prend une nouvelle forme avec son *Petit livre vert-de-gris (défense si vile)* paru en 1973. Cet ouvrage présente, avec photo à l'appui, les militaires qui forment l'Etat-major de l'armée suisse, ainsi que la situation financière de chacun d'entre eux (revenus annuels, fortune personnelle et avoirs immobiliers). « Non ! L'armée suisse n'est pas une armée de caste ! » s'exclame Praz tout ironique à l'occasion de la sortie de son livre dans *La Pilule*.¹⁵⁶ C'est pourtant l'inverse que semble démontrer Praz en publiant le montant des fortunes, parfois importantes, de certains cadres de l'armée. En dessous de chaque portrait, sous le titre « Ah ! Mourir pour lui ! », il dresse le portrait de jeunes personnes, leur ambition de carrière, leur condition de vie, ainsi que les motivations qui les pousseraient à s'engager dans l'armée. Il met ainsi en opposition la richesse de dirigeants et l'origine modeste des soldats. Pour se procurer les informations concernant la situation financière de chaque membre de l'Etat-major, information normalement soumise à la protection des données, Praz s'adresse à l'agence des renseignements commerciaux au nom de sa société, et demande des renseignements concernant certains clients potentiels. L'agence n'a pas relevé le fait que chacun est haut gradé de l'armée

¹⁵⁶ *La Pilule* n°127, 07.08.1973

suisse.¹⁵⁷ Quant aux photographies, il les trouve dans un numéro de *L'illustré* consacré à l'Etat-major de l'armée suisse.

Le coup est bien mené, et il porte ses fruits, car le succès est au rendez-vous : plus de 10'000 exemplaires ont été écoulés en Suisse romande. Le livre, d'abord tiré à 3'500 exemplaires dans le courant du mois d'août 1973, connaît une deuxième, puis troisième édition au mois d'octobre de la même année déjà. Les relations de Praz dans les milieux contestataires, ainsi que la publicité faite par sa *Pilule*,¹⁵⁸ expliquent en partie ce succès. Mais les militants antimilitaristes ne sont pas les seuls à remarquer la sortie du *Petit livre vert-de-gris* :

« Le valeureux Narcisse dans son préambule et en termes orduriers, exhale sa grogne de raté à l'endroit du régime qui n'a pas su reconnaître ses mérites. Mais dans quel autre régime, cher Narcisse, vous aurait-on communiqué la situation financière des plus hauts chefs de l'armée ? [...] A tout prendre cher Narcisse, ne faut-il pas préférer ce régime, qui laisse ses malades mentaux écrire (et lire avec délectation) des petits livres vert-de-gris, à celui qui enferme dans des asiles psychiatriques de vrais écrivains ? » (*Le Nouvelliste*, 13.9.1973)

Quelques mois plus tard, c'est au tour du Conseiller national James Schwarzenbach de s'exprimer dans un article du *Republikaner* que *La Pilule* reprend :

«... La brochure en question profère à longueur de pages les injures les plus honteuses contre notre armée, nos autorités, notre Défense, nos Institutions, bref contre l'Etat de Droit de la Suisse et de l'ordre social établi et elle est répandue non seulement de la main à la main mais jusque dans le commerce, les librairies! Je le ressens comme un scandale impardonnable ; le fait que nos plus hautes autorités du pays et le procureur de la Confédération n'aient pas encore fait saisir cette brochure, arrêté son auteur ainsi que les forces occultes qui ont financé son entreprise, de même que l'imprimeur et le relieur... » (*La Pilule* n°173, 25.06.1974)

Ces réactions s'expliquent par le fait qu'en plus de discréditer l'armée d'un point de vue moral, Praz la fait passer pour une armée de caste, aux mains non pas de l'Etat, mais des grandes entreprises suisses. Praz publie les chiffres d'affaire et

¹⁵⁷ PRAZ 1984, p.91.

¹⁵⁸ Cf Annexes « Lettre adressée à ses lecteurs », p130.

bénéfices des plus importantes d'entre-elles, ainsi que des tableaux synoptiques représentant leur appartenance et relations avec d'autres entreprises. Il fait de même avec les banques et les assurances.¹⁵⁹ Si ces chiffres et ses tableaux ne démontrent pas les connivences entre l'armée suisse et le monde économique, elles donnent la preuve, selon Praz, que « ce pays n'appartient plus à ceux qui sont appelés à le défendre, mais à ceux qui appellent ! ». ¹⁶⁰ Sa réflexion est la suivante :

« Le sol de ce pays n'appartient plus à des hommes, à des femmes qui en vivent [...] mais à une poignée d'hommes qui ont à leur disposition Presse, Radio, Télévision, Etat de droit, justice, Police et Armée pour la défense de leurs privilèges. [...] Nos braves banquiers participent au financement des constructions immobilières jusqu'à environ 60%, voire parfois jusqu'à concurrence de 80% de l'ouvrage, terrain compris. Moralité : ce pays appartient aux banques et aux Compagnies d'Assurances. »¹⁶¹

Au vu du nombre de propriétés et de l'importance de la fortune d'une vingtaine de banques, assurances et entreprises, Praz conclut que la Suisse n'appartient plus au peuple. Et l'armée, chargée de défendre le pays, défend en fait les intérêts de ces entreprises.

Au travers de son exposé, Praz prêche pour l'insoumission face à l'obligation de servir. Chose qui n'est guère bien vue. Le *Petit livre vert-de-gris* débute par la lettre qu'un objecteur de conscience, Roger Gaillard, adresse au Département militaire fédéral. Il y explique les raisons profondes de son refus de servir, les problèmes de conscience qui l'empêchent de participer à l'armée suisse comme la loi le lui impose. Il fait aussi une référence à la « défense civile », affirmant que c'est en enseignant à son peuple la liberté et l'insubordination que le Département militaire fédéral s'assurera la meilleure défense des libertés des Suisses : « Un homme libre a quelque chose à défendre, quelque chose qui vit en lui. Si c'est vraiment la démocratie que vous voulez défendre, commencez par en créer les conditions ». ¹⁶² Praz termine son ouvrage par un appel à la non-violence en proposant de transformer la Suisse *coffre-fort* en Suisse

¹⁵⁹ Ces tableaux ont été publiés sous le titre *Das unheimliche imperium* dans la revue Focus n°36 et 37 de janvier 1973.

¹⁶⁰ PRAZ 1973, p.108.

¹⁶¹ *Ibid*, pp.108-109.

¹⁶² GAILLARD, Roger, in PRAZ 1973, p.39.

hôpital : « L'on ne cambriolerait pas d'avantage la Suisse, hôpital du monde, qu'on ne cambriola la Suisse coffre-fort de belligérants ! ». ¹⁶³ Il rejoint ainsi le thème de son initiative.

6.1.4.1 Une édition allemande

Au vu du franc succès que connaît le *Petit livre vert-de-gris* en Suisse romande, Narcisse Praz est contacté par un privé pour réaliser une édition en langue allemande. L'ouvrage est donc traduit et publié à 10'000 exemplaires. Mais *Das Zuvielverteidigungsbüchlein* ne connaît pas le succès escompté dans cette partie-ci de la Suisse. La raison doit être cherchée du côté de sa diffusion et distribution. Il est impossible de vendre un livre sans en faire la publicité. En Suisse romande, Praz a un réseau à travers duquel il peut vendre son livre, ainsi qu'un journal pour en faire la publicité. Il a envoyé un ouvrage accompagné d'un bulletin de versement à chacun de ses abonnés. ¹⁶⁴ En Suisse allemande, cette diffusion n'est pas possible.



Figure 7: Publicité pour *Le petit livre vert-de-gris*, *La Pilule* n°153, 5.2.1973

¹⁶³ PRAZ 1973, p.217.

¹⁶⁴ Cf. Annexe 8.3.1, p143.

Reste alors à Praz de se faire connaître au travers de la publicité. Et c'est là que le bât blesse. Selon ce dernier, tous les grands journaux de Suisse alémanique auraient refusés de publier ses encadrés publicitaires.¹⁶⁵ Dans le cas où cette affirmation se révélerait vraie, qui pouvait ordonner un tel boycott ? La réponse se trouve-t-elle dans les fiches de la police fédérale ? A Berne, on prend très au sérieux la menace que représente le livre de Praz. Il est scrupuleusement analysé, des résumés sont établis et adressés aux supérieurs hiérarchiques.¹⁶⁶ Le dossier est transmis au chef de la police fédérale par le colonel brigadier Franchini, alors chef d'Etat major.¹⁶⁷ En novembre 1973, des agents rapportent l'information sur une prochaine traduction du *Petit Livre Vert-de-gris* en langue allemande. Le chiffre de 100'000 exemplaires est avancé.¹⁶⁸ Les directions des organes de presse de Suisse allemande ont-elles alors reçu une consigne leur interdisant toute publicité pour l'ouvrage de Praz ? Rien ne nous permet d'affirmer qu'un tel ordre ait été donné. Cependant, au travers d'un exemple concret datant de la même époque, nous pourrions constater que les patrons d'organes de presse ont censuré certains de leurs journalistes, et qu'ils ont espionné certains d'entre eux pour le compte de la police fédérale.¹⁶⁹

¹⁶⁵ *La Pilule* n°166, 7 mai 1974 ; *La Pilule* n°179, 20.08.1974. Selon Praz, ce refus s'étend à l'ensemble de la presse suisse. Pas un journal à grand tirage n'acceptera de publier la publicité commandée par Praz. (*La Pilule* n°181, 3.09.1974).

¹⁶⁶ E 4320 (C), 1995/390, Bd.68, dossier (0) 210.2.

¹⁶⁷ Cf. Annexe « Rapport fait par la police fédérale », p130.

¹⁶⁸ *Idem*

¹⁶⁹ « Guerre froide à la TSR », Documentaire de Eric Burnand et Frédéric Zimmermann, produit par la TSR, 2009.

6.2 La liberté de presse : une liberté limitée ?

6.2.1 Les censures

S'il est généralement admis que les Etats totalitaires se distinguent des Etats démocratiques par l'action de contrôle menée par les gouvernements sur l'information, la présence d'une censure dans les Etats démocratiques n'est pas à exclure. Les gouvernements des Etats libéraux se réservent le droit de censurer les médias dans des circonstances exceptionnelles. Cela a été le cas en Suisse lors de la seconde guerre mondiale.¹⁷⁰ Des censures économiques ne sont pas à exclure également. Dans une double page intitulée *l'objectivité de la presse*, s'appuyant sur son expérience récente de publicité pour son livre, Praz explique comment selon-lui la presse désinforme en taisant certaines informations :

« La Constitution fédérale garantit la Liberté de Presse. Autrement dit la liberté pour tout un chacun d'exprimer son opinion par la presse. Moi, je vous pose une question: à quoi cela sert-il? A quoi? Puisque cette Presse Putain est parvenue à faire crever tout, absolument tout ce qui n'est pas dans la ligne Fric-Etat de droit? A quoi? A rien: il leur suffit, ayant obtenu le monopole de la Déformation par l'Information, de se taire, de refuser des articles, de refuser de parler d'un livre, même à travers une publicité payante, pour tenir ce peuple dans la léthargie imbécile! Il leur suffit d'étouffer ce qui les gêne et le tour est joué. » (*La Pilule* n°181, 3.09.1974).

Une autre censure est encore possible. Elle relève du code pénal : la pornographie, la diffamation ou la violence extrême peuvent être interdites dans le cadre de la loi, sous certaines conditions.¹⁷¹ Cette censure est alors l'affaire des cantons, et chacun pose les limites qui lui conviennent. Praz se moque à plusieurs reprises de la censure exercée par le canton du Valais, comme dans l'exemple qui suit : il réagit à la perquisition du juge Louis de Riedmatten chez un libraire :

« Le Nouvelliste et Feuille d'Avis du Va(lais)tican apporte une précision qui a son importance à propos de la rafle de Monsieur le juge Louis de Riedmatten (on n'a jamais

¹⁷⁰ KREIS, Georg, « Censure », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), url: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F24656-1-2.php>, version du 10.10.2006.

¹⁷¹ KREIS, Georg, *Op.cit.*

trop d'égards pour un Monsieur de cette trempe-là : d'un tour de main il vous séquestre tout ce qui lui tombe sous la main). Cette précision, la voici, selon le Nouvelliste, etc. N° 238 : « A la suite d'une dénonciation du Département de justice et police, des revues douteuses et un exemplaire de « Sexus » ont été saisis.» Ainsi donc, en Valais il s'est trouvé un libraire pour oser commander un exemplaire de Sexus dans l'espoir de trouver un lecteur pour cet ouvrage. Et il a suffi d'un juge particulièrement doué pour sauver de ce péché mortel un Valaisan qui aurait pu être saisi d'une tentation (où voulez-vous que l'on ait ses tantes sinon à Sion, quand on est Valaisan ?). Heureusement que vous étiez là, Monsieur le juge Louis de Riedmatten. Sans vous, une âme serait sans doute aujourd'hui au bord de l'abîme. Ou peut-être au fond. » (*La Pilule* n°1, 8.12.70).

Plusieurs périodiques ont, dans les années 70, subi cette forme de censure morale qui souvent en cache une autre, politique cette fois-ci. En 1973, à Genève, un journal d'apprentis appelé *Le Pied* est saisi et ses locaux perquisitionnés pour pornographie.¹⁷² Le dessinateur du journal satirique genevois *L'œuf*, Eric Jeanmonod, est emprisonné pour pornographie durant trois nuits.¹⁷³ Derrière ces mesures morales peuvent se cacher des mesures sécuritaires. Le journal antimilitariste *Offensiv* est saisi parce qu'il était distribué dans les casernes militaires. Le domicile de son rédacteur en chef sera perquisitionné.¹⁷⁴ *La Pilule* publie l'information de ces actes de censure.

6.2.2 Un exemple de censure : l'affaire TVR

L'exemple le plus frappant de cette censure exercée par l'Etat est celui qui ébranle l'institution publique de la Télévision Romande (TVR). Cette affaire illustre parfaitement le contrôle que peut avoir la Confédération suisse dans la vie privée des entreprises et des citoyens suisses. Le documentaire d'Eric Burnand et de Frédéric Zimmermann *Guerre froide à la TSR* montre qu'un contrôle interne de l'information a lieu alors au sein de la TVR. Il est aujourd'hui prouvé que plusieurs reportages qui

¹⁷² *La Pilule* n°107, 20.3.1973.

¹⁷³ *La Pilule* n°68, 20.06.1972.

¹⁷⁴ *La Pilule* n°73, 25.7.1972.

parlent de l'armée suisse par exemple ont totalement disparu des archives de la TSR.¹⁷⁵

L'affaire débute lorsque la direction de la TVR décide d'interrompre l'émission de Nathalie Nat, *Canal 18/25*. Cette émission s'adresse avant tout au jeune public. Le ton est décontracté et, dans de brefs sujets, on aborde des sujets de sociétés comme le mariage, l'amour, la famille... Sans les décrier et avec un brin de satire, différentes personnes au point de vue divergent sont amenés à témoigner. On se moque gentiment des valeurs d'une société que l'on présente comme dépassées. Suite à cet acte de censure des instances de la TVR, divers mouvements d'opposition voient alors jour au sein de la TVR. Des tracts anonymes sont distribués aux collaborateurs, on organise une grève. Les dissidents iront même jusqu'à pirater l'antenne de retransmission de la TVR, interrompant ainsi les programmes. Soucieuse du malaise qui gangrène l'ambiance de travail, la direction demande à un collaborateur de confiance d'effectuer une enquête. Ce dernier s'y prête avec soin. Mais le résultat s'avère plutôt gênant pour la direction. *Les temps difficiles*, nom du rapport en question, dénonce les actes de surveillance exercés par la direction, la discrimination qui s'ensuit envers certaines personnes et la mauvaise ambiance qui règne dans la tour de la TVR à cause de ce climat de suspicion. La direction décide de garder secret ce rapport compromettant. Du côté des employés, on décide d'agir, et le *Groupe Action TVR* s'empare dudit rapport et le met en circulation.

Débordée, inquiète, la direction décide de demander le soutien de la police genevoise, dirigée alors par Henri Schmitt, pour découvrir les membres du *Groupe Action TVR*. Grâce aux filatures et aux surveillances téléphoniques, six noms peuvent ainsi être livrés. Ces personnes sont toutes licenciées avec effet immédiat, sans qu'aucune preuve ne soit présentée. Cinq d'entre elles font recours en diffamation devant les instances genevoises. Mais l'affaire n'est pas gagnée, car Schmitt refuse de témoigner : la preuve de culpabilité de ces employés est donc effacée. Ce sont les hautes instances fédérales qui vont sauver les patrons de la TVR. Le Conseiller fédéral Nello Celio, chef du Département militaire, charge le jeune Conseiller fédéral Kurt

¹⁷⁵ Tous les renseignements au sujet de la crise de la TVR sont tirés du documentaire d'Eric Burnand et Frédéric Zimmermann « Guerre froide à la TSR », produit par la TSR, 2009.

Furgler de créer une preuve officielle lors d'une prise de parole ordinaire en énonçant le nom des six journalistes renvoyés de la TVR.

Les fiches de la TSR, dernièrement mises à jour, révèlent qu'un supérieur de la TVR avait remis une liste de 460 employés *suspects* au chef de la police fédérale, André Amstein, ceci pendant plusieurs années. Ces fiches décrivent, entre autre, la vie privée des employés, leur orientation sexuelle, ainsi que certaines de leurs mœurs jugées immorales.¹⁷⁶

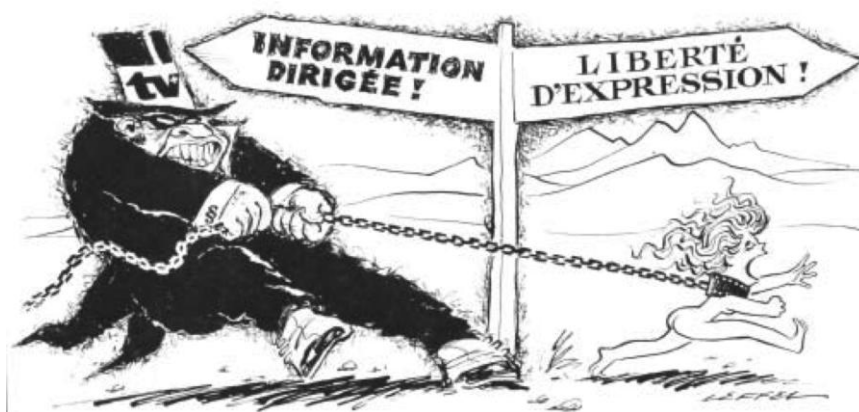


Figure 8: 9 février 1972: les télévidés accusent... par Jean Leffel, *La Pilule*, n°49, 8.12.1972.

En 1971, Praz utilise des informations internes à la TVR pour évoquer les causes du malaise qui règne dans ses bureaux, et dénoncer les agissements de la direction.¹⁷⁷ *La Pilule* évoque la grève des employés de la TVR qui eu lieu le 6 octobre 1971 et les licenciements qui en découlent. Praz dénonce les conditions de ces licenciements, et surtout l'absence totale de preuves les justifiant.¹⁷⁸ Il annonce la tenue du procès qu'intentent les licenciés de la TVR à leur ex-employeur, et appelle ses lecteurs à venir y participer.¹⁷⁹ Lui-même y assiste. Il relate les deux audiences du Tribunal dans les lignes de son journal.

« Maintenant on se permet de poser une « petite question » à qui voudra l'entendre:
«Peuple suisse, ne trouves-tu pas bizarre, voire inquiétant, que le Conseil fédéral, la plus haute autorité du pays, publie fort « opportunément » à la veille d'un procès important

¹⁷⁶ *Guerre froide à la TSR, op. cit.*

¹⁷⁷ *La Pilule* n°23, 10.08.71.

¹⁷⁸ *La Pilule* n°38, 23.11.71.

¹⁷⁹ *La Pilule* n°46, 18.01.1972.

(il y va de la liberté d'expression à la Télévision!) un communiqué fracassant disant que la police genevoise possède sinon la preuve du moins la certitude que les cinq plaignants ont participé à la rédaction et à la distribution des tracts anonymes du groupe TVR? Peuple suisse ne trouves-tu pas inquiétant que la plus haute autorité exerce ainsi une pression évidente sur la justice?" [...] Peuple suisse, voilà où tu en es. Cela s'appelle comment, cette situation ? Pré-fascisme ? Non. Cela s'appelle le fascisme. Dans toute sa beauté. Ta police, peuple suisse, est une police fasciste. Ton Conseil fédéral qui publie les conclusions de cette police-là est fasciste.» (*La Pilule* n°54, 14.03.72)

La Pilule connaît également la surveillance de l'Etat suisse. Elle n'a jamais été censurée, mais a subi plusieurs manœuvres qui peuvent être interprétées comme des mesures destinées à la faire taire. La plus fameuse d'entre elles, est celle qui aboutira à la confrontation, dans un même tribunal genevois, entre Narcisse Praz et la Confédération suisse.

6.3 L'affaire du Shah d'Iran

Cette affaire fait beaucoup de bruit en Suisse. Mal inspiré ou mal conseillé, le Conseil fédéral va donner suite aux plaintes prononcées par son allié économique iranien contre les accusations avancées par Praz dans son journal. Il se retrouve donc à devoir instruire un procès contre de ses ressortissants pour insulte à chef d'Etat étranger. S'agit-il là d'une décision tactique destinée à faire un exemple ? Si tel est le cas, ce procédé se solde par un cuisant échec qui provoque l'exact effet contraire : scandales dans la presse au niveau national, éclairage sur les relations helvético perses, tribune pour *La Pilule* et ses camarades de la LMR, de la ligue des Droits de l'Homme et des opposants au régime impérial iranien.

Tout débute par une accusation portée par Praz envers le Shah d'Iran :

“Cet homme, le Shah d'Iran, dont la vie privée fait les beaux jours de la Presse du Cœur, est soixante fois assassin! Lisez cette information et jugez-en vous-mêmes: Cinq exécutions capitales en Iran...

“Téhéran (Reuter). — Cinq personnes accusées de trafic de drogues ont été condamnées à mort et exécutées hier en Iran. Depuis la mise en vigueur de la loi anti-drogue en décembre dernier, 60 exécutions capitales ont eu lieu dans le pays.”

La lutte contre la drogue, à la rigueur, on veut bien. Mais la peine de mort pour les trafiquants, là, votre Shaterie, permettez! Il y a comme qui dirait de l'abus. Vous nous faites singulièrement penser à ces justiciers de la guerre 14- 18 qui faisaient exécuter les tire-au-flanc pour l'exemple. Et si les trafiquants s'organisaient en justiciers et vous faisaient exécuter pour l'exemple? Pour qu'on sache que le fait de colporter de la drogue n'est pas un crime tel qu'il mérite la peine de mort? Vous feriez un beau mort pour l'exemple. C'est tout le bien que nous vous souhaitons. Quant à votre Farah Diba, complice de vos hauts faits, que rien ne l'empêche de venir faire ses ronds de jambe devant les grands couturiers parisiens, pour la plus grande joie de «France-Dimanche» et d' « Ici-Paris » : elle est une grande dame, la très digne épouse du plus charmeur des assassins. Au fait, assiste-t-elle aux exécutions? Et vous? Et ça vous plaît?” (*La Pilule* n°4, 19.1.1971)

Piquée au vif, l'Ambassade impériale d'Iran relève le coup et demande au Conseil fédéral, dans une lettre datée du 10 février 1971, de poursuivre l'auteur de l'article

incriminé.¹⁸⁰ Est invoqué alors l'article 296 du Code pénal suisse, donnant la possibilité à un chef d'Etat étranger de poursuivre un ressortissant suisse si ce dernier l'a insulté ou outragé.¹⁸¹ Le Code pénal suisse prévoit que l'infraction pour outrage à Chef d'Etat étranger ne peut être poursuivie que sur décision du Conseil fédéral.¹⁸² Le dossier échoue donc sur les bureaux du Département fédéral de Justice et Police, présidé alors par le conseiller fédéral Von Moos. Dans le courant mars, l'affaire sera soumise au Conseil fédéral et, le 31 mars 71, ce dernier autorise la poursuite de l'auteur de l'article incriminé selon les articles 296 et 302 du Code pénal suisse.

Pour éclairer peut-être le comportement de la Confédération, il est utile de préciser que l'Iran est alors un des principaux partenaires commerciaux de la Suisse au Moyen-Orient. L'Iran importe des produits suisses, dont des armes. Entre 1970 et 1975, les exportations vers l'Iran ont triplé.¹⁸³

6.3.1 La presse s'empare de l'affaire

Le premier avril 1971, trois journaux suisses publient le communiqué de presse de l'ATS : *Der Bund*, *AZ-Basel*, et *La Feuille d'Avis de Lausanne*. Les deux premiers n'accordent qu'un petit encadré à l'affaire. *La Feuille d'Avis de Lausanne* consacre, sous la plume de Jacques Pilet et Georges Plomb, un article en une demi-page dans laquelle ils donnent la parole à Narcisse Praz, aux représentants de l'Ambassade d'Iran et à la Confédération. Ils terminent par une réflexion sur la liberté d'expression :

« Au-delà du problème de fond, la question de principe demeure. Jusqu'où peuvent aller les critiques à l'endroit d'un Etat étranger ? L'issue judiciaire de l'affaire sera d'un grand intérêt : elle nous renseignera sur les limites de notre liberté d'expression. [...] Mais il est pour le moins saugrenu que ce débat s'ouvre à propos d'une feuille aussi peu consistante que celle de M.Praz qui attend de pied ferme, prêt à clamer ses convictions

¹⁸⁰ E 4320 (C), 1995/390, Bd.52, Dossier (0.265) 205.0/192.

¹⁸¹ Art. 296 : « Celui qui, publiquement, aura outragé un Etat étranger dans la personne de son chef, dans son gouvernement ou dans la personne d'un de ses agents diplomatiques [...], sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende. »

¹⁸² Art. 302 : « [...] Le Conseil fédéral n'ordonnera la poursuite que si la demande en est faite par le gouvernement de l'Etat étranger dans le cas prévu à l'article 296... »

¹⁸³ Voir à ce sujet le dossier des archives de la TSR sur la révolution iranienne <http://archives.tsr.ch/dossier-khomeiny> (décembre 2010).

devant l'auditoire inespéré ainsi offert par cette mesure officielle » (*Feuille d'Avis de Lausanne* n°74, 1.4.71)

L'affaire refait son apparition dans les pages de la presse helvétique lors d'un deuxième communiqué de l'ATS, annonçant l'établissement de l'inculpation de Praz, le 5 mai 1971. C'est le juge d'instruction du canton de Genève, Monsieur Roger Dussaix, qui est chargé de l'affaire. Il rencontre Praz une première fois afin de définir s'il est l'auteur de l'article incriminé. M. Dussaix lui demande alors de se rétracter publiquement, chose que Praz refuse. Dussaix renvoie donc le dossier à Berne au Ministère public fédéral, afin d'établir son inculpation. Ce transfert implique un communiqué de presse via l'ATS, le 5 mai 1971. En date du jour suivant, *La Feuille d'Avis de Lausanne*, *l'Express* de Neuchâtel et la *Basler Nachrichten* relatent le développement de l'affaire. Le 12 mai, Marcel Schwander, du *Tages Anzeiger*, présente à ses lecteurs toute l'affaire et se questionne si le Conseil fédéral veut par cette action donner un exemple. Il affirme que ce n'est pas la première fois qu'une ambassade porte plainte contre différents articles jugés diffamatoires, mais qu'à chaque fois le Conseil fédéral a jugé bon de ne pas donner suite à la plainte.¹⁸⁴

6.3.2 Réactions dans La Pilule

Apprenant la plainte déposée contre lui, Praz s'empresse de publier deux rapports officiels de l'Organe International de Contrôle des Stupéfiants. Le premier, daté de 1969, dénonce la levée d'interdiction de la culture du pavot prononcée par le gouvernement iranien. Le deuxième, daté de 1970, constate l'augmentation, en Iran, de la surface de culture du pavot de plus de 12'000 hectares. Et Praz annonce ses ambitions en ce procès :

« Merci tout de même. Votre Majesté, de nous permettre de vous traduire devant un Tribunal. Et faites-nous confiance : l'accusé, ce sera vous ! Et nous saurons faire tout ce qu'il faut pour que l'on parle de ce procès et de vous dans le monde entier ! Faites-nous confiance... » (*La Pilule* n°10, 13.4.71)

De même, il provoque le Shah d'Iran et la Confédération au travers d'articles, de dessins ou de poèmes :

¹⁸⁴ *Tages Anzeiger*, 12.5.1971.

« Votre Majesté, ne nous faites plus languir : voici bientôt un mois que, le Conseil fédéral vous ayant autorisé à poursuivre *La Pilule*, nous attendons la lettre recommandée du juge d'instruction du canton de Genève ! Auriez-vous peur, Votre Majesté ? Il convient que vous sachiez ceci, Majesté: désormais le catalogue de vos crimes contre l'humanité va, grâce à nous, mais surtout grâce à la Ligue des Droits de l'Homme que nous avons alerté, être répandu dans le monde entier. » (*La Pilule* n°11, 04.05.71)

Suite à la demande de M.Dussaix de se rétracter, Praz jubile :

« Non, le Shah n'est pas un assassin ! *La Pilule* se rétracte et proclame bien haut : soixante-cinq fois

1. Le shah d'Iran n'est pas un assassin.
2. Le chah d'Iran n'est pas un assassin.
3. Le schah d'Iran n'est pas un assassin.
4. Le chat d'Iran n'est pas un assassin.
5. Le shahmeau d'Iran n'est pas un assassin.
6. Le chat-perché d'Iran n'est pas un assassin.
7. Le shah-huan d'Iran n'est pas un assassin. [...] » (*La Pilule* n°11, 04.05.71)

Praz adresse également différents courriers en recommandé à la police fédérale et à la Confédération.¹⁸⁵ L'un d'entre eux demande des informations concernant la possible implication de la sœur du Shah dans un trafic de drogue démantelé par les services de police suisses dans les années 60. Une autre leur demande d'améliorer leur système d'écoute téléphonique, car elles « perturbent les communications ».

6.3.3 Une deuxième plainte

Suite aux articles que Praz continue de publier dans son journal, l'Ambassade impériale d'Iran décide de mettre la pression sur la Confédération. Elle adresse un second courrier au Département politique fédéral, en date du 10 mai 1971.¹⁸⁶ L'Ambassadeur demande alors de poursuivre l'auteur d'articles parus dans les n°10 et 11 de *La Pilule* pour le même motif que la première fois.¹⁸⁷ L'affaire retourne donc

¹⁸⁵ Cf. « Des affaires de drogue », p90.

¹⁸⁶ Cf Annexes « Une deuxième plainte », p131.

¹⁸⁷ Respectivement datés du 13.04. et 04.05.1971

devant le Conseil fédéral qui, au mois de juillet, statuera une nouvelle fois en faveur de l'Ambassade d'Iran. Le communiqué du Conseil fédéral précise néanmoins :

« Le département politique est invité à informer l'Ambassade d'Iran que, dans l'intérêt d'une liquidation judiciaire rapide de cette affaire et pour éviter tout risque de prescription, il conviendrait qu'elle renonçât provisoirement à présenter de nouvelles demandes de poursuites. »¹⁸⁸

Mais il est trop tard maintenant pour faire marche arrière. *La Liberté*, le *Blick* et la *National-Zeitung*, suite à l'annonce de cette nouvelle décision du Conseil Fédéral le 13 juillet 1971, consacrent chacun un article sur le sujet. Tous s'étonnent de la rigueur de la réaction du Conseil fédéral par rapport à la légèreté des articles de Praz.



Figure 9: La Constitution fédérale (art 55) garantit la liberté de Perse... oh, pardon de Presse! Par Jean Leffel, *La Pilule* n°40.7.12.1971

De leur côté le juge d'instruction Dussaix et le Procureur de la Confédération réfléchissent conjointement aux mesures légales qui pourraient être prises contre *La Pilule*. Il en ressort que rien de définitif ne peut être entrepris. Le procureur demande toutefois au juge Dussaix « de prendre au plus tôt les mesures conservatoires nécessaires pour empêcher M. Praz de continuer ou de répéter ses infractions ».¹⁸⁹ Le

¹⁸⁸ E 4320 (C), 1995/390, Bd.52, Dossier (0.265) 205.0/192.

¹⁸⁹ *Idem*

juge Dussaix auditionnera donc une seconde fois Narcisse Praz le 13 juillet 1971, et lui fera promettre de ne plus parler du Shah jusqu'au jour du procès.

Cette parole donnée au juge Dussaix, Praz ne la respecte que quelques numéros durant. Il usera de divers procédés pour le faire tout de même. Il publie des extraits des mémoires du Shah d'Iran dans un article intitulé « Sans commentaire », ou encore un communiqué de Reuters annonçant les fastes du 2'500^{ème} anniversaire de la monarchie iranienne titré *Bouche cousue*.¹⁹⁰ Il dénonce les agissements de personnes de l'entourage du Shah, comme dans l'article suivant intitulé *La princesse des mille et une drogues*, singeant une interview fictive entre le procureur de la Confédération et *La Pilule* :

« *La Pilule*: En 1961 ou 1962 la princesse Ashraf, sa sœur. Fut arrêtée par la police suisse qui avait trouvé ses valises pleines...» Fin de citation. Qu'avez-vous à répondre à cela, Monsieur le Procureur ?

Le Procureur (rouge de colère) Je vous interdis...

La Pilule : De quoi faire ? De parler de la princesse Ashraf ? Elle n'est pas chef d'Etat ! »
(*La Pilule* n°25, 24.08.71)

6.3.4 Solidarité exemplaire

L'inculpation définitive de Praz tombe le 6 août 1971, et la séance en cours correctionnelle est fixée au 7 décembre de la même année. L'annonce de ce procès va occasionner un grand élan de solidarité qui dépasse les limites des frontières helvétiques. En ces années, le régime iranien est au cœur de nombreuses critiques. Beaucoup de réfugiés ont fui l'Iran pour venir habiter en Europe. Des rapports d'organisations internationales font lieu de tortures sur des prisonniers politiques et d'emprisonnement d'un grand nombre d'entre eux.

La Ligue des droits de l'Homme offre à Praz les services de son avocat, Me Christian Grobet.¹⁹¹ M. Jacques Muhletaler, le président de la Ligue des droits de l'Homme, M. Heldmann, avocat allemand envoyé par Amnesty International en Iran, M. Mignon, avocat français de la Fédération des droits de l'Homme, qui a assisté à

¹⁹⁰ Pour ces deux articles : *La Pilule* n°21, 27.07.71.

¹⁹¹ Cf. Annexes « Feuille d'Avis de Lausanne », p132.

certaines procès à Téhéran, et M. Bahman Nirumand, écrivain iranien exilé à Berlin,¹⁹² ont tous acceptés de venir témoigner au procès. La Ligue Marxiste Révolutionnaire offre également son soutien en organisant un meeting d'information sur la politique iranienne la veille du procès à Genève et en se chargeant d'accueillir et d'accompagner M. Nirumand.¹⁹³ Pour tous ces organismes, ce procès est une tribune inespérée.

La venue en Suisse de l'écrivain iranien fait parler du procès dans la presse helvétique. Il est nécessaire de demander une autorisation pour que la police des étrangers lui accorde un visa d'entrée. M. Nirumand est finalement autorisé à séjourner en territoire helvétique le temps du procès uniquement. Les rapports de police le décrivent comme un *ennemi acharné du régime iranien*.¹⁹⁴ Durant tout son séjour, il sera continuellement suivi par la police. Quatre journaux suisses alémaniques parlent de sa possible prise de parole lors du procès et des problèmes qui entourent sa venue.

Le jour du procès, Praz publie un numéro spécial de *La Pilule*, dans lequel il développe toute sa défense et toutes ses accusations envers le régime iranien.¹⁹⁵ Une page de la Ligue des droits de l'Homme est glissée à l'intérieur. La salle de la cour correctionnelle est remplie de militants venus soutenir Praz. Elle devra être évacuée en cours d'audience suite au déploiement par des membres du public d'une liste des crimes du Shah d'Iran faisant le tour de la salle d'audience.¹⁹⁶ La presse est également présente en nombre.

Le procès démarre à 10h et ne se termine que peu avant minuit. Toute la presse s'accorde à en relever la longueur et les moyens mis en place par la cour pour éviter le problème de fond : est-ce que le fait de parler des agissements criminels d'un

¹⁹² Né à Téhéran, Bahman Nirumand étudie dans les années 50 dans diverses villes d'Allemagne. De retour en Iran, il fondera avec un camarade le *Goruhe Kadreh*, organisation de tendance marxiste-léniniste, affichant comme but l'organisation de la révolution dans les différentes villes iraniennes. En 1965, Nirumand se verra contraint de se réfugier en Allemagne. Il rentrera au pays suite à la révolution de 1979, mais devra s'exiler encore au bout de 3 années. Nirumand est aujourd'hui connu comme écrivain, journaliste et éditeur allemand.

¹⁹³ Ce dernier ayant fondé une organisation marxiste léniniste en Iran, c'est sans doute la LMR qui organisa sa venue pour le procès.

¹⁹⁴ E 4320 (C), 1995/390, Bd.52, Dossier (0.265) 205.0/192.

¹⁹⁵ *La Pilule* n°40, 7.12.1971.

¹⁹⁶ Témoignage oral

Etat étranger dans la presse suisse, agissements prouvés par de nombreux rapports reconnus, constitue une offense ? Le Jury, composé uniquement de femmes – fait contraire au principe de représentation, a finalement mis un terme à l'affaire en reconnaissant Praz coupable avec circonstances atténuantes (mobile honorable). Il est condamné à une amende de 500CHF et aux frais de justice.¹⁹⁷



Figure 10: *Il faut raison d'état garder*. Par Jean Leffel, *La Pilule* n°41, 14.12.1971

6.3.5 Un fort écho dans la presse

Jean-Bernard Desfayes de *La Feuille d'Avis de Lausanne* relate tout le déroulement du procès,¹⁹⁸ tout comme le journal *La Suisse*,¹⁹⁹ mais sans émettre d'opinion ni prendre parti. *La Tribune de Genève* décrit également le procès, mais accompagne l'article d'un commentaire consensuel, condamnant la forme, tout en annonçant son accord avec le fond : « M. P. aurait été bien inspiré de donner à ce qu'il a écrit une forme moins violente ; cela l'aurait rendu inattaquable ».²⁰⁰ Le *Journal de Genève*, par la plume de Claude Maigre, critique la stérilité du procès. Il parle de *malaise, maladresse et lourdeur*:

« On peut estimer qu'ou bien *La Pilule* avait raison, et elle devait être jugée sur le fond, ou elle avait tort, et elle devait faire l'objet d'une condamnation non de principe mais

¹⁹⁷ *Tribune de Genève* n°286, 8.12.1971.

¹⁹⁸ *Feuille d'Avis de Lausanne*, n°286, 8.12.1971.

¹⁹⁹ *La Suisse*, 8.12.1971.

²⁰⁰ *Journal de Genève*, n°287, 9.12.1971.

motivée. [...] Non seulement la vérité n'était pas à l'affiche mais encore on ne savait trop à qui son absence nuisait le plus. »²⁰¹

La presse suisse alémanique est quelque peu plus engagée dans ses commentaires. Gaby Pfau, de la *National Zeitung*, explique pourquoi selon elle l'on ne peut pas traiter le Shah d'Iran d'assassin. Le fait que l'Iran soit le plus grand acheteur d'armes de la Suisse, avec 40 millions de francs suisses d'achats, et son troisième meilleur partenaire économique en Asie, joue un rôle important dans la démarche du Conseil fédéral et celui du Tribunal correctionnel genevois.²⁰² Elsy Strebel, dans *AZ-Basel* parle d'un « gefährlicher Präzedenzfall ». ²⁰³ Urs P. Gasche publie une interview de Praz et de Nirumand sous le titre « Was ist denn das für eine Neutralität ? ». ²⁰⁴ Il publiera, quelques jours plus tard, un dossier sur la culture d'opium en Iran et le rôle joué par le gouvernement iranien.

6.3.6 Une affaire à rebondissements

Praz va profiter de l'effet du procès pour poursuivre sa provocation et faire durer son heure de gloire. Il réagit tout d'abord en expliquant le déroulement du procès. Il se rit de l'absurdité de sa condamnation à 500CHF d'amende. Il publie également des extraits de presse qui relatent le procès.²⁰⁵ Il lance ensuite l'idée d'un tribunal populaire. *La Pilule* publie alors une liste de chefs d'Etats, et les raisons pour lesquels ils peuvent être considérés comme assassin. Tout un chacun peut signer cette liste et ainsi prendre part ce tribunal populaire. L'idée est aussi de défier la Confédération d'inculper tous les signataires de cette déclaration.²⁰⁶ Plusieurs listes, contenant chacune nom, adresse et signature de chaque signataire, sont publiées dans *La Pilule*.²⁰⁷

Avec un collectif grison nommé *Viva-Kollektiv*, Praz commande un tout-ménage contenant le numéro *spécial procès* de *La Pilule* et un exemplaire de *l'Iran Free*

²⁰¹ *Idem*

²⁰² *National Zeitung* n°569, 9.12.1971.

²⁰³ *AZ-Basel* n°288, 9.12.1971.

²⁰⁴ *Idem*

²⁰⁵ Respectivement *La Pilule* n°41 et 42.

²⁰⁶ *La Pilule* n°43, 28.12.71.

²⁰⁷ *La Pilule* n°66, 6.06.72.

*Press.*²⁰⁸ Mais les services des PTT repèrent l'envoi et en informent Berne. Il est bloqué. A l'instar de l'affaire de la TVR,²⁰⁹ nous pouvons encore constater l'utilisation par le Conseil fédéral des services publics en matière de censure. Deux semaines plus tard, la police grisonne est alertée à cause de la présence dans les boîtes aux lettres de St-Moritz d'exemplaires des mêmes journaux, ainsi que de différents autres textes. Les messages adressés à la population ont pour but de faire connaître le véritable visage de leur hôte, le Shah d'Iran. La police grisonne interpelle différents membres grisons du *Viva-Kollektiv*.²¹⁰

Trois mois après le procès, les 13 et 14 juin 1972, le Shah d'Iran est invité par le Bureau International du Travail. Il va donc fouler le sol genevois. Une grande manifestation y est alors organisée. *La Pilule* en fait la publicité, sans toutefois en faire ses gros titres, ni appeler au rassemblement général. Aucune trace ne laisse supposer que Praz soit l'instigateur de cette manifestation. Dans les lignes de son journal, il appelle simplement ses lecteurs à se promener dans la rue avec une pancarte brandissant l'un des slogans suivant :²¹¹

« Je fais exécuter en moyenne quinze personnes par mois... »

« Mon peuple m'aime : je porte un gilet anti balles... »

« Percez, Police... »

« L'ouvrier iranien gagne 80 ct. par jour »

« Perse et Police... Perce et Police... »

« Je suis le soleil des bons Aryens... »

« Je suis le premier client de la Suisse pour les armes... »

« Les armes suisses tuent bien les communistes iraniens... »

« 90 millions d'échanges culturels entre Bührle et l'Iran... » (*La Pilule* n°66, 6.06.1972)

²⁰⁸ *L'Iran Free Press* est un journal opposé au régime iranien édité au USA.

²⁰⁹ Cf « Un exemple de censure : l'affaire TVR » p86.

²¹⁰ E 4320 (C), 1995/390, Bd.52, Dossier (0.265) 205.0/192 ; *La Pilule* n°51, 22.2.1972.

²¹¹ La manifestation n'est pas autorisée par les services de police genevois.

La manifestation a lieu, mais Narcisse Praz ne peut pas y participer, car il est retenu au poste de police par mesure préventive durant toute la journée de la manifestation.²¹² Plus qu'une garde à vue, Narcisse Praz décrit dans sa *Pilule* la lenteur d'un interrogatoire qui l'a retenu le temps nécessaire au commissariat.²¹³ De telles mesures sont évidemment contraires au droit suisse et montre le pouvoir qu'avait alors le policiers.

Praz n'ayant pu participer à la manifestation, les détails la concernant sont rares et menus dans *La Pilule*. Il se base sur les témoignages de différents camarades, et dénonce les scènes de violence qui y ont eu lieu.²¹⁴ Nous trouvons trace de la manifestation dans diverses éditions du *Journal de Genève*. Tout d'abord, le mardi 13, nous apprenons par Leyvrat, chef de la police que « des mesures considérables et sans précédent avaient été prises ».²¹⁵ La totalité des forces de police genevoises sont mobilisées à cet effet, auxquelles s'ajoutent des renforts de policiers confédérés, en uniforme et en civil.²¹⁶ Leyvrat précise que « la police sera à même de faire face à toutes les éventualités ».²¹⁷ Les informations concernant la manifestation reparaissent dans les lignes du journal genevois le lundi 19 juin. Nous apprenons alors qu'un député du Parti du Travail, Armand Magnin, interpelle devant le Grand conseil le chef du Département de justice et police genevois, Henry Schmitt, au sujet des débordements intervenus lors de la récente venue du Shah d'Iran à Genève.²¹⁸ M. Magnin regrette que la manifestation n'ait pas été autorisée par le Conseil d'Etat, et déplore que « par son intervention, la police n'ait pas maintenu l'ordre, mais créa le désordre ».²¹⁹ « L'exhibition faites par les forces de police a été déplorable »²²⁰ déclare-t-il encore. Magnin parle encore de « mesures disproportionnées » et « brutalités inutiles commises par certains policiers ».²²¹ Henry Schmitt déclare couvrir l'ensemble des actes des policiers, et qu'une enquête a été ouverte qui sera

²¹² *La Pilule* n°67, 13.06.1972.

²¹³ *Idem*

²¹⁴ *La Pilule* n°70, 4.07.1972.

²¹⁵ *La Journal de Genève*, 13.6.1972, p.9.

²¹⁶ *Idem*

²¹⁷ *Idem*

²¹⁸ *Le Journal de Genève*, 19.2.1972, p.9.

²¹⁹ *Idem*

²²⁰ *Idem*

²²¹ *Idem*

chargée de découvrir si des inégalités ont été commises par certains policiers.²²² Schmitt se prononce encore sur l'augmentation des manifestations en ville de Genève, et les intentions de leurs organisateurs :

« Depuis une année et demi, les manifestations sur la voie publique se sont multipliées à propos de tout et de rien. Chaque fois il s'agit de quelques centaines d'énergumènes que l'on retrouve dans toutes les manifestations et qui sont organisés en commandos. [...] Ceux qui avaient décidé la mise sur pied de cette manifestation étaient animés de la ferme volonté de fomenter des troubles. Ce n'est pas la police qui a déclenché les bagarres, mais les manifestants eux-mêmes. On ne pouvait se laisser déborder. [...] Certains journalistes, en très petit nombre d'ailleurs, confondent leur rôle d'informateurs avec celui de manifestants. [...] Le Conseil d'Etat ne déviara pas de sa volonté de rester ferme en toute circonstance. Il ne laissera pas la voyouterie s'installer en permanence dans la rue. »²²³



Figure 11: Violences entre manifestants et policiers par Delay, *La Pilule* n°72, 18.7.1972

6.3.6.1 Des affaires de drogue

Deux affaires de drogue entachent les relations entre le Shah d'Iran et la Suisse. La première date du début des années soixante. La sœur du Shah, la princesse Ashraf, est arrêtée par les douaniers suisses. L'on trouve dans ses valises des quantités importantes d'héroïne. La princesse déclare que la valise ne lui appartient pas. La Confédération suisse tait l'histoire. Praz écrit, avril 1971, une lettre au bureau central de police à Berne, leur demandant des éclaircissements à ce sujet.²²⁴

²²² *Le Journal de Genève*, 19.2.1972, p.9.

²²³ *Idem*

²²⁴ Cf. Annexes « La Princesse Ashraf », p133.

En 1972, quelques mois après le procès de Narcisse Praz, un ressortissant iranien, Hassan Goreschi, se fait arrêté avec de l'héroïne. Il implique dans sa déposition le chef du cabinet royal du Shah. Cette fois-ci, la Confédération n'arrive pas à stopper l'information et la presse s'empare de l'affaire. Cette affaire va être bien sûr utilisée par Narcisse Praz. Au nom des nouveaux événements, il demande la révision de son procès. Il le dit dans son journal,²²⁵ mais écrit également au Ministère public fédéral à Berne, deux lettres dans lesquelles il demande la révision de son procès.²²⁶ Demande refusée.

6.3.7 Portée du procès

Plusieurs observations peuvent être faites suite à cette affaire. Tout d'abord, cette affaire met en relief le sérieux avec lequel les autorités prennent les provocations de Narcisse Praz. Remis dans son contexte, nous pouvons également mettre en évidence la volonté autoritaire dont fait preuve la Suisse alors. La défense de ses intérêts économiques – l'Iran est un partenaire important et visiblement influent, est une cause de cette volonté, les craintes à l'encontre de l'idéologie communiste en est une autre. Il est possible d'y lire également une stratégie de la part de la Confédération : a-t-elle vu au travers de ce procès la possibilité de jouer un coup double ? Satisfaire son partenaire économique, consolider ses relations avec lui, tout en faisant preuve de son autorité face à une jeunesse qui a pris l'habitude de s'initier un peu trop dans la marche des affaires publiques. Quoiqu'il en soit, les autorités suisses font preuve ici d'une maladresse étonnante, ainsi que d'un certain manque de clairvoyance.

²²⁵ *La Pilule* n°53, 7.3.1972.

²²⁶ Cf Annexes « Hassan Goreschi », p137

6.4 Une période de maturité

La visibilité acquise au niveau de la Suisse romande favorise le développement de *La Pilule* et en fait en quelque sorte le journal de la contestation. Praz ne fait cependant aucune démarche allant dans ce sens. Au contraire, il tient plus que tout à préserver l'indépendance qui est la sienne, et craint de voir son journal passer en des mains mal intentionnées. Il resserre les liens avec ses partisans, radicalise son discours, et essaye de mobiliser ses lecteurs dans des actions anarchistes. Cette tendance va se traduire par une baisse de la popularité de son journal et donc de son nombre d'abonnés.²²⁷ Nombreux sont les lecteurs qui ne se reconnaissent plus dans les idées anarchistes de Praz.

6.4.1 La révolution, une envie commune

Les forces contestataires présentes à Genève et en Suisse romande en ce début des années soixante-dix s'accordent sur le besoin de changer la société. Mais toutes ne sont pas politisées, ni même révolutionnaires. Une réelle solidarité semble les animer cependant. La principale force politique et révolutionnaire présente en Suisse romande est la Ligue Marxiste Révolutionnaire. Tout comme celle de Praz, la vision marxiste a pour but de lutter contre l'exploitation du peuple, et de lutter contre le pouvoir du capital. Au début de *La Pilule*, les différents acteurs de la contestation s'accordent assez volontiers avec l'action antimilitariste de Praz, ou avec le pied de nez qu'il fait au Shah d'Iran et à la Confédération suisse. Mais les choses vont se compliquer, car Narcisse Praz va entrer en quelque sorte sur le terrain politique, et se mettre à critiquer les actions des autres et les vues politiques dont ils se réclament. Il va également progressivement refuser la collaboration et se figer dans un discours.

Ces dissensions qui divisent Praz et la LMR sont les mêmes que celles qui scindèrent jadis la 1^{ère} Internationale en deux clans : les communistes, disciples de Marx, et ceux de Bakounine, se définissant par le terme *collectivistes*. Bakounine et ses camarades sont contre l'Etat sous quelque forme que ce soit. La révolution qui doit

²²⁷ A partir de la moitié de l'année 1973, ce chiffre sera inférieur à celui de ses débuts, c'est à dire environ de 1'500 abonnés, alors qu'il a atteint le chiffre de 5'500 abonnés en début de l'année 1973. Cf Annexe « Courbe des abonnements », p141.

permettre son abolition ne doit être dirigée par aucun organisme extérieur aux révolutionnaires. L'organisation bakouninienne, même si elle est secrète, se donne uniquement le droit de soutenir la révolte, de l'encourager, en favorisant l'auto organisation à la base.



— Dieu ... euh, je voulais dire: Karl Marx, dans le chapitre dix-huit, verset sept du "Capital" a dit: ...

Figure 12: Une division fondamentale, *La Pilule* n°184, 23.9.1974

Au contraire, les marxistes préconisent l'intervention d'une avant-garde devant guider la masse populaire sur le chemin de la révolution, dans le but d'installer un nouvel Etat. C'est cette vieille divergence qui va engendrer la rupture avec ses camarades communistes de la LMR : « Allez, salut camarade : nous aussi nous voulons une société socialiste. Mais nous la voulons libertaire ».²²⁸ Plus encore que de simples divisions idéologiques, se sont des craintes profondes qui refont surface, preuve du sérieux de Praz dans son entreprise révolutionnaire :

“Une doctrine. Et chacun sait jusqu'où on va au nom d'une doctrine... Au nom d'une doctrine on va jusqu'à l'Inquisition quand on s'appelle Eglise, jusqu'à Dachau - Buchenwald - Auschwitz quand on s'appelle nazisme, jusqu'à Kronstadt quand on s'appelle Communisme Autoritaire.” (*La Pilule* n°184, 25.09.1974)

Bien que Praz se défende de suivre toute doctrine, ses propos, le radicalisme de ses affirmations, pointues et tranchantes, ne sont pas sans rappeler celles de Michel

²²⁸ Réponse de Praz à la demande d'union faite par la LMR aux groupuscules de gauche. *La Pilule* n°139, 30.10.1973.

Bakounine. Bakounine voyait l'urgence de la révolution, et la voulait libre de toute contrainte ou organe qui la chapeaute.²²⁹ Farouche défenseur de la liberté, il luttait contre toute atteinte à celle-ci. Il était contre l'Etat, la religion, le marxisme, la propriété.

« Oui, camarade, c'est ainsi : Bakounine, on s'en fout, nous les anarchistes, s'il faut répéter deux fois la messe aux ânes.

- Parce que les anarchistes n'ont pas besoin d'une Bible fût-elle signée des noms les plus prestigieux;

- Parce que se référer éternellement à la pensée d'un autre, fût-ce de Karl Christ ou de Jésus Marx, et vouloir à tout prix faire entrer le communisme ou le socialisme dans ce cadre préexistant, c'est, ne vous en déplaise, du fascisme! Oui, camarade! C'est l'ordre marxiste, l'ordre léniniste très exactement comme l'ordre hitlérien ou mussolinien!

Voilà pourquoi, nous, anarchistes, nous disons: Bakounine, on s'en fout! Bakounine restera pour nous l'un des nôtres, rien de plus. Bakounine ne compte, aux yeux des anarchistes, ni plus que mon ami Alain, ni moins que mon amie Irène avec qui nous faisons la révolution... » (*La Pilule* n°194, 10.12.1974)

6.4.1.1 Séparation avec la LMR: une histoire de comptoir

Les divergences qui séparent la LMR et Praz font leur apparition dans *La Pilule* suite à la manifestation organisée en septembre 1973 contre la présence du Portugal lors du traditionnel Comptoir Suisse. Praz annonce l'événement :

« Si, le 1er septembre, samedi, vous voyez des stands insolites dans les villes de Lausanne, Genève, Neuchâtel et Bienne, approchez-vous en et participez à cette campagne d'Information et de Mobilisation en vue de la grande Manif qui aura lieu le 8 septembre à Lausanne pour protester contre la présence du fascisme portugais au Comptoir Suisse! Et si vous croyez que le Portugal c'est mieux que l'Iran, lisez la prochaine Pilule! » (*La Pilule* n°130, 28.08.73)

Dans le numéro suivant, Praz expose la situation du Portugal et la nature de la politique de Salazar. De cet état de fait découle la nécessité d'être solidaire avec le

²²⁹ PREPOSIET 2002, p.215.

peuple portugais en protestant contre la présence de la délégation de Salazar à Lausanne.²³⁰

Suite à la tenue de la manifestation, *La Pilule* publie un article signé de la main d'une de ses occasionnelles collaboratrices, Irène Pasut. Cette dernière y critique le manque de conséquence des comités organisateurs de la manifestation :

“Et la Bulgarie, l'autre «invitée» du Comptoir, qui c'est qui en parle? On a pourtant des informations: sables d'or, vallée des roses, yoghourts et centenaires, c'est un pays sans histoires. Comment dis-tu, Pilule de malheur? Un pays stalinien - vingt ans après - avec des prisonniers politiques, des camps de travail, une répression sournoise et impitoyable, une censure plus dure qu'en URSS, et pas de Sakharov ni de Soljenitsyne pour faire du bruit? Si c'était vrai, les grands cœurs de la Ligue, du POP s'en seraient émus, non? Et, chassant un cheveu de la soupe, ils s'en prendraient au restaurateur qui se fout de la propreté pourvu que la soupe soit bien grasse.” (*La Pilule* n°132, 11.09.73)

Deux numéros plus tard, Praz critique le comportement de la LMR lors de la manifestation dans un article intitulé *A moi, LMR, deux mots !* :

« Messieurs-dames de la LMR, le jour où vous avez écrit sur les murs et en première page de la Brèche: «Portugal, hors du Comptoir», vous avez insulté des millions de gens qui sont des Portugais mais nullement des fascistes complices du gouvernement dictatorial et fasciste de leur pays! Le Portugal, camarades, ce n'est pas Gaetano et sa clique: le Portugal, ce sont des millions d'hommes et de femmes qui ne demandent qu'à être libérés, libres, mais pas insultés. Or, vous les avez insultés. Involontairement, bien sûr. Par maladresse, bien sûr. Mais insultés quand-même. A la limite, ce slogan nationaliste stupide, par son côté ségrégationniste, frise le fascisme. Méfiez-vous des libertaires, camarades de la LMR: ils ont un sens aigu du respect de la personne humaine et le font passer avant le jargon marxiste-léniniste! Ceci dit, l'affaire est entendue: amis comme avant, mais chacun sur ses gardes... » (*La Pilule* n°134, 25.11.73)

6.4.1.2 Une candidature critiquée

La rupture n'est certes pas consommée, mais le torchon brûle. Elle deviendra effective lorsque la LMR décide de présenter une candidate, Jacqueline Heinen, pour l'élection au conseil d'Etat genevois en novembre 1973. Praz concède d'accorder alors

²³⁰ *La Pilule* n°131, 4.09.73

une page *électorale* à la LMR, sur le principe du « devoir d'hospitalité ».²³¹ Il avance que les autres quotidiens genevois n'ont daigné accorder à la LMR aucune tribune dans leurs pages. Praz accompagne toutefois son accord de ses bons conseils:

« Nous n'avons aucun commentaire à faire sur cette «candidature révolutionnaire», si tant est que ces deux mots soient conciliables: pour nous il reste une solution, la révolution. La révolution ne passera pas par le bulletin de vote et la LMR en est sûrement consciente? Nous lui souhaitons seulement de ne pas tomber dans le piège: compter les voix! Si vous comptez les voix, camarades, vous êtes perdus pour la cause de la Révolution. C'est à ce critère que nous vous jugerons. Après... » (*La Pilule* n°140, 6.11.73).

Le message est clair mais néanmoins toujours sympathique. Une fois les élections passées et la défaite du LMR enregistrée, *La Pilule* publie un texte signé « Collectif Libertaire Genevois ».²³² Il y est expliqué pourquoi les révolutionnaires doivent s'abstenir de voter. Le collectif passe en revue divers faits historiques expliquant et justifiant le bien fondé de l'abstention. Il se défend bien de vouloir diviser les forces révolutionnaires, mais plutôt de les réunir :

« Nous avons voulu montrer le danger que connaît le mouvement révolutionnaire en s'engageant dans la lutte électorale, cependant puisque tous les révolutionnaires sont convaincus que la véritable lutte se trouve sur le terrain de la classe et dans l'action directe, il ne faut pas que la question électorale soit une cause de division et un obstacle à la construction de l'avant-garde dont les travailleurs ont besoin comme d'un outil. » (*La Pilule* n°141, 13.11.73)

Moins d'un mois plus tard, malgré son désir annoncé de vouloir éviter toute division, Praz publie un article signé de sa main dans lequel, avec une dose d'humour caustique, il critique le comportement de la LMR et considère comme une trahison d'un idéal révolutionnaire commune. Depuis lors, la rupture semble inévitable :

« On révolutionne. Chacun de son côté. Quand on vous a dit, Messieurs et Mesdames (vieux réflexe antiféministe: dès qu'il s'agit de politique, on s'adresse aux hommes d'abord, parce qu'ils ont le droit de vote, eux!), quand on vous dit donc, Mesdames et

²³¹ *La Pilule* n°140, 6.11.73.

²³² Collectif dont aucune trace ne subsiste apparemment.

Messieurs (nouveau réflexe MLF: c'est depuis qu'elles ne portent plus de soutien-gorge, on aime ça...), quand donc on vous dit, Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs (réflexe futuriste pour le jour où elles auront jeté aux orties leurs collants absolument insupportables quand on sait ce qu'aimer veut dire!), Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs de la Ligue Marxiste Révolutionnaire, nous avons pu constater que vous êtes tombés tête baissée dans le piège électoraliste. Vous avez analysé le scrutin. Vous avez compté vos voix. L'un d'entre vous est même allé jusqu'à écrire à la Julie genevoise (ndla. La Tribune de Genève) des commentaires d'où il ressort que vous êtes désormais en plein dans le Système. Comme tout le monde. Comme le Parti du Travail. Comme les Vigilants. Et que vous recherchez la faveur populaire par le biais de l'urne à grand-papa. Eh bien, désolé, mais vous devriez changer le sens de votre signe: L.M.R. devrait signifier désormais Ligue Marxiste Récupérée! [...] Ben, voilà! On va la continuer tout seuls notre révolution [sic]. Seuls. Nous, les libertaires. Salut et bonne chance pour les prochaines! » (*La Pilule* n°144, 4.12.73)

6.4.2 Réveiller les esclaves

Praz utilise son journal comme moyen pour informer son lectorat sur sa condition de vie « d'esclave » et sur le fonctionnement de la société. Pour Praz, le point de départ de toute évolution consiste à prendre conscience de sa condition et ensuite à se libérer personnellement de ses propres entraves :

« Vous êtes un esclave. Je suis un esclave. Nous sommes tous des esclaves. Qui d'un patron, qui d'un banquier ou financier quelconque, qui d'une situation donnée à l'intérieur d'un Système esclavagiste et aliénateur. Nous sommes tous esclaves de quelque chose ou de quelqu'un. Eh bien, depuis quand l'esclave délègue-t-il ses pouvoirs à un «représentant de la caste inférieure» pour obtenir son éventuel et problématique affranchissement? Depuis quand? L'esclave, Monsieur, rompt ses chaînes lui-même, avec l'aide de ses frères en esclavage. Et, les chaînes rompues, il conquiert sa liberté par ses propres moyens en se révoltant. C'est ça, une Révolution! Mais alors? Il n'y a donc rien à faire? Si. La Révolution, précisément. La Révolution à l'intérieur des cerveaux, tout d'abord! Et c'est vous qui la ferez. Vous, les esclaves. Et si nos journaux subversifs y contribuent quelque peu, tant mieux» (*La Pilule* n°108, 27.03.1973)

La Pilule cite des exemples de personnes qui se sont affranchies de leur condition. Sous le titre *La révolution c'est...*, Praz parle d'un ami italien qui a abandonné son poste

de pompiste pour retourner vivre en Calabre afin d'y élever chèvres et moutons,²³³ ou d'un apprenti boucher qui abandonne son poste pour monter une affaire indépendante de commis, revoyant ses besoins financiers à la baisse. « Cet homme-là vient de faire la Révolution. La vraie » s'exclame-t-il alors.²³⁴

6.4.2.1 Des actions libertaires

6.4.2.1.1 Le Parti Sans Payer

Le Parti Sans Payer est une vaste provocation faite à la démocratie parlementaire. Lorsque ses *ex* camarades marxistes acceptent l'intégration au débat démocratique en se présentant à des élections, Praz rompt les ponts avec eux. Selon lui, on n'intègre pas le *système* sans concessions idéologiques et sans être récupéré par lui. Le pouvoir doit être donné au peuple qui ne peut souffrir d'être représenté par des élus. Pour appuyer ses convictions abstentionnistes et anarchistes, Praz va s'entourer de quelques camardes et monter un parti politique fantoche : le Parti Sans Payer. Et c'est aux élections du Grand Conseil genevois de l'automne 1973, que le PSP présente sa liste de candidats.²³⁵ Son slogan en dit long sur la nature de ses intentions: « Le seul parti qui ne fait pas de promesses mais qui les tiendra ! ». Narcisse Praz fait partie du comité d'organisation et met son journal à disposition pour recruter les futurs candidats du PSP et pour présenter son programme :

« *La Pilule* est fière d'avoir été choisie par le nouveau parti comme agent de liaison et boîte aux lettres! *La Pilule* vous invite donc à prendre connaissance du radieux programme du nouveau parti qui, étant parti sans payer, n'a pas non plus laissé d'adresse. C'est pourquoi les candidats voudront bien, sans plus tarder, s'annoncer par écrit auprès de notre raide action. » (*La Pilule* n°132, 11.09.1973)

²³³ *La Pilule* n°113, 1.06.1973.

²³⁴ *La Pilule* n°120, 19.06.1973.

²³⁵ 14 octobre 1973



Figure 13: Les candidats du P.S.P, *La Pilule* n°136, 9.10.1973

La Pilule présente le programme du PSP qui tient en 10 points :

- « 1. Abolition de la propriété foncière.
2. Redistribution des terres, terrains, biens immobiliers à la population en vue d'autogestion
3. Abolition de la propriété mobilière.
4. Redistribution des biens mobiliers à la population en vue d'autogestion.
5. Abolition de la propriété financière.
6. Redistribution des fonds des banques et autres sociétés financières à des fonds communs de bien-être autogérés.
7. Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'homme par le capital.
8. Abolition de toute forme d'autorité et de toute forme de hiérarchie dans les rapports humains, d'où abolition des tribunaux, de l'armée, de la police et des prisons répressives.
9. Les moyens d'information (radio, Télévision, presse), de production et d'exploitation des entreprises par l'homme (se substituant à l'exploitation de l'homme par les

entreprises), ainsi que l'Instruction publique sont mis à la disposition du peuple en vue d'autogestion.

10. Les élus des partis bourgeois désigneront pour siéger à leur place les différentes cloches des églises du pays, cependant que les élus de «l'opposition de gauche», qui ne servent de toute façon à rien dans un Parlement où ils sont systématiquement majorisés et ridiculisés, désigneront pour siéger à leur place des trous d'Emmental: le dialogue deviendra ainsi enfin intelligent et intelligible entre députés-cloches et députés-trous.

Les élus du parti sans payer déposeront leur mandat entre les mains du peuple immédiatement, car il n'est pas juste que le peuple se dessaisisse de ses prérogatives: à lui seul appartient tout pouvoir. Ils ne siégeront donc ni avec les trous, ni avec les candidats! » (*La Pilule* n°132, 11.09.1973)

Un mois plus tard, à la veille de l'élection, *La Pilule* présentera à ses lecteurs les 16 candidats du PSP, « Eh bien. Messieurs-dames les zélus, voici seize gueules (la dix-septième n'était pas publiable!) qui se f. . . de la vôtre! »²³⁶ Elle contera également les aventures du parti, leur confrontation à d'autres politiciens, à la population ou à la presse. *La Tribune de Genève* a présenté le PSP, donnant parole à ses représentants. Elle a émis quelques critiques envers leur démarche, ce qui lui a valu une lettre de protestation de la part des intéressés que Praz fait paraître dans *La Pilule*.²³⁷

La campagne a également permis à Praz et à ses compagnons de faire paraître dans *La Pilule* divers textes expliquant leur position. Le numéro qui précède les élections²³⁸ est entièrement consacré au PSP et à l'abstentionnisme. Praz publie une définition de Luigi Bertoni.²³⁹ Elle est suivie d'un article de Praz qui explique comment la population est soumise à un non-choix et pourquoi dès lors le fait de voter dans notre démocratie helvétique est inutile :

« L'imposture électorale est totale: de l'extrême gauche à l'extrême droite électoralistes! C'est pourquoi, citoyens, gens de ce coin de pays, vous ne voterez pas! Pas même pour le Parti Sans Payer qui, de toute façon, s'en fiche éperdument: l'abstention est aussi un

²³⁶ *La Pilule* n°136, 9.10.1973.

²³⁷ *La Pilule* n°135, 2.10.1973.

²³⁸ *La Pilule* n°136, 9.10.1973.

²³⁹ Tiré à environ 5'000 exemplaires, le *Réveil Anarchiste* s'adressait également à la population italienne émigrée en Suisse puisqu'il contenait autant d'articles en français qu'en italien.

acte politique, lorsqu'elle est motivée. Dans nos prétendues démocraties qui marchent au fric, l'abstention est toujours justifiée. » (*La Pilule* n°136, 9.10.1973).

Selon Praz, le jeu électoral est faussé, car les « imposteurs radicaux, libéraux, démocrates-chrétiens et autres vigilants ou prétendus indépendants-dépendants-de-la-Migros-boulot-dodo » possèdent le monopole de la presse, télévision et radio, et de l'éducation.²⁴⁰ Praz s'en prend encore aux députés de gauche:

« Messieurs les imposteurs socialo-communistes qui jouez si bien le « jeu démocratique », vous faites plus de mal à la cause du petit peuple que vous êtes censés représenter que les ennemis eux-mêmes de ce petit peuple des besogneux! La seule dignité pour vous consisterait, à partir du moment où vous vous savez minoritaires et donc mendiants, à refuser de siéger dans une Assemblée où tout se joue par-dessus vos têtes! » (*La Pilule* n°136, 9.10.1973)

Le résultat de ces votations n'apporte aucune surprise, si ce n'est que le PSP réussi à décrocher 2% des voix des électeurs. Le PSP et *La Pilule* ne se privent donc pas d'annoncer avec la dérision qui est de mise la « victoire totale » de leur parti. Selon le PSP, le suffrage a connu un taux de participation de 44%. Etant les représentants de l'abstentionnisme, le PSP s'attribue les 56% restant et y additionne les 2% d'électeurs s'étant prononcés en leur faveur.

« Nous constatons avec une évidente satisfaction que plus de la moitié des électeurs genevois ont préféré marquer par leur abstention leur opposition au système parlementaire, prouvant ainsi leur désaffection vis-à-vis du processus de délégation politique qui se pare indûment du titre de « démocratie » » (*La Pilule* n°138, 23.10.1973)

6.4.2.1.2 Pour une opinion publique

Nous l'avons vu, Narcisse Praz accorde beaucoup d'importance à la liberté de presse et d'expression. Selon lui, la presse traditionnelle ne fait pas son travail, et les gens ne sont pas informés correctement. Praz reçoit une masse de courrier de lecteurs assez importante au siège de son journal.²⁴¹ En dehors des insultes, peu nombreuses, et des encouragements, certaines lettres dénoncent des injustices dont leur auteur est victime, ou exprime une prise de position. Dès le début du journal, Praz les publie

²⁴⁰ *La Pilule* n°136, 9.10.1973.

²⁴¹ Fond BCV Narcisse Praz, non traité.

volontiers. L'idée lui vient à la fin de l'année 1973, de publier une page supplémentaire dans laquelle chacun peut publier ce qui lui convient et ainsi garantir la liberté d'expression qui fait défaut, selon Praz, en Suisse. Cette idée de faire de *La Pilule* une *vox populi* se concrétise dans une page nommée *Opinion Publique*.²⁴² Nous l'avons vu, en 1973, *La Pilule* perd de nombreux abonnés. *Opinion Publique* est une tentative de renouer avec sa popularité, et peut-être, à plus long terme, de remettre la destinée de son journal entre les mains de ses lecteurs. En attendant, Praz continue d'écrire ses quatre pages hebdomadaires et doit affronter les frais qu'occasionne cette page supplémentaire.

Afin de parer à la dépense, Praz imagine un complexe système d'achat au mot et de redistribution des bénéfices entre collaborateurs.²⁴³

« Allez, pilulards, j'ai eu trois ans (novembre 70- novembre 73) pour piluler en rond! A vous de faire votre Pilule pour un autre triennat! Et si ça «mord», cette Pilule qui fut celle d'un homme, d'un pauvre riquiqui tout seul, deviendra l'Opinion Publique, le journal de tout le monde, votre journal! C'est à vous de jouer désormais. Moi, je vous regarde faire... tout en continuant à pondre mes quatre pages comme avant. » (*La Pilule* n°141, 13.11.1973)

À la période où il lance ce projet, le nombre d'abonnés chute à un chiffre que nous situons entre 1'500 et 3'000.²⁴⁴ La création de cette rubrique est un premier pas vers la mise en autogestion de son journal : « Opinion Publique, c'est la vie ! C'est votre vie ! C'est votre journal. Emparez-vous en ! Soyez un journaliste de *Opinion Publique* ». ²⁴⁵

Ce sont tout d'abord des lettres de lecteurs que Praz fait publier dans ce supplément de *La Pilule*, en lieu et place de les mettre dans les pages du journal même. Chacune d'entre elle est suivie de l'indication : « La publication de ce texte vous aurait coûté environ... ». ²⁴⁶ Le deuxième numéro du supplément est entièrement consacré – et offert - aux mésaventures d'un agriculteur neuchâtelois, André Ducommun, qui se

²⁴² A partir du n°141 (13.11.1973). La dernière « Opinion publique » paraît avec le numéro 167 (14.06.74). Un total de 13 numéros ont vu le jour.

²⁴³ Praz, après un savant calcul (cf. *La Pilule* n°141), fixe le prix du mot à 15ct.

²⁴⁴ La seule indication que nous ayons indique *plusieurs milliers*. En juin de la même année, Praz annonce le chiffre de 1'500 abonnés. Cf Annexe « Courbe des abonnements », p141.

²⁴⁵ *La Pilule* n°142, 20.11.1973.

²⁴⁶ *La Pilule* n°141, 13.11.1973.

bat dans ces mêmes années pour faire reconnaître la qualité supérieure des produits laitiers obtenus de manière biologique, à ceux ayant eu recours à des procédés chimiques.²⁴⁷ M. Ducommun ira jusqu'à au Tribunal fédéral pour obtenir gain de cause face au lobby de l'agriculture et du lait. Aujourd'hui, André Ducommun est reconnu, dans les milieux écologistes, comme un pionnier de l'agriculture biologique.

Dans la 3^{ème} parution d'*Opinion Publique*,²⁴⁸ différents organismes profitent de la tribune pour se faire connaître ou faire une déclaration : le Centre d'Innovation et de Recherche Psychopédagogique propose des camps pour les enfants ; une information sur les négociations salariales des syndicats de la branche de la santé est signée *Santé libertaire* ; un collectif d'apprentis réclame une augmentation générale de leur salaire de 100CHF.²⁴⁹ Dans le numéro suivant, des articles signés *L'individu* ou *Le cascoadeur* accompagnent un article de Praz.²⁵⁰ Toujours dans ce numéro, *Opinion Public* publie un appel à la participation en italien et espagnol, et encore un tract faisant de la publicité pour *Opinion Publique*. Il est signalé que l'on recherche des personnes motivées pour les distribuer. Praz ouvre également, suivant peut-être l'exemple de *Libération*, un service gratuit de petites annonces « pour les amis d'*Opinion Publique*. L'exemplaire suivant est entièrement consacré au témoignage de prostituées genevoises ; la rédaction de l'article a été faite « sur la base de 3 témoignages ». ²⁵¹ Le nom de la responsable de l'article est également mentionné.

Au mois de décembre 1973, Praz avoue que jusqu'à présent, seuls deux articles ont été payés.²⁵² Et finalement, au mois de février de l'année suivante, Praz annonce le « divorce à l'amiable » entre *La Pilule* et *Opinion Publique*. La cause en est le « K.O. technique » de Praz. L'édition d'*Opinion Publique* s'est rapidement retrouvée à la charge de ce dernier qui ne peut abandonner plus de plumes dans l'aventure. Il continue à espérer voir vivre son projet de manière indépendante, mettant le lecteur devant la dernière alternative qui soit :

²⁴⁷ *La Pilule* n°142, 20.11.1973.

²⁴⁸ *La Pilule* n°144, 4.12.1973.

²⁴⁹ *Idem*

²⁵⁰ *La Pilule* n°145, 11.12.1973.

²⁵¹ Praz s'est chargé de le rédiger. *La Pilule* n° 146, 18.12.73.

²⁵² *La Pilule* n°145, 11.12.1973.

« En résumé: La future «Opinion Publique», c'est la vraie révolution dans le journalisme — sans prétention, mais sans complexes non plus ! — car c'est la première fois qu'un journal est véritablement mis en autogestion. Si le journal est bon, il se vendra bien. Et ceux qui l'auront composé en seront justement récompensés. » (*La Pilule* n°153, 05.02.74)

6.4.2.2 Des groupes anarchistes

Durant la période où *La Pilule* milite à Genève, des groupes anarchistes se forment, et Narcisse Praz n'est pas étranger à ces différentes tentatives. Il publie des appels à se regrouper autour d'idées d'action. Selon lui, ces groupes réunissent jusqu'à 120 personnes.²⁵³ Mais les actions de ces groupes se confrontent aux difficultés que rencontrent les personnes présentes à s'accorder sur la nature des actions à mener. Quelques années plus tard, Praz constate la « difficulté de faire la révolution sans révolutionnaire ». ²⁵⁴ Le Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (CIRA), situé alors à Genève, organise, comme aujourd'hui encore, des conférences autour de l'anarchisme, et fait venir des interlocuteurs internationaux. Nous ne trouvons pas trace dans *La Pilule* de ces événements. Beaucoup d'anarchistes agissent de manière individuelle dans les groupes d'action de leur choix.²⁵⁵ C'est assez naturellement il semble que le siège de *La Pilule* devient, selon les dires de Narcisse Praz, une sorte d'axe de rotation autour duquel tourne une petite faune éprise de liberté, sans pour autant que l'on puisse pour autant affirmer que tous les anarchistes s'y retrouvent, ni que *La Pilule* soit le siège d'un mouvement déterminé.

Il semble toutefois qu'un certain groupe de personnes à Genève se retrouvent et se définissent comme libertaires. Des termes utilisés dans *La Pilule* comme *nous les anarchistes* ou *nous les libertaires* donnent la preuve de ce sentiment d'appartenance à un groupe ou à une pensée partagée. Les appels à la commémoration de personnalités anarchistes renforcent ce sentiment. *La Pilule* raconte par exemple l'histoire de l'arrestation de Ferré, conseiller de la Commune de Paris de 1871, et comment ce dernier a refusé de se défendre lors de son procès.²⁵⁶ « Celui-là était des nôtres »

²⁵³ PRAZ 1984, p.96.

²⁵⁴ *Idem*

²⁵⁵ Marianne Enckell, témoignage oral.

²⁵⁶ *La Pilule* n°145, 12.2.1974.

s'exprime Praz. Ou encore *La Pilule* commémore l'exécution par le régime franquiste du jeune anarchiste Puig Antiche.²⁵⁷ Ce sont là deux exemples parmi d'autres.

L'idée de créer un groupe d'action appelé le *Front de Libération des Esclaves de l'Abrutissement Universel* (F.L.E.A.U.) remonte au début de l'aventure du journal. Une annonce appelant au rassemblement sous le nom de F.L.E.A.U. paraît dans les pages de *La Pilule* en juin 1972. Et c'est sur le problème de la propriété que Praz voulait sensibiliser ses lecteurs :

« L'homme commença par trouver son habitat de façon très naturelle sur la terre, dans la terre, en se servant des arbres, des rochers. Et tout allait très bien. Soudain, l'homme décréta que la Propriété était licite. Et c'est alors que tout se gâta. Pendant des siècles, des « spécialistes » affinèrent le Droit en se basant toujours sur le principe de la Propriété. Propriété du sol, tout d'abord. Puis propriété de tout ce qui émergeait de ce sol : arbres, maisons, granges, châteaux, palais, chaumières. Et aujourd'hui on aboutit à ça... A ça ! Des Sociétés Anonymes, des Sociétés Immobilières par actions, des Consortiums Immobiliers s'approprient légalement (qu'ils disent !) un morceau de terrain au prix fort (est-ce que ça compte, le prix, pour ces anonymes-là ?) et y construisent des niches à chiens. Les chiens, c'est nous, les pékins. (...) Et vous y passez. Tous. Parce que vous êtes devenus fous. Parce que nous sommes tous devenus fous. Parce que nous sommes des lâches. Parce que nous acceptons. Parce que nous ne savons pas nous grouper. Eh bien, avez-vous fait le compte de ce qu'il vous en coûte d'obéir à ces crapules-là qui se sont appropriés ce qui appartient à tous, exactement comme l'air appartient à tous, exactement comme l'eau appartient à tous : la terre ? Avez-vous fait le compte? » (*La Pilule* n°60, 20.06.1972)

Praz voulait solidariser ses lecteurs pour lutter contre la spéculation immobilière et le dictat des propriétaires :

« Si vous avez peur des chiens aboyeurs et des salauds anonymes, abstenez-vous de nous écrire. Si vous êtes décidés à mettre un terme à votre esclavage — car vous êtes esclaves... —, écrivez-nous et nous fonderons ensemble ce F.L.E.A.U. dont le premier objectif sera une épreuve de force dont on risque de parler longtemps, tant il est vrai qu'on peut expulser un locataire, dix locataires à la rigueur, mais on n'expulse pas

²⁵⁷ *La Pilule* n°160, 26.3.1974.

impunément mille locataires. Et encore moins cinq mille. Vous rendez-vous compte de votre force et de votre pouvoir, esclaves, mes frères? » (*La Pilule* n°60, 20.06.1972)

Un bulletin de souscription accompagne cette proposition de regroupement. *La Pilule* n'en parlera plus pendant plusieurs mois : l'initiative n'a pas été suivie en nombre. Combien ont laissé passer les échéances dans l'attente de la solidarisation que promettait alors Narcisse Praz ?



Figure 14: F.L.E.A.U. par Delay, *La Pilule* n°179, 20.8.1974

Mécontent de l'échec du F.L.E.A.U., un noyau dur d'une quarantaine de personnes décidait de former un groupe plus radical. Son nom, l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste de Genève (O.R.A.G.E.).²⁵⁸ Il n'y a pas trace dans *La Pilule* de ce groupe. Il est possible de situer son action entre 1973 et 1974. Praz parle à posteriori d'une absence totale de cohésion et de but.²⁵⁹ Deux actions de ce groupe sont relatées par ce dernier dans son autobiographie : l'inscription en lettres capitales noires d'un *Ni Dieu Ni Maître* sur le temple protestant de Genève, et la répartition de quelques bidons de peintures rouges sur le macadam qui sépare les bâtiments de l'American Express et la Chase Manhattan Bank de Genève représentant le sang du peuple vietnamien et la participation indirecte des deux établissements.²⁶⁰

En mai 1974, Praz décide de relancer l'idée du F.L.E.A.U., cette fois-ci dans une forme plus aboutie et construite. Son premier objectif sera de reprendre à sa charge l'édition de *La Pilule*. Praz avoue être fatigué de jongler depuis quatre années avec les comptes de son journal. D'autres projets se greffent autour du groupe, et des actions sont organisées. Selon les calculs de Narcisse Praz, il suffirait de 500 adhérents et que chacun verse 5CHF par semaine pour assurer la survie du journal :

²⁵⁸ PRAZ 1984, 96.

²⁵⁹ *Idem*

²⁶⁰ *Op. cit.*, p102, 108.

« Attention, pilulards! Il n'y a pas d'argent à gagner, je vous préviens. Il y a tout à perdre. Mais vous serez 500 (cinq cents) pour supporter les pertes que j'ai supportées depuis trois ans. Seul. Semaine après semaine. Et si vous ne savez pas pourquoi, sous mon masque de satire, il y a une gueule fatiguée, eh bien, vous le savez désormais. » (*La Pilule* n°169, 28.05.1974)

L'autogestion est un concept récurrent en ces années de recherche d'alternative à la société capitaliste. Le journal *Libération* la pratique au cours ses premières années de vie. Toutes les personnes qui participent à la bonne marche du journal ont leur mot à dire sur l'information et la politique du journal. Pendant huit ans, soit de 1973 à 1981, le journal est dirigé par les salariés et la hiérarchie est inexistante. C'est d'ailleurs l'assemblée générale des salariés qui prenait les plus importantes décisions, et seulement avec la majorité des voix. *Libération* refusait toute publicité dans le but de se garantir une indépendance totale.²⁶¹ Praz fait de même avec son journal. L'idée est dans l'air du temps.

Mais Praz n'arrive pas à remuer ses lecteurs et à les faire s'investir dans la marche de son journal :

« Ne me dites pas que vous ne pouvez pas verser 5CHF par semaine. Ce n'est pas vrai ! »,
« (...) cinq francs par semaine, ce n'est pas trop. C'est le prix du début de la liberté. Et pour moi c'est le test final. »²⁶²

Praz va continuer à publier des informations concernant la mise en autogestion du journal et la création du F.L.E.A.U.²⁶³ S'il ne parvient pas à réunir ses lecteurs dans cette entreprise, certains d'entre eux rejoindront cependant son Front de libération. Et ce sont une dizaine de personnes²⁶⁴ décidées qui prennent part à la renaissance du F.L.E.A.U. Cette renaissance intervient alors que le souffle de mai 68 est en train de s'estomper. Les autres militants vont se diriger vers des actions plus concrètes. Praz et ses amis restent fidèles à leur idéal révolutionnaire.

²⁶¹ SAMUELSON, François, « Il était une fois *Libération* », Flammarion, Paris, 2007.

²⁶² *La Pilule* n°170, 5.06.1974.

²⁶³ *La Pilule* n°171 à 174 et suivants.

²⁶⁴ Témoignage oral.

Praz semble l'initiateur de ce projet. Il se place en tout cas comme porte-parole. Son journal sert d'organe de communication. Les statuts de l'association sont publiés. Les lecteurs sont invités à venir discuter du projet lors du prochain anniversaire de *La Pilule*.²⁶⁵ Praz propose différentes possibilités d'actions :

« J'avoue : je n'ai pas de programme ! Je ne vous infligerai pas de programme : le libertaire n'impose pas, ne s'impose pas... Mais j'ai quelques idées ! Par exemple ? Par exemple :

Loyers (Grèves des)

Information:

- tracts distribués systématiquement dans les boîtes aux lettres des locataires d'une même régie afin de les documenter sur l'exploitation dont ils sont l'objet à partir de l'appropriation du sol, fric au poing, par la mafia immobilière;
- tracts toujours plus précis quant à la façon de mener cette lutte.

Action :

- après l'information, convocation d'assemblées de locataires.
- créer la solidarité indispensable pour qu'ils se sentent rassurés;
- dès qu'ils sont bien déterminés, envisager un mouvement de grève des loyers. (*La Pilule* n°169, 28.05.1974)

Quelques semaines plus tard, Praz publie les objectifs du FLEAU :

1. Trouver un local permanent de réunions.
2. Etablir liste des membres du FLEAU, la photocopier (Lacroix peut le faire) et l'envoyer à tous les membres. Ensuite, par exemple chaque mois, leur envoyer une liste des nouveaux membres.
3. Organiser des rencontres périodiques.
4. Etablir un fichier des abonnés et des anciens abonnés de «*La Pilule*» par secteurs. Charger des responsables de maintenir le contact avec les abonnés et essayer de récupérer les abonnés défaillants.

²⁶⁵ Praz organise chaque année un pique-nique à la Dent de Vaulion en cette occasion.

5. Etablir des contacts avec tous les journaux marginaux de langue française et faire un échange de distribution (envoyer gratuitement «*La Pilule*» à tous ceux qui nous enverront gratuitement leur journal).
6. Trouver des correspondants étrangers bénévoles.
7. Tenter de regrouper toutes les organisations marginales genevoises (par la suite romandes, suisses, etc.).
8. Etudier les possibilités de commencer à s'organiser en dehors du Système.

Accessoirement

- Organiser les comptes de l'Association.
- S'assurer, sur le plan légal, la mise hors d'atteinte du FLEAU, de la part du Système, tant sur le plan financier que sur le plan pénal.

Par la suite :

Etudier la possibilité d'imprimer nous-mêmes «*La Pilule*» et celle de lui donner une plus grande extension (plus de pages et plus d'abonnés).

— Tenter d'avoir notre propre Centre de réunions.

Objectif final:

Création d'une (ou plusieurs) communauté libertaire destinée à survivre entièrement en marge du Système. » (*La Pilule* n°176, 23.07.1974)

L'action la plus remarquable du F.L.E.A.U. est sans doute la manifestation organisée à Berne contre l'initiative lancée par l'Action Nationale visant à limiter le nombre d'étrangers dans chaque canton, au prorata de la population résidente. Cette manifestation a lieu le 12 Octobre 1974. Lors de cet événement, des membres du F.L.E.A.U. ont défilé dans les rues de Berne avec les drapeaux de plusieurs Etats, et les ont ensuite brûlés en public :

« nous voulons montrer que, pour nous, il n'y a pas de Suisses ni d'Italiens: il y a le menu peuple qui doit se soumettre à la Loi du plus fort et la minorité des exploités qui, aujourd'hui, sont aux abois parce qu'une partie de leur cheptel-esclaves risque de leur échapper !" (*La Pilule* n°187, 15.10.1974)²⁶⁶

²⁶⁶ *La Pilule* n°188 fera un récit du déroulement des opérations.



Figure 15: Manifestation libertaire du F.L.E.A.U. à Berne, octobre 1974.²⁶⁷

²⁶⁷ Collection privée, Narcisse Praz.

Dans le numéro du mois de novembre 1974, Praz fait le récit de diverses actions du Front. La première se déroule au *Meeting Chili* où le F.L.E.A.U. déploie une banderole stipulant *La leçon du Chili: le socialisme par les urnes, c'est l'ascension du Cervin par la paroi nord de l'Eiger*.²⁶⁸ Le service d'ordre expulse de manière musclée le faiseur de trouble. Autre action similaire, mais cette fois à la kermesse du Parti du Travail. La banderole affiche cette fois-ci le texte suivant : *Parlementaire : où est votre révolution ?* Les membres du F.L.E.A.U. sont, cette fois-ci, passés à tabac par le service d'ordre.²⁶⁹

²⁶⁸ *La Pilule* n°191, novembre 1974.

²⁶⁹ *Idem*

6.5 Une lutte finale : *La Pilule* contre la police

En juillet 1972, Narcisse Praz attaque dans son journal la fonction de police. Il réagit à des faits divers impliquant des policiers en rédigeant un article, *Le trou noir*, qui est à la fois une vive réaction, une provocation et une attaque dirigée contre la fonction de police. Praz, dénonce l'usage de la violence auquel les forces de l'ordre ont la possibilité de recourir. Il dénonce surtout la manière arbitraire dont elle en fait usage. L'article est publié deux semaines après la manifestation organisée contre la venue du Shah d'Iran à Genève. Manifestation marquée par une dure répression policière. Etant armé, le policier représente aux yeux de Praz un danger pour la population plus qu'un protecteur :

« Tu es classé. Définitivement. L'opinion publique te classe définitivement parmi les êtres malfaisants, dangereux, les crapules dont il faut se méfier ! On passe sur les petits méfaits dont, complexé comme un imbécile que tu es, tu te rends coupable, pour te défouler, sur des... vélomoteurs ! On passe sur les vexations des « interpellations » arbitraires ! On a passé sur bien des choses, va, sale flic ! Mais on ne te pardonne pas les coups ! On ne te pardonnera jamais les assassinats ! Sale flic, faux frère issu de la classe sociale qui ne devrait jamais produire un produit aussi rebutant, sache désormais que tout le monde te hait ! [...] Flic matraqueur, flic distributeur de gaz lacrymogènes, flic creveur de pneus, flic videur de réservoirs à essence et tripatouilleur de vélomoteurs, flic imbécile, flic borné, flic assassin. Tu n'es vraiment qu'un grand trou noir : le trou noir de l'Abrutissement intégral ! Flic idiot, flic tueur, flic brute, sache-le désormais : le peuple te hait ! » (*La Pilule* n°70, 4.7.1972)

La provocation au service de ses idées, Praz veut lancer une action pour désarmer les policiers. Il écrit une lettre au chef du Département de Justice et Police, Henry Schmidt, demandant l'autorisation d'organiser une manifestation pacifiste qui va dans ce sens. Voyant la provocation, mais pas la possibilité d'apaiser les véhémences de Praz, ce dernier rejette la demande.²⁷⁰ Praz publie derechef une pétition en faveur du désarmement de la police. Il publie également la lettre qu'il a adressée à Henry Schmidt et commente le refus qu'il doit essuyer :

²⁷⁰ Praz publie la lettre de refus dans ce même numéro.

« Il est des qualités qui ne sont pas données à tout le monde et on ne saurait en vouloir au chef du Dép. de Justice et Police et candidat au Conseil fait-des-râles si la nature ne l'a pas gâtée en finesse et sens du ridicule... C'est vraiment *the right men in the right place* »
(*La Pilule* n°70, 4.7.1972)



Figure 16: Les cibles de la police par Roppo, *La Pilule* n°105, 6.3.1973

6.5.1 Un climat de surveillance renforcé

Depuis le lancement de *La Pilule*, Narcisse Praz est sujet à un contrôle policier.²⁷¹ Suite à son article *Le trou noir*, Praz dénonce dans son journal les nombreux appels anonymes dont il est victime, tant à son bureau qu'à son domicile.²⁷² Ses fiches de police contiennent le compte rendu des efforts réalisés pour mettre sous le coup de la loi Narcisse Praz et ses activités. Dans un mot datant du mois de février 1973, le procureur général de la Confédération adresse au secrétariat du Département fédéral de la justice et police, dans lequel il déclare que « Narcisse Praz est l'objet d'une attention constante de la part des autorités genevoises qu'il ne cesse d'injurier et de calomnier ». ²⁷³ Le chef de la police fédérale adresse un courrier à la fin de l'année 1973 à M. André Leyvraz, Chef de la police genevoise, dans lequel il propose d'utiliser contre Praz les articles 259 et 265 du CP, respectivement *provocation publique au crime et haute trahison*.²⁷⁴

²⁷¹ E 4320(C), 1995/391, Bd.440, Dossier 960.0/317.

²⁷² *La Pilule* n°72, 18.7.1972.

²⁷³ E 4320(C), 1995/391, Bd.440, Dossier 960.0/317.

²⁷⁴ *Idem*

6.5.2 La police doute

La police va réagir aux attaques de Praz. Tout d'abord, le bulletin interne de l'Union du Personnel du Corps de Police du mois d'août 1972 publie une plainte collective :

« Ne lui accordons pas l'importance qu'il voudrait avoir et n'aura jamais, mais réservons-lui le procès qu'il mérite. Bien que le mal n'atteigne pas l'ampleur désirée par son auteur, il importune les citoyens honnêtes et fait se révolter notre personnel. N'est-il pas déjà en butte à d'inutiles tracasseries administratives ? Ne doit-il pas affronter des manifestants malintentionnés distribuant injures et horions ? N'est-il pas sollicité, chaque jour davantage, dans l'accomplissement d'une tâche difficile ? S'il ne se sent pas soutenu, le malaise ira s'aggravant. L'impopularité dont il est victime et les coups qui lui sont portés dans l'ombre, augmentent son mécontentement. Des démissions sont enregistrées, non parce que le salaire est insuffisant, mais à cause du découragement qui a sapé le moral de la majorité. Il faut mettre un terme à tout ce qui atteint nos forces vives. La pérennité de l'ordre dans notre société et l'assurance de la relève de la gendarmerie dépend des mesures qui seront prises à l'égard de ce plumitif qui mériterait une correction plutôt qu'un correcteur. [...] Nous ne voulons ni haïr ni cracher sur quiconque, nous voulons avoir le soutien et le réconfort de ceux qui nous dirigent. L'interdiction d'un journal est chose grave mais, dans l'histoire de notre petite république, il en existe une qui a été prononcée pour des motifs purement politiques. »²⁷⁵

Les policiers se sentent légitimement atteints dans leur intégrité. Praz entre en possession de ce bulletin et le publie. Il profite pour justifier et expliquer les accusations faites dans *Le trou noir*, et les réitérer.²⁷⁶

Cet appel à l'aide de l'Union du personnel du corps de police de Genève marque le début de la prise en main par le politique du cas de *La Pilule*. En février 1973, les lecteurs du journal apprennent que ce sont quatre plaintes différentes pour

²⁷⁵ « Union du Personnel du Corps de Police, Genève, 1910-1985 », Genève, Département de justice et police, 1985.

²⁷⁶ *La Pilule* n°82, 26.9.1972.

diffamation qui sont déposées contre lui.²⁷⁷ Le chiffre additionné des dommages et intérêts réclamés atteint la bagatelle de 200'000CHF.²⁷⁸ La peine est également passible d'emprisonnement. L'avocat genevois bien connu, Dominique Poncet, chapeaute cette attaque contre l'hebdomadaire satirique, et se charge de défendre les droits des parties plaignantes.

« Il est revenu... le temps des procès...durs... comme un vieil ami retrouvé. Il est revenu, et ce sera jour de fête. L'eussiez-vous dit ? L'eussiez-vous cru ? Ils ont osé ! Eux : messieurs les représentants de l'Ordre ! Enfin ! Après plus de six mois, ils attaquent ! Brrr... » (*La Pilule* n°102, 13.02.1973)

Ce sont bel et bien six mois qui se sont écoulés entre l'article *Le trou noir* et la déposition des deux premières plaintes.²⁷⁹ Comment expliquer cette lenteur ? Est-elle simplement due à la lenteur de la procédure ? La publication de la plainte interne émise par le Corps de police genevois date du mois d'août 1972, ce qui laisse encore cinq mois de délai. Y a-t-il un rapport à faire avec la plainte déposée par Praz cette fois-ci, aux suites de la manifestation contre le Shah d'Iran, contre le chef de la police M. Leyvraz ? Souvenons-nous, Narcisse Praz a alors été séquestré par la police durant plus de 8 heures, alors qu'il n'avait commis aucun délit.²⁸⁰ Suite à cela, il dépose plainte pour séquestration contre le chef de la police genevoise, M. Leyvraz.²⁸¹ L'affaire a été étouffée, et Praz se plaint de la lenteur de la procédure au mois de décembre 1972.²⁸² D'autres amis avaient, selon lui, également déposé plainte pour d'autres motifs contre des policiers. Ces plaintes ont toutes été traitées dans des délais assez brefs. Praz en était évidemment informé.²⁸³ On peut lire dans cette lenteur, Praz ne sera condamné qu'en octobre 1974, une stratégie de la part des autorités. Lorsque Praz provoque la police dans son journal, l'affaire du Shah d'Iran est encore fraîche, et

²⁷⁷ Emanant dans un premier temps des Unions de Corps de Police, et des Associations du Personnel de la Sûreté genevoises, et, quelques semaines plus tard, des mêmes organes, mais du canton du Valais cette fois-ci.

²⁷⁸Chacune des plaintes réclame 50'000CHF. *La Pilule* n°102, 13.02.1973, *La Pilule* n° 140, 6.11.1973.

²⁷⁹ Elles sont déposées à la fin du mois de janvier 1973. Le Corps de police et l'Association du personnel de police valaisans déposent leur plainte quelques mois plus tard, en mai 1973.

²⁸⁰ *La Pilule* n°68, 20.6.1972 ; référence mémoire.

²⁸¹ *La Pilule* n°94, 14.12.1972.

²⁸² *Idem*

²⁸³ *Idem*

Praz jouit d'une grande popularité. Les autorités avaient alors tout intérêt de laisser retomber la cote du rédacteur en chef de *La Pilule* pour éviter de nouveaux remous.



Figure 17: *La Pilule* blesse la police par Poussin, *La Pilule* n°102.13.2.1973.

Quoiqu'il en soit, une procédure est mise en route à la fin du mois de janvier 1973. Praz va publier dans leur intégralité les différentes plaidoiries de Dominique Poncet :

« Le Sieur Praz, pamphlétaire de troisième zone, ne craint pas d'user de calomnie et de diffamation pour porter atteinte intentionnellement et sans scrupule aux intérêts de la Police et à son crédit » (*La Pilule* n°102, 13.02.1973)

« Un lecteur intelligent et avisé ne se sera guère laissé convaincre par le fiel et le venin déversé par le Sieur Praz dans sa hargne viscérale qu'il entretient envers la police. » (*La Pilule* n°140, 6.11.1973)

Praz se réjouit de ce procès. Il est persuadé qu'il tient là l'occasion de réitérer le coup réalisé lors du procès intenté par le Shah.

« Et voilà, c'est reparti ! Mais cette fois, ce sera le plus beau procès des années 70... à moins que le bras gauche (ndla la justice) n'agisse comme il tenta de le faire lors du procès shatirique en interdisant de faire la preuve de vérité ! Messieurs de la Justice, sœur jumelle de la Police, souvenez-vous bien de ceci : lorsque *La Pilule* fera défiler devant vous par dizaines les preuves de vérité, c'est vous qui aurez l'air idiots ! Pas nous ! Et cela se saura ! » (*La Pilule* n°102, 13.02.1973)

Il ne doute nullement du soutien qu'il trouvera au sein de la population :

« Quant à l'issue du procès, permettez-nous de vous dire que nous nous en moquons comme de notre première culotte: on ne tue pas *La Pilule* sans tuer le bonhomme! Le jour où vous aurez ruiné le bonhomme, il se constituera immédiatement trois, cinq, dix groupes de gens pour fonder une «association à but non lucratif» et qui publiera «*La Pilule*» à votre barbe! Mais ce dont nous ne nous moquons pas, c'est l'impact que ce procès aura sur l'opinion publique après le défilé de témoins que nous organiserons. A moins que la Bonne Presse ne se laisse museler? » (*La Pilule* n°102, 13.02.1972)

6.5.3 Appel à témoin

Praz lance donc un appel à témoin dans son journal. Il veut réunir des témoins censés constituer un dossier à charge contre la police.²⁸⁴ Grâce à ses appels, il reçoit une photographie choc. 7 policiers, et un civil, sont en train de maltraiter un homme lors d'une manifestation.²⁸⁵ La photographie a été prise à quelques mètres et en hauteur, avec une vue plongeante sur la scène, ne laissant que peu de place à l'interprétation. Il s'agit indiscutablement d'un passage à tabac pris en flagrant délit. La question est : quel est le motif de cette intervention, et pour quel motif intervient-on à sept sur un seul sujet ? Praz publie ce cliché au mois de mars 1973. Il l'utilise pour justifier toutes les accusations et critiques qu'il avait adressées aux policiers dans son article *Le trou noir*, et les réitérer une troisième fois.

Il faudra attendre le mois de novembre de la même année pour lire dans *La Pilule* la réaction de Dominique Poncet. Dans ce second mémoire, nous observons que la réalité est présentée d'une manière tout à fait différente :

« Contrairement aux commentaires du Sieur Praz, les policiers visibles sur la photographie ne s'acharnent nullement à frapper un manifestant. Le policier à l'extrême gauche tient à la main une hampe qu'il vient de ramasser...²⁸⁶ il ne s'agit pas d'un «gourdin»! (ndla comme le prétend Praz). Les gendarmes étaient en «formation de

²⁸⁴ *La Pilule* n°110, 10.04.1973.

²⁸⁵ *La Pilule* n°105, 6.03.1973.

²⁸⁶ Dans le même mémoire, Maître Poncet expliquait comment des manifestants « maniaient avec dextérité une hampe de pancarte brisée [avec laquelle] des gendarmes ont été frappés à la tête ». L'allusion à la légitime défense est évidente.

chaîne de police» pour barrer l'accès de la place du Molard sur les rues basses. Il s'agissait d'empêcher les manifestants de gagner l'une de ces rues. Le jeune homme que l'on aperçoit sur la photographie s'est trouvé séparé d'avec ses camarades. Il a alors plongé dans les jambes des gendarmes pour tenter de traverser la chaîne. Il n'a reçu aucun coup. Les gendarmes, ainsi qu'on peut le constater, n'ont fait que le repousser. » (*La Pilule* n°140, 6.11.1974)



Figure 18: Une photo qui dérange, *La Pilule* n°105, 6.03.1973.

En mars 1974, le journal *Voix ouvrière* prend parti. Plus que de soutenir Praz, elle désire défendre la liberté d'expression :

« Quelle que soit notre opinion sur Narcisse René Praz et son journal, les principes de liberté de la presse nous obligent à dénoncer le genre de pression à laquelle ils sont présentement soumis et qui ne vise qu'à les faire taire. Si la photo publiée est un faux, qu'on nous le dise ! Et si l'intolérable comportement qu'elle révèle fait partie de l'exercice normal des fonctions de police, qu'on nous le dise aussi en précisant la nature et l'auteur des ordres donnés. Mais si ces policiers se sont conduits comme de vulgaires malfaiteurs, il n'y a aucune raison de ne pas les dénoncer publiquement, et encore moins de ne pas publier une photo qui témoigne de leur excès. Et si ces mêmes policiers

n'ont fait que leur « devoir », on voit mal pourquoi ils se sentiraient lésés par la publicité donnée de leurs exploits. »²⁸⁷

L'édition du 14 octobre 1974 annonce de manière autant soudaine que triomphale le résultat du procès : 2'000CHF d'amende : « 500 poulets (2000.-) valent 4 Shah à 500.- » titre-t-il.²⁸⁸ L'article fait de la dérision autour de l'accusation.

« Le juge a raison. Mille fois raison ! J'ai en effet tenté de nuire aux populations en les privant de l'élément stabilisateur naturel que sont nos policiers. En effet, il en est de l'homme comme des animaux : la Nature a produit des espèces chargées de la destruction d'autres espèces... Il faut croire que la Nature, infaillible, a prévu l'espèce policière pour l'élimination des surplus humains... » (*La Pilule* n°187, 14.10.1974)

En dernière page de cette même édition, Praz publie une lettre ouverte qu'il adresse au Chef du Département de justice et police du canton de Genève. C'est alors que nous apprenons que le procès a eu lieu alors sans qu'il soit présent.

« Ayant appris (par les journaux !) qu'un jugement avait été rendu contre moi, en mon absence et sans que je puisse y prendre la parole et faire entendre mes témoins, dans l'affaire qui m'opposait aux polices cantonales genevoise et valaisanne, je constate que cette procédure relève du fascisme et est indigne d'un pays qui se prétend démocratique » (*La Pilule* n°187, 14.10.1974)

Praz a été représenté lors de son procès par son avocat, Christian Grobet, alors député socialiste au Grand conseil genevois. Il avait fait signer à Praz au préalable pour le représenter. Praz se défend aujourd'hui avoir été au courant de signer un tel papier.²⁸⁹ Christian Grobet avoue aujourd'hui ne pas se rappeler de cette affaire, quand à Praz, il est persuadé qu'il s'agissait d'une manœuvre destinée à le priver de « son procès ». Nous sommes ici face à une nouvelle zone d'ombre dans le parcours de Narcisse Praz. Le Grand Conseil genevois a-t-il demandé à M Grobet de régler cette affaire au plus vite et sans anicroches ? Pourquoi et comment Praz a-t-il signé cette procuration ? Dans *La Pilule*, Praz n'a à aucun moment préalable annoncé la date de la tenue de son procès. A-t-il cherché à sauver la face dans un procès qui risquait de lui coûter gros ? Ce n'est pas ce qu'il affirmait alors :

²⁸⁷ *Voix ouvrière* n°61, 14.3.1974.

²⁸⁸ *La Pilule* n°187, 14.10.1974.

²⁸⁹ PRAZ 1984, p.163.

« J'avais prévu d'apporter au Tribunal, outre la preuve par des témoignages du bienfondé de mes accusations, une grande écuelle et quelques poignées d'argent et de jeter à la face du monde, en présence de la presse, le défi au Tribunal de laver quoi que ce soit, et surtout l'honneur de la police, en utilisant cet argent et cette écuelle. » (*La Pilule* n° 163, 16.04.1974)

Si tactique il y a de la part de Grobet, cela a en tout cas permis à Praz d'éviter une amende de 200'000CHF. Elle le prive en revanche de son droit de parole et de scandale. Interrogé dans la presse, il annonçait avoir pas moins de 30 témoins prêts à venir témoigner.²⁹⁰

6.5.4 Un soutien présent

Au vue des documents retrouvés, tout permet de croire que ce procès aurait pu prendre un tournant similaire à celui de l'hiver 1971 intenté par le Shah. Nous avons vu que le journal *Voix ouvrière* a exprimé sa solidarité. Le journal *Tout va bien* soutient également l'action de Praz,²⁹¹ ainsi que le journal de la LMR *La brèche* :²⁹²

« Il peut compter sur la LMR pour lui fournir des témoins ! Nos militants pourront témoigner :

- Ceux qui reçoivent des amendes toujours plus élevées pour « collage d'affiches clandestin »
- Ceux qui comme Praz se sont fait séquestrer, alors qu'ils n'avaient commis ni délit, ni contravention, sous prétexte qu'ils se rendaient à une manifestation.
- Ceux qui ont été arrêtés et séquestrés parce qu'ils distribuaient des tracts sur les entreprises
- Ceux qui ont été brutalisés, fouillés et même forcés à se déshabiller... sous prétexte qu'ils collaient des affiches.

Solidarité avec Praz et « *La Pilule* » ! Condamnez Leyvraz ! »²⁹³

La Feuille d'Avis de Lausanne et la *Tribune de Genève* transmettent tous deux l'information sur les plaintes déposées contre Praz. La *National Zeitung* accorde quant

²⁹⁰ *Tribune de Genève* n°35, 12.2.1973.

²⁹¹ Cf Annexes « Lettre TVB », p141.

²⁹² Les relations entre la LMR ne se dégraderont qu'à partir du mois de septembre 1973.

²⁹³ *La Brèche*, janvier-février 1973.

à elle deux articles conséquents sur l'action de Praz. Elle expose largement les faits dans une édition du mois de février,²⁹⁴ et s'interroge plus profondément sur la liberté de manifester, prenant en exemple la demande de manifestation faite par Praz pour le désarmement des polices.²⁹⁵ Rien cependant ne laisse supposer que Praz trouvera une solidarité similaire à celle qu'il a réussi à provoquer en 1971 avec l'affaire du Shah. Tel était effectivement son but. La zone d'ombre concernant son absence du procès laisse planer un doute quand à sa bonne foi. Il est évident que Praz risquait gros. Sa personnalité laisse toutefois supposer qu'il ne craignait pas une telle dépense. Il semble certain que les autorités aient temporisé pour juger Praz. Sa popularité en 1974 est en chute libre. Le monde contestataire abandonne son idée de révolution du système et opte pour une transformation de l'intérieur. Praz et *La Pilule* sont encore dans cette même dynamique qui faisait leur succès trois ans plus tôt. Il semble, suite à ce constat, difficile d'imaginer un mouvement de solidarité pour l'action anarchiste de Praz.

6.5.5 Portée du procès

Les quatre plaintes déposées contre lui ont pour effet indirect de causer la fin des activités de ses deux sociétés, *La Pilule* et la BIM. En réclamant, en début de l'année 1973, un total 200'000CHF de dommages et intérêts, Dominique Poncet a trouvé pour les plaignants, et les autorités genevoises le moyen d'ébranler la confiance des créanciers de Praz, et de compromettre ses activités. Malgré cela, *La Pilule* tient le coup pendant deux années encore. En novembre 1974, l'hebdomadaire cesse d'être édité de manière industrielle. Un membre du F.L.E.A.U., Alain Lenoir, s'occupe dès lors de l'imprimer de manière artisanale. Jugé en octobre 1974, Praz dépose la clef sous le paillason après le 199^{ème} numéro, en janvier 1975. Il publie un numéro *spécial procès* en début du mois de décembre de la même année. Sur un total de douze pages, il mène en toute liberté le procès dont il s'est retrouvé privé. Au travers de divers articles, nous y retrouvons les principes de son combat anarchiste, contre l'Etat, la violence, la propriété et une élite économique. Nous y trouvons aussi

²⁹⁴ *National Zeitung* n°49, 13.2.1973.

²⁹⁵ *Ibid*, n°105, 3.4.1974.

une définition de l'anarchisme qu'il nous semble opportun de citer ici, tant elle montre la mentalité révolutionnaire encore vive qui animait encore Narcisse Praz :

« L'anarchisme est synonyme d'humanisme au sens le plus plein du mot: anarchisme, c'est absence d'autorité, donc de contrainte, donc d'abus; anarchisme, c'est donc Liberté, le plus grand bien de l'homme après la Vie; anarchisme, c'est la justice intégrale provenant tout simplement de l'absence de propriété, donc d'inégalité sociale; anarchisme, c'est le bonheur des gens dans le libre consentement de chacun. [...] Les trois mots les plus galvaudés de la langue française depuis la révolution, Liberté, Egalité, Fraternité, se retrouvent tous dans l'anarchisme, ne vous en déplaie. [...] Pour vous donner une idée de notre conception à nous de la société, à nous les anarchistes, sachez d'abord que chez nous, la propriété étant abolie, plus de 80% des gens que vous avez à juger aujourd'hui ne passeraient pas par nos tribunaux du peuple, car ils n'auraient aucun raison de s'approprier quelque chose qui leur appartient de toute façon par la jouissance qu'ils en ont, tout étant à tout le monde et rien à personne en propre; sachez aussi que pour les autres délits contre l'intégrité corporelle, il ne saurait s'agir, dans la plupart des cas, que des séquelles d'une civilisation pas tout à fait éteinte, la vôtre; mais les enfants qui auraient appris à vivre dans les écoles de l'anarchisme ne seraient pas les complexés sexuels que vous jugez ici quotidiennement. [...] Et parlons aussi de la violence, Messieurs! Où se trouve la violence? Chez qui? Lorsque, pour défendre ce que vous appelez une patrie et qui n'est en réalité que la somme des biens de quelques-uns, vous obligez des jeunes gens à se transformer en tueurs, en assassins, fusil dans le dos et peloton d'exécution en vue s'il refuse, que faites-vous sinon un acte de violence caractérisé? Mais vous avez déjà trouvé l'acquittement pour ce crime multiple: la Raison d'Etat! Tout, vous trouvez tout ce qui vous arrange, ce qui peut vous aider dans cette œuvre d'autoprotection qu'est la Justice avec sa Police. (*La Pilule* n°193, 3.12.1974)

6.6 Epilogue

Narcisse Praz va devoir en finir avec ses activités tant satiriques qu'horlogères. Devant boucler ses comptes, Praz se retrouve avec une dette envers ses différents fournisseurs de quelques 200'000CHF.²⁹⁶ Afin d'éviter la faillite, il réussit à ce que chacun d'eux accepte un remboursement échelonné de sa part. Il est vrai que si la BIM est mise en faillite, aucun de ses fournisseurs ne verrait un centime de ce que leur doit Praz. Au contraire, s'ils acceptent un délai, ils ont plus de chance de revoir leur argent. Pour combler ce déficit, Praz met sur pied une chaîne de magasin discount qu'il nomme *Au fou !* Il y vend des montres de toute sorte à des prix imbattables. Ses contacts et sa connaissance de la branche rendent cette aventure possible. Les magasins de Praz vont connaître un franc succès. Les principales villes de Suisse en auront une antenne. Ce succès commercial permettra à Praz de rembourser ses dettes sur une période de dix années. Une particularité caractérise son entreprise : aucun salaire n'est versé à ses employés, ceux-ci se servant directement dans la caisse directement leur salaire entendu par oral. Confiance et idéal ou moyen d'éviter les frais de secrétariat ? C'est cela les bonnes combines de Narcisse Praz ! Ce procédé ne l'a pas empêché Praz de réussir son affaire et de rembourser son dû.

En 1979, Praz revient pour quelque mois avec un nouveau journal satirique, *Le Crétin des Alpes*. Sept numéros paraîtront entre avril et octobre de cette année. Praz est le rédacteur principal, un ami participe également. Si le fond reste le même, le ton touche une amertume certaine :

« Je reste sans illusion sur votre solidarité possible. Réunis à plus de deux, les anarchistes ne laissent aucun espoir à l'anarchisme. »²⁹⁷

Praz utilise les mêmes méthodes que précédemment : lettres ouvertes à l'ONU, initiatives, actions, créations de groupes... Le thème fort de tous les numéros est l'utopie, Praz s'en fait le chantre. Il veut cette fois-ci, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, demander un territoire pour les anarchistes. L'idée est de

²⁹⁶ PRAZ 1984, p140.

²⁹⁷ *Le Crétin des Alpes* n°2, 15.06.1979.

fonder une République des Montagnards regroupant le Valais, la Savoie et le Val d'Aoste. Praz ne laisse une fois encore pas indifférent : les courriers des lecteurs affluent au journal. On reproche à Praz de baisser les bras alors que des mouvements anarchistes sont en renaissance, on le traite de misogynie... Certaines rancœurs refont surface. Sept numéros dans lesquels Praz chasse le rationalisme et tente de voir son utopisme reprendre des couleurs.

Suite à cela, Praz va quitter le Suisse pour quelques années. Il vivra dans les maisons qu'il rénove au fur et à mesure, puis revend, et réinvestit dans un nouveau projet. Il revient ensuite en Suisse, à Beuson, intègre les sociétés patoisantes du Valais central. Il leur écrit des pièces de théâtres qui connaissent un bon succès auprès des habitants locaux. Il est fréquemment appelé à donner son avis sur divers sujets dans *Le Nouvelliste* ou la presse romande. Il est membre actif de la *Libre pensée* et réagit fréquemment à des sujets ayant principalement affaire à l'Eglise catholique. Depuis les années 80, Narcisse Praz a écrit la majeure partie de son œuvre romanesque. Ses tiroirs contiennent un nombre important de manuscrits qui n'ont trouvés d'éditeurs. La bibliothèque et médiathèque du Valais a créé un fond pour ses écrits. Ses 2 journaux satiriques ont été numérisés.

7 Conclusion

Narcisse Praz ne laisse personne indifférent. On préfère souvent ignorer ses provocations, ires et satires qui touchent fréquemment leur cible aux endroits délicats. D'aspect brouillon, desservi par un style souvent trop franc ou désordonné, il ne suit pas moins une pensée précise. Narcisse Praz énerve souvent parce qu'il aime à s'illustrer dans ses combats. Auto proclamé en victime, il s'appuie sur sa position pour fendre ses ennemis : l'autorité, le conformisme, la violence, l'injustice. Frondeur hors paire, il déteste les institutions qui font mine de bonne œuvre mais dont les actions ne sont pas toujours claires et innocentes. Il essaye alors de les décrypter et les confondre. Le problème parfois, c'est le discernement. Non que Narcisse Praz en manque, cela chacun en fait le jugement qu'il veut, mais qu'il feigne d'en manquer en exagérant ou gonflant un fait, parfois peut être inconsciemment, pour mieux relever l'absurde, l'hypocrisie et renforcer la force de sa satire ou provocation. Ce procédé peut fatiguer lorsqu'il manque son coup ou qu'il manque de pertinence. Narcisse Praz n'est pas une personne de dialogue, mais il est le fendeur capable d'ouvrir des brèches. Intègre à sa pensée, il n'en demeure pas moins pacifiste. Ceux qu'il toise sont souvent armés d'un certain pouvoir. Qu'a-t-il amené à ces années de révolte contre l'autorité d'une société trop stricte ? De l'espoir peut-être, un peu d'information, une bonne dose de dérision, quelques claques à des hommes et femmes publique qu'il ne se gênait pas de donner, et un flot d'explications et d'analyses anarchistes pas toujours digestes. Ses provocations ont toutefois porté suffisamment haut pour que les procédés de dissuasion utilisés soient étalés au grand jour dans des scandales dont Praz détient le secret. Ces actions ont-elles favorisé une remise en question de l'autorité ? Combattant, il ne laissait rien passer à ses ennemis. Il a secoué la police genevoise si fort qu'elle a fini par céder en l'attaquant en justice pour dommages et intérêts ! Devant la Confédération, il n'a pas plié l'échine, soutenu alors par tout un monde contestataire plein d'espoir et de revendications révolutionnaires. Vrai naïf ou fausse gueule d'ange qui glisse dans son monde ? Praz possède des facultés qui lui ont permis ses aventures. Doué pour les langues, la communication et le commerce, joli garçon sans doute, il a à son arc des flèches qui lui permettent de tirer loin. Il a essayé d'en user pour constituer sa fortune

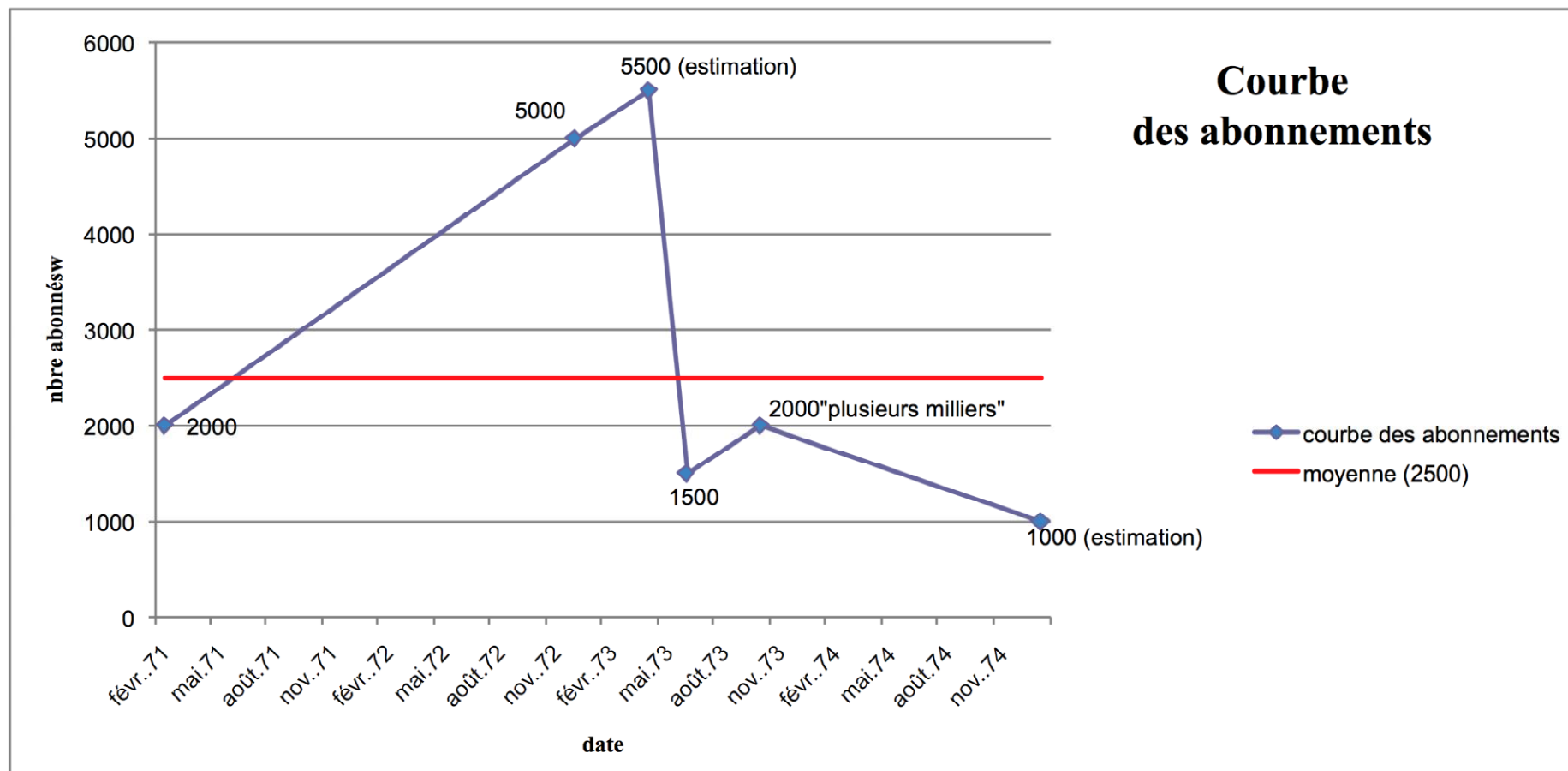
bourgeoise, mais son système s'est écroulé. Il a pris alors les armes pacifiques de la satire et de l'anarchie, et a rejoint les rangs des affranchis de mai 68. Il s'est mis au service de la cause révolutionnaire, en échange il est vrai de quelques lauriers. Mais alors que la révolution espérée n'éclatait toujours pas, lui s'est braqué, déçu dans ses exigences élevées envers les militants, opposé aux concessions que la plupart jugeaient alors nécessaires. Il fait cavalier seul, écoutant son orgueil et ses idéaux plus que la raison collective, blessé de ne la voir éclore, cette révolution.

Quel rôle ont les anarchistes dans nos sociétés ? me questionna un jour un professeur d'histoire. Telle était la question à laquelle, selon elle, mon travail devait tenter de répondre. Les anarchistes existent, personne ne doit dès lors leur donner une place ni un rôle. Les anarchistes sont cependant des personnes exigeantes, qui n'aiment pas la facilité. Ils demandent de la rigueur, de la discipline et de la conscience à leurs concitoyens. Que peuvent-ils amener dans nos sociétés à partir du moment où ils refusent une certaine forme participation ? Des idées nouvelles peut-être, des fonctionnements différents, des solutions qui s'intègrent aux Hommes et à leurs sociétés. Utopie ? Avec leur rigueur et en exigeant l'impossible, les anarchistes empêchent-ils pas à une forme intermédiaire de se développer ? Cet intermédiaire est-il déjà de trop pour nos sociétés capitalistes ? Le but de nos sociétés ne devrait-il pas être de donner à chacun le maximum de connaissances et de moyens pour atteindre une autonomie individuelle ? L'Etat ne joue-t-il pas un rôle paternaliste qui noie notre indépendance ? Quel est le bien commun ? Quel rôle jouent les élus du peuple dans le dialogue entre l'économie et le politique ? La consommation est-elle raison ? Le profit qu'exige le libéralisme est-il un bien-être pour le plus grand monde ? Si les anarchistes font mine de ne vouloir participer aux débats de la démocratie parlementaire pour la bonne raison qu'ils n'y croient pas, la masse d'écrits que le CIRA archive soigneusement n'est-elle pas la simple preuve de leur participation ? A nous de prendre en compte et d'appliquer au sein d'une société qui suit son roulement les idées qui nous semblent viables et applicables. Au milieu des anarchistes, Narcisse Praz nous dit qu'il n'est pas besoin de lire des penseurs pour développer une pensée qui soit personnelle, mais qu'une bonne dose de sens critique suffit à se préserver. Il donne aussi la preuve, par son

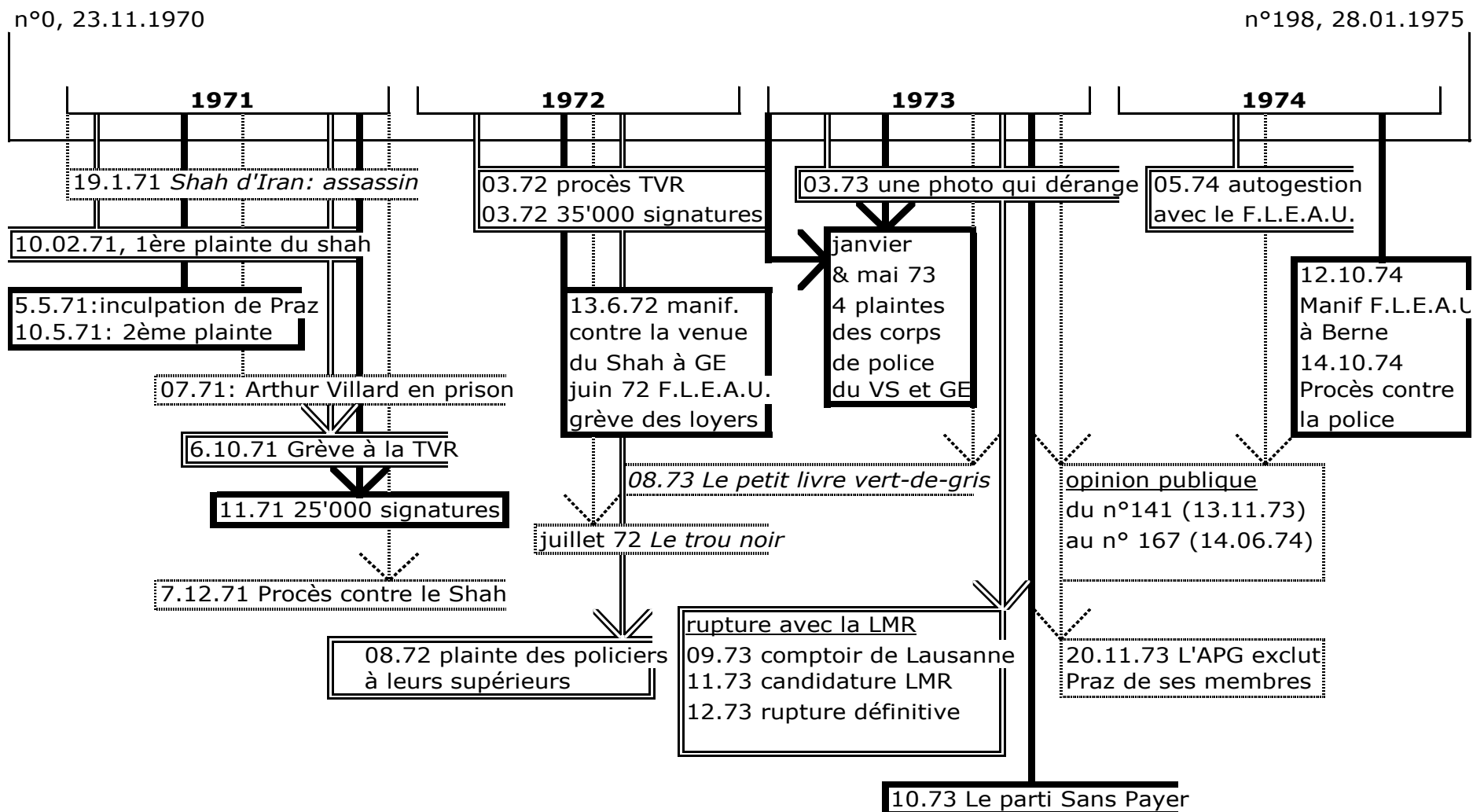
activisme, des limites consensuelles des libertés individuelles en démocraties, et de la puissance dont peut faire preuve un état démocratique contre ses détracteurs pacifistes. Au travers de son destin et de sa pensée révolutionnaire, mon but a été de faire connaître des actions et des procédés différents, de rappeler à la mémoire certains faits et gestes, et d'éveiller des contemporains qui sommeillent dans une principauté que l'on croit de droit. But que j'espère en partie atteint, dans la mesure où on lira ce travail qui clos mes études universitaires.

8 Annexes

8.1 Courbe des abonnements

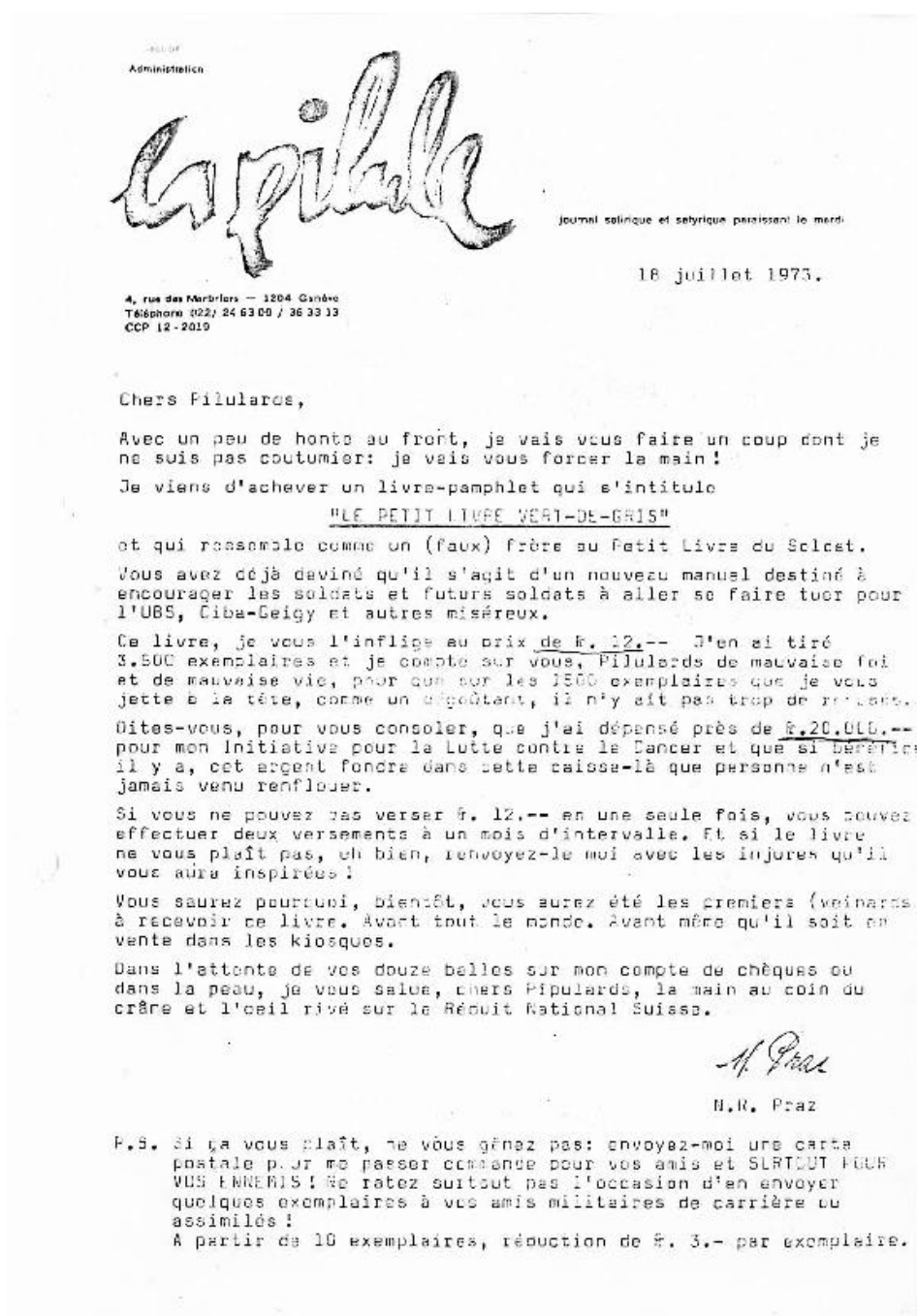


8.2 Vie du journal



8.3 Petit Livre vert-de-gris

8.3.1 Lettre adressée à ses lecteurs²⁹⁸



8.3.2 Rapport fait par la police fédérale²⁹⁹

27.11.73 AV

EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT
STAB DER GRUPPE FÜR AUSBILDUNG
DEPARTEMENT MILITAIRE FÉDÉRAL
EM DU GROUPEMENT DE L'INSTRUCTION
DIPARTIMENTO MILITARE FEDERALE
SM DELL'AGGRUPPAMENTO DELL'ISTRUZIONE
Téléfon 67

27. NOV 1973
10960.0/317

3000 Bern 26.
24 novembre 1973

Nr. _____

In der Antwort gef. obige Nummer angeben.
Rapporter au numéro dans la réponse

Inve. Nr. _____ vom _____

Votre No. _____ du _____

Auditeur en chef
Chef de la Police fédérale

"Le Petit livre vert-de-gris" - Narcisse Praz

Le major Pierre Masson, mon collaborateur à l'EM du groupement de l'instruction tient d'un de ses subordonnés, professionnellement très proche des milieux de l'édition, l'information suivante:

"Le Petit livre vert-de-gris" sera l'objet d'une édition en langue allemande.

Tirage prévu: 100'000 expl

Parution: probablement dans les 2 premiers mois de 1974.

Narcisse Praz ne le distribuera pas lui-même.

Le nom et l'adresse de celui qui a acquis les droits pour la publication de 100'000 expl de ce document:

✓ Heinz Bühler 5422 Oberehrendingen AG
Dergetenstrasse 341

La crédibilité de cette information doit être considérée comme élevée.


Groupement de l'instruction
Chef d'état-major
Franchini
Colonel brigadier Franchini

20013 / 1 In einem Brief nur eine Angelegenheit behandeln. Ne traiter qu'un seul objet par lettre. Trattare un solo oggetto per lettera

²⁹⁹ E 4320 (C), 1995/390, Bd.68, Dossier (0) 210.2.

8.4 Affaire du shah d'Iran³⁰⁰

8.4.1 Une deuxième plainte

 **SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO**

Aera
BAI

Beschluss
Décision
Decisione

BUNDESPOLIZEI
da: 7.7.71
E 16. JULI 1971
(0.265) 205.0/192

Mercredi, 7 juillet 1971

**Edg. Justiz- und
Polizei-Departement**
15. JULI 1971
AG

Cause pénale Praz Narcisse-René, rédacteur
du journal "La Pilule", prévenu d'outrage
à un Etat étranger (art. 296 CP);
autorisation de poursuivre (art. 105 PPF
et 302 CP) et délégation (art. 18 PPF).

Département de justice et police. Proposition du 18 juin 1971
(annexe).
Département politique. Rapport joint du 30 juin 1971 (annexe).
Département de justice et police. Co-rapport du 5 juillet 1971
(annexe).

Vu la proposition du département de justice et police, le Conseil
fédéral

d é c i d e :

a. L'arrêté du Conseil fédéral du 31 mars 1971 est complété comme
il suit:
4. L'autorisation de poursuivre le rédacteur du journal "La Pilule",
Narcisse-René Praz, et la délégation de la cause aux autorités
généralistes concernant les articles publiés les 19 janvier, 13 avril
et 4 mai 1971.

b. Le département politique est invité à informer l'Ambassade d'Iran
que, dans l'intérêt d'une liquidation judiciaire rapide de cette
affaire et pour éviter tout risque de prescription, il conviendrait
qu'elle renonçât provisoirement à présenter de nouvelles demandes
de poursuite.

Extrait du procès-verbal aux:
- EPD 6
- JPD 12 (GS 2, BA 10 zum Vollzug)

Pour extrait conforme:
Le secrétaire,
Southern

³⁰⁰ Tous les documents: E 4320 (C), 1995/390, Bd.52, Dossier (0.265) 205.0/192.

ACCUSÉ D'INJURES AU SHAH D'IRAN Le rédacteur de « Pilule » sera défendu par la Ligue des droits de l'homme

M. Narcisse-René Praz, unique rédacteur de « Pilule », en chef pour les lettres du journal satirique romand « La pilule », a comparu hier matin à Genève au Palais de Justice, devant le juge d'instruction, en l'assistance de M. Roger Dussaux.

On sait que dimanche de Narcisse-René Praz avec le Ministère public le général et le rédacteur en chef de « La pilule » est l'auteur d'un article paru dans le numéro 4 de sa revue « Mohandoulou », outrageant la personne d'un chef d'Etat étranger. A savoir, le Shah d'Iran, cinquante fois assassiné. C'est M. René Praz, pour avoir fait exécuter cinquante traités de drogue.

L'auteur de l'article incriminé ne s'est pas présenté hier matin. Il a mandatement de comparution. Après d'être

annoncé comme étant le seul responsable des lignes dénoncées par le Ministère public fédéral. C'est à ce dernier que le juge Dussaux vient en conséquence de renvoyer le dossier.

M. René Praz a déclaré ses avocats pour le parer au plus pressé et est alors et déjà assuré du soutien de la Ligue des droits de l'homme. Une « documentation » soignée sera réunie par M. Narcisse-René Praz à la disposition de la justice.

Des représentants de la division des représentants des Nations Unies, des écrits de Bertrand Russell sur « la liberté en Iran », d'autres tracts, etc., qui feront du bruit», dit M. Praz, serviront à étayer une accusation à l'encontre du chef de l'Etat iranien qui n'a pas été lancée à la légère.
Ch. M.

8.4.3 La Princesse Ashraf

8.4.3.1 Lettre de La Pilule



RECOMMANDÉE

BUREAU CENTRAL SUISSE
DE POLICE
Wildstrasse 3

3000 BERNE

Messieurs,

Si j'en crois un texte de Sir Bertrand RUSSELL que j'ai sous les yeux, la Princesse Ashraf, sœur du Shah d'Iran, aurait été arrêtée par la police suisse en 1960 : ses valises auraient été trouvées pleines d'héroïne.

En ma qualité de rédacteur en chef, je vous prie de bien vouloir me dire :

- si cette arrestation a vraiment eu lieu;
- si l'affaire a été étouffée pour des raisons diplomatiques.

Dans l'espoir que vous pourrez me fournir des renseignements, je vous présente, Messieurs, mes salutations très distinguées.

N.D. Prez
Rédacteur en chef

8.4.3.2 Réponse

Berne, le 3 mai 1971.

Z Monsieur le rédacteur en chef de
"la pilule"
rue du Valais 11
1202 GENEVE

(0:265)205.0/192 Fl.

Monsieur,

Répondant à vos lettres du 22 avril 1971, nous vous in-

Zformons que la princesse ASHRAF, sœur du Shah d'Iran,
n'a jamais été arrêtée en Suisse et que l'on n'a jamais
découvert de stupéfiants dans ses valises lors de ses
séjours en notre pays.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

MINISTÈRE PUBLIC FÉDÉRAL
Office central suisse pour la répression
du trafic illicite des stupéfiants

8.4.3.3 Une note interne

OIFC/36/Be/j.4
(O:265)205.0/192/Be

1.8.3.72

N O T E

à l'intention de Monsieur l'Ambassadeur Wetterwald,
Chef du Protocole, Département politique fédéral

≡ Concerne : la princesse Ashraf PAHLAVI

Pour donner suite à votre demande téléphonique nous vous remettons ci-joint :

- copie de notre lettre du 5 juillet 1965 adressée au Chef du Département fédéral de justice et police;
- copie d'une lettre du Suppléant du Chef de la Division des Affaires politiques adressée le 9 mars 1966 à Monsieur l'Ambassadeur d'Iran, accompagnée d'une note du 9 juillet 1965.

Nous nous permettons de vous renvoyer en outre aux documents suivants, versés dans vos dossiers i.A.15.41.5, p.B.44.51. Iran.1 et i.A.15.41.12.Iran.3 :

- lettre confidentielle de la Division des Affaires politiques au Ministère public fédéral, du 19 février 1965, accompagnée d'une copie de lettre de l'Ambassade de Suisse en Iran, du 8 février 1965;
- lettre de la Division des Affaires politiques à l'Ambassade de Suisse à Téhéran, du 15 juin 1965, accompagnée de la lettre adressée le 5 juin 1965 par ladite Ambassade à ladite Division.

Ces documents permettent de se faire une image complète de l'affaire que vous avez évoquée. Nous ajoutons que, par lettre du 3 mai 1971 adressée au rédacteur en chef de "La Pilule",

Berne, le 8 mars 1972

MINISTÈRE PUBLIC FÉDÉRAL
Office central suisse pour la répression
du trafic illicite des stupéfiants

8.4.4 Hassan Goreschi

8.4.4.1 2 lettres de La Pilule

La pilule

Journal satirique et satyrique paraissant le mardi



24 février 1972

Recommandée.

Au Ministère Public Fédéral
Berne

Messieurs,

Je vous remets ci-joint une photocopie d'un article paru dans la Tribune de Genève relatif à l'implication d'un diplomate iranien dans un trafic de drogue.

Je vous fais remarquer:

- que le substitut du procureur, Me. Pagan, a affirmé que le fournisseur n'était autre qu'un diplomate iranien;
- que le substitut du procureur a affirmé que cette drogue avait, à l'origine, été fournie à ce diplomate par "une personnalité de l'entourage du shah."

Je vous fais pleine confiance pour étouffer cette affaire "diplomatiquement" afin que vous n'ayez pas mauvaise conscience d'avoir autorisé l'ambassade d'Iran à poursuivre "La Pilule" qui dénonçait, précisément, ce même entourage immédiat du shah...

Je ne doute pas que l'ambassade d'Iran ne porte plainte contre Monsieur le substitut, Me. Pagan, pour outrage à chef d'Etat étranger, ce qui vous permettra, une fois de plus, de montrer votre dévouement à Sa Majesté le Shah d'Iran qui vient de faire prononcer 25 nouvelles condamnations à mort.

Il est encourageant pour ce pays d'avoir un Ministère Public Fédéral aussi perspicace. A propos, la personne qui a signé la demande de mise en accusation de La Pilule est-elle la même qui est aujourd'hui impliquée dans ce trafic de drogue fournie par "une personnalité de l'entourage immédiat du shah d'Iran"? C'est une simple question.

Agréez, Messieurs, mes salutations les plus narquoises.

≡ GORESCHI Hassan

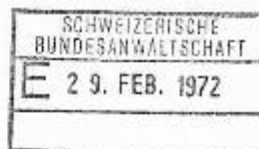
La Pilule
N.R. Prax

≡ M. Prax 29

Copie à la Presse.

Rédaction
Administration

La pilule



journal satirique et satyrique paraissant le mardi

Rue du Valais 11 - 1202 Genève - Téléphone (021) 70 31 96 - C.C.P. 12 2019 28 février 1972

Recommandée

Au Ministère Public Fédéral
Berne

Messieurs,

En date du 7 décembre 1971 j'ai été condamné, en ma qualité de rédacteur responsable de ce journal, à une amende de Fr.500.-- pour avoir outragé un Etat étranger, ayant porté entre autres accusations précises celle de TRAFIC DE DROGUE contre le shah d'Iran et la famille royale d'Iran.

≡ L'arrestation à Genève du citoyen Iranien Hassan Ghoréchi a permis de mettre à jour une vaste affaire de trafic de drogue dans laquelle est impliqué le Prince Houchang Duvalou, CHEF DU CABINET ROYAL du shah et de la shahbanou. Le dernier communiqué du juge d'instruction, M.Weber, indique que le gouvernement suisse a couvert ce personnage et l'a autorisé à quitter la Suisse sans qu'il soit inquiété, alors que le juge instructeur avait annoncé "une arrestation imminente retentissante".

La preuve est ainsi apportée que le shah d'Iran COUVRE les trafiquants de drogue qui agissent au nom de la famille royale d'Iran, alors qu'il fait fusiller, en Iran, toute personne trouvée porteuse de plus de dix grammes de drogue.

Dans ces circonstances, j'ai l'honneur de vous demander officiellement la révision de mon procès, vu que tout ce que j'ai avancé correspondait à la vérité et qu'il ne peut y avoir outrage puisque vous avez vous-mêmes pu vérifier l'authenticité de mes écrits, grâce à cette affaire récente.

Le communiqué du juge d'Instruction dit que le prince X a pu quitter la Suisse librement. Cependant, je peux vous affirmer qu'en ce moment il n'a pas encore quitté la Suisse, vu que j'ai pu lui parler téléphonique ment. La Suisse continue donc à protéger ce Prince?

J'attire votre attention sur l'injustice flagrante dont sont victimes EN SUISSE les petits trafiquants ou consommateurs de drogue qui sont régulièrement condamnés à des peines de prison pour des quantités insignifiantes, alors que VOUS, Ministère Public Fédéral et Conseil Fédéral, couvrez diplomatiquement les grands trafiquants que sont les CHEFS DE CABINETS de la famille royale iranienne. Vous avez une chance de vous racheter aux yeux de l'opinion publique suisse. Saisissez-la.

Agrérez, Messieurs, mes salutations très distinguées.

N.R. Praz

≡ *[Signature]*

Copie à la Gonne

Manifestation interdite

**M. Praz («La Pilule»)
recourt
au Tribunal fédéral**

A la suite de l'interdiction faite à M. Narcisse-Béné Praz, rédacteur en chef de «La Pilule», d'organiser une manifestation en faveur du désarmement des gendarmes, douaniers et autres fonctionnaires en

uniforme, M. Praz nous informe qu'il a déposé, contre cette interdiction, un recours au Tribunal fédéral.

Il espère pouvoir manifester comme il l'entend, dans le courant du mois de septembre prochain.

Dans la même lettre, M. Praz nous informe qu'une nouvelle plainte vient d'être déposée contre le chef de la police par une personne qui distribue «La Pilule», une publication de la Ligue des Droits de l'Homme, publication intitulée «Les Droits de l'Homme en Iran».

La police genevoise aurait en effet stoppé la distribution de ces publications et retenu durant trois heures, la personne qui fut surprise en train de les distribuer.

**A BAS
LA SÉGRÉGATION SOCIALE
DANS LES C.F.F. !**

ARTICLE 4 DE LA
CONSTITUTION FÉDÉRALE :
"Tous les Suisses sont égaux devant
la loi. Il n'y a en Suisse ni sujets, ni
privilèges de lieu, de naissance, de
personnes ou de familles."

L'article 1 des Chemins de Fer Fédéraux suisses pourrait être :
"Les citoyens suisses privilégiés seront admis en PREMIERE
CLASSE des wagons des CFF moyennant la preuve de leur
privilège. Cette preuve est fournie par l'exhibition d'un ticket de
première classe. Quant aux buffets de gare, il suffit de PAYER
PLUS CHER pour établir la preuve de son privilège."

Et la police est là pour veiller à ce que ces privilèges soient
respectés. Les Tribunaux également.


Le peuple des bergers est mort !
Le peuple des moutons SE SOUMET !
Et la Constitution fédérale ne signifie plus rien !

ASSEZ DE PAROLES ! ASSEZ DE PALABRES PARLEMENTAIRES !
IL FAUT EN FINIR AVEC CE QUI CONSTITUE UNE
SÉGRÉGATION SOCIALE !

Où sont-ils donc les PARTIS POLITIQUES qui prétendent défendre les "petites gens" ?
Où sont-ils donc les prostitués du bulletin de vote lorsqu'il s'agit d'ABCLIR LE
PREMIER SIGNE EXTERIEUR DE LA SEGREGATION SOCIALE :
LES PREMIERES CLASSES
de nos chemins de fer ?

Où ? Inexistants !
Un nouveau groupement est né : **LE F.L.E.A.U.** — Il lutte POUR VOUS !

SI VOUS APPROUVEZ CETTE ACTION :



³⁰¹ E 4320 (C), 1995/391, Bd.440, Dossier 960.0317.

8.4.6 Lettre TVB³⁰²

✱ TOUT VA BIEN
Case postale 87
1213 PERIL-LANCY

Genève, le 5 avril, 1973.

Narcisse PRAZ

Salut !

Comme je te l'avais déjà dit un soir en vitesse, nous nous sommes permis de répercuter ton appel sur la police la fin d'un article sur la presse et la police. Je te l'envoie donc. En y joignant un extrait du dernier numéro de FOCCU qui donne un exemple de l'amabilité flicarde de plus, pas ~~qui~~ piqué des vers.

Par ailleurs, serait-il possible d'envisager une coordination, une collaboration ou toute autre forme de contacts au niveau de l'information entre TVB et La Pilule ? Question lancée comme ça, on en reparlera à l'occasion.

Meilleures et amicales salutations.

A.

³⁰² Fond BCV Narcisse Praz, non traité.

9 Table des illustrations

FIGURE 1: PHOTO MONTAGE ASSOCIANT HENRY SCHMITT A ADOLF HITLER, <i>LA PILULE</i> N°145, 11.12.1973	45
FIGURE 2: RECOLTE DE SIGNATURES PAR LEFFEL, <i>LA PILULE</i> N°32, 12.10.1971	46
FIGURE 3: SAISIE EN VALAIS D'UN EXEMPLAIRE DE <i>SEXUS</i> , <i>LA PILULE</i> N°1, 8.12.1970	48
FIGURE 4: <i>TABLEAU DE CHASSE DE L'ANNEE</i> , <i>LA PILULE</i> N°38, 23.11.1971	49
FIGURE 5: <i>L'INITIATIVE POUR LA LUTTE CONTRE LE CANCER</i> VUE PAR JEAN LEFFEL, <i>LA PILULE</i> N°9, 30.3.1971	57
FIGURE 6: <i>LE DUR METIER DE REPRESENTANT</i> PAR STAN, <i>LA PILULE</i> N°2, 22.12.1970	63
FIGURE 7: PUBLICITE POUR <i>LE PETIT LIVRE VERT-DE-GRIS</i> , <i>LA PILULE</i> N°153, 5.2.1973	67
FIGURE 8: <i>9 FEVRIER 1972: LES TELEVIDES ACCUSENT...</i> PAR JEAN LEFFEL, <i>LA PILULE</i> , N°49, 8.12.1972.	72
FIGURE 9: <i>LA CONSTITUTION FEDERALE (ART 55) GARANTIT LA LIBERTE DE PERSE... OH, PARDON DE PRESSE!</i> PAR JEAN LEFFEL, <i>LA PILULE</i> N°40.7.12.1971	78
FIGURE 10: <i>IL FAUT RAISON D'ETAT GARDER.</i> PAR JEAN LEFFEL, <i>LA PILULE</i> N°41, 14.12.1971	81
FIGURE 11: VIOLENCES ENTRE MANIFESTANTS ET POLICIERS PAR DELAY, <i>LA PILULE</i> N°72, 18.7.1972	85
FIGURE 12: UNE DIVISION FONDAMENTALE, <i>LA PILULE</i> N°184, 23.9.1974	88
FIGURE 13: LES CANDIDATS DU P.S.P, <i>LA PILULE</i> N°136, 9.10.1973	94
FIGURE 14: F.L.E.A.U. PAR DELAY, <i>LA PILULE</i> N°179, 20.8.1974	101
FIGURE 15: UNE MANIFESTATION LIBERTAIRE DU F.L.E.A.U.	105
FIGURE 16: LES CIBLES DE LA POLICE PAR ROPPO, <i>LA PILULE</i> N°105, 6.3.1973	108
FIGURE 17: <i>LA PILULE</i> BLESSE LA POLICE PAR POUSSIN, <i>LA PILULE</i> N°102.13.2.1973.	111
FIGURE 18: UNE PHOTO QUI DERANGE, <i>LA PILULE</i> N°105, 6.03.1973.	113

10 Bibliographie

10.1 Ouvrages des références

- ALTWEGG, Jürg, « Une Suisse en crise. De Ziegler à Blocher », Lausanne, Presse polytechniques et universitaires romandes, 2004.
- BLANC, Jean-François, « Suisse-Hong-Kong : le défi horloger », Lausanne, Editions d'En-bas, 1988.
- Cahier d'Histoire du Mouvement Ouvrier, « Contestations et Mouvements. 1960-1980 », n°21, Lausanne, Editions d'En-bas, 2005.
- Collectif, « Dessin d'humour et contestation », in Opus international, 31/32, janvier 1972.
- CHALLAND, Benoît, « La ligue marxiste révolutionnaire en Suisse romande », Fribourg, Université de Fribourg (Suisse), 2000.
- CORSINI, Silvio (sdl.), « Le livre à Lausanne. Cinq siècles d'éditions et d'imprimerie. 1493-1993 », Lausanne, Payot Lausanne, 1993.
- CUNEO, Anne, « La Vermine », Orbe, Bernard Campiche Editeur, 2008.
- DEL CURTO, Mario, DERIAZ, Armand, « Suisse en mouvement : images de luttes populaires. 1970-1980 », Lausanne, Editions d'En-bas, 1981.
- FRISCH, Max, « Livret de service », Lausanne, Editions L'Age d'Homme, 1985.
- , « SUISSE SANS ARMEE ? Un Palabre », Yvonand, Bernard Campiche Editeur, 1989.
- GROS, Dominique, « Du désir de révolution à la dissidence. Constitution de la mouvance alternative genevoise et devenir de ses acteurs », in Equinoxe, revue de sciences humaines, n°24, automne 2004, pp.31-42.
- , « Dissidents du quotidien. La scène alternative genevoise 1968-1987 », Lausanne, Editions d'En-bas, 1987.
- GUISNEL, Jean, « La nouvelle presse : de Hara-kiri à Libération », in ARTIERES, Philippe ; ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (sld), 68, Une histoire collective. 1962-1981, Paris, La Découverte, 2008, pp.600-608.
- Histoire du Valais, Annales valaisannes 2000-2001, Sion, 2002.
- JAUILLARD, Claude, « Requiem pour une révolution perdue (L'Errance helvétique) », Lausanne, L'Aire, 1978.
- JAUILLARD, Claude, SONNAY, Jean-François, « Zürich Graffiti. Les desperados de l'état social », Lausanne, Editions de l'Aire, 1980.
- LUISIER, M.-J., « Sept jours dans la presse fribourgeoise et romande », éditions universitaires, Fribourg, 1973.
- , « Le Canard enchaîné, un « objet politique mal identifié » », in Revue d'histoire moderne et contemporaine, 50-2, avril-juin 2003.
- PELLAUX, Jean-Marie, « L'affaire Pilatus – les milieux engagés et la Suisse officielle face aux exportations d'armes (1878-1985) », Fribourg, coll. Aux sources du temps présent, 2008.
- PORRET, Michel, « Tout Va Bien (1972-1983). L'an 01 du mensuel de contre-information et de lutte », in Equinoxe, revue de sciences humaines, n°24, automne 2004, pp.43-72.
- PRAZ, Narcisse-René, « L'intrus », Tramelan, Imprimerie du Progrès, 1954.
- , « Tu ne tueras point... », Bienne, Editions Pierre Boillat, 1956.

-----, « Les Renégats », Bienne, Editions Pierre Boillat, 1965.
 -----, « Peau-de-Moine », Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1966.
 -----, « Le petit livre vert-de-gris (défense si vile) », 1973.
 -----, « Le Pied-à-Lune », Genève, Editions *La Pilule*, 1975.
 -----, « L'archipel de Goulus, Genève, [sn], 1976.
 -----, « La croix et la bannière. Auto vivisection d'un mouton retourné I », Lausanne, Editions d'en bas, 1983^a.
 -----, « Le rocher de Sisyphe. Auto vivisection d'un mouton retourné II », Lausanne, Editions d'en bas, 1983^b.
 -----, « Poète, prends ton luth et tire. Auto vivisection d'un mouton retourné III », Lausanne, Editions d'en bas, 1984.
 -----, « mes damnaïdes. Mémoires d'un affémé », Sierre, Monographic, 2000.
 -----, « Un si charmant village », Sainte Croix, Edition Mon Village, 2002.
 -----, « Sous le pont Mirabeau », Sainte Croix, Edition Mon Village, 2007.
 -----, « Gare au gorille ! La pédophilie ecclésiastique catholique galopante expliquée aux parents », Toulouse, Editions Libertaires, 2010.
 PREPOSIET, Jean, « Histoire de l'anarchisme », Paris, Editions Tallandier, 2005.
 ROVERE, Christian, « La presse satirique romande durant la première guerre mondiale, Lausanne, [s.n.], 1998.
 SAMUELSON, François, « Il était une fois Libération », Paris, Flammarion, 2007.
 WEBER, Beat, « Cinq siècles d'imprimerie à Genève. 1478-1978 », Genève, Cinq centième anniversaire de l'imprimerie à Genève, 1978.

10.2 Mémoires

D'ALFONSO, Valentina, « *Sous le pont Mirabeau*, Una proposta di analisi », mémoire de Licence présenté à l'université de Chieti-Pescara sous la direction du Prof. Gabriele-aldio Bertozzi, 2008.
 REBETEZ, Véronique, « L'antimilitarisme chez les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires en Suisse romande pendant la première guerre mondiale », mémoire de licence présenté à la faculté des Lettres de l'université de Fribourg sous la direction d'Alain Clavien, 2005.

10.3 Articles

ARLETTAZ, Gérard, « Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914 », in *Société et Culture du Valais Contemporain II*, Développement et mutations du Valais, GVSM, 1976, pp.9-62.
 GROS, Dominique, « Du désir de révolution à la dissidence. Constitution de la mouvance alternative genevoise et devenir de ses acteurs », in *Equinoxe*, revue de sciences humaines, n°24, automne 2004, pp.31-42.
 HUG, Peter, « Mouvement Antinucléaire », in *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, url: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F16516.php>, version du 15.01.2009.
 JOST, Hans-Ulrich, « Surveiller et punir. Le quadrillage du mouvement ouvrier et du socialisme par la bourgeoisie suisse au 19^e et 20^e siècles », in CHESSEX, Pierre, GLARDON, Michel (sld), *Cent ans de police politique en Suisse*, AEHMO & Editions d'en Bas, Lausanne, 1992, p.11-29.

KREIS, Georg, « Censure », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), url: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F24656.php>, version du 10.10.2006.

PAPILLOU, Jean-Henry, « Les mines du Valais. Sources et histoire, 1810-1950 ». in Annales Valaisannes, 2004, pp.59-91.

PORRET, Michel, « Tout Va Bien (1972-1983). L'an 01 du mensuel de contre-information et de lutte », in Equinoxe, revue de sciences humaines, n°24, automne 2004, pp.43-72.

REY, Pierre-Michel, « Migrations intérieures en Suisse. Le cas Valais-Genève (1900-1960) », in Société et Culture du Valais Contemporain, GVSM, 1974, pp.119-197.

DE THOIRE, Villars, « Et la presse pendant ce temps ? » in WEBER, Beat (sdl.), « Cinq siècles d'imprimerie à Genève. 1478-1978 », Genève, Cinq centième anniversaire de l'imprimerie à Genève, 1978, pp.267-300.

10.4 Journaux

La Pilule : journal satirique et satyrique : anti-mythes, 1970-1975.

Travail, 1946-1949.

La Pomme, 1970-1973.

La Brèche

Voix ouvrière

Journal de Genève, 1970-1975.

Feuille d'Avis de Lausanne, 1970-1975.

La Suisse, 1970-1975.

Tribune de Genève, 1970-1975.

National Zeitung

AZ-Zeitung, 1970-1975.

Tages Anzeiger, 1970-1975.

Information & Contacts (1971)

Tout Va Bien (1972-1978)

Le Crétin des Alpes (1979)

10.5 Site internet

http://doc.rero.ch/?c=RERO+DOC/NAVCOLLSPEC/LA_PILULE

<http://findmittel.ch/Archive/archWeb/Ar133frameset.htm>

<http://www.hls-dhs-dss.ch>

<http://archives.tsr.ch/player/rollan-finbonjour>

<http://anarchisme-revolution.blogspot.com>

<http://www.swissinfo.ch/fre/archive.html?siteSect=883&sid=8053164&ty=st>

<http://archives.tsr.ch/dossier-khomeiny>

10.6 Documents audiovisuels

Guerre froide à la TSR, Documentaire de Eric Burnand et Frédéric Zimmermann, produit par la TSR, 2009.

Zig Zag Café de J.-P. Rapp et Alex Décotte, 31.01-03.02.2000.

Archives de la TSR sur la révolution iranienne <http://archives.tsr.ch/dossier-khomeiny> (décembre 2010)

10.7 Sources

E 4320-01 (C), 1996/203, Bd.424. (Fiche von Narcisse Praz, 1965-1982)

E 4320 (C), 1995/390, Bd.52, Dossier (0.265) 205.0/192 (Dossier *La Pilule*, 1971-1974)

E 4320 (C), 1995/390, Bd.68, Dossier (0) 210.2 (Störung des Militärdienstes, 1966-1985)

E 4320 (C), 1995/391, Bd.440, Dossier 960.0317 (Dossier Narcisse Praz, 1972-80)

10.8 Divers

Fond BCV Narcisse Praz, non traité.

Archives privées, Narcisse Praz.